

# Actif'Agri

Transformations des emplois  
et des activités en agriculture



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation  
Service de la Statistique et de la Prospective  
Centre d'Études et de Prospective

# Actif'Agri

Transformations des emplois  
et des activités en agriculture

Pour citer cet ouvrage, merci d'utiliser la référence suivante:  
Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture*, Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française, Paris.

Conception graphique: Clémence Passot

Illustrations: Équipe du Centre d'études et de prospective et Clémence Passot

ISBN 978-2-11-145920-5

© Direction de l'information légale et administrative, 2019

# Actif'Agri

## Transformations des emplois et des activités en agriculture

### Coordinateurs

Vanina Forget (cheffe de projet), Jean-Noël Depeyrot, Muriel Mahé, Estelle Midler, Mickaël Hugonnet, Raphaël Beaujeu, Alexis Grandjean\*, Bruno Hérault (Centre d'études et de prospective, SSP, MAA)

### Auteurs

Raphaël Beaujeu, MAA-SSP-CEP  
Thierry Bellec, chambres d'Agriculture de Bretagne  
Florent Bidaud, MAA-SSP-CEP  
Céline Bignebat, INRA SAD MOISA  
Isabelle Burens, ANACT  
Philippe Caillou, université Paris-Sud XI LRI  
Benoît Dedieu, INRA SAD  
Nicolas Deffontaines, université du Havre  
Nathalie Delame, INRA UMR Économie Publique  
Jean-Noël Depeyrot, MAA-SSP-CEP  
Cécile Detang-Dessendre, INRA UMR CESAER  
Charlotte Emlinger, CEP11  
Vanina Forget, MAA-SSP-CEP  
Gabrielle Gallic, MAA-SSP-SDSSR  
Julia Gassie, MAA-SSP-CEP  
Olivier Gloker, APECITA  
Alexis Grandjean, MAA-SSP-CEP\*  
Jared Greenville, OCDE\*  
Julien Hardelin, MAA-SSP-CEP  
Nathalie Hostiou, INRA SAD UMR Territoires  
Mickaël Hugonnet, MAA-SSP-CEP  
Armelle Huille, AgroParisTech  
Dominique Jacques-Jouvenot, UBFC LASA  
Marie-Agnès Jouanjean, OCDE  
Diviyam Kalainathan, université Paris-Sud XI LRI  
Catherine Laurent, INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT  
Bruno Legagneux, INP-ENSAT UMR AGIR  
Axel Magnan, INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT  
Muriel Mahé, MAA-SSP-CEP  
Dominique-Anne Michel, MAA-SAFSL  
Estelle Midler, MAA-SSP-CEP  
Geneviève Nguyen, INP-ENSAT UMR AGIR  
Anne-Marie Nicot, ANACT  
Daniel Perron, DP Conseil, université Paris 1  
Christophe Perrot, IDELE  
Laurent Piet, INRA UMR SMART-LERECO  
Claire Quelin, ASP\*  
José Ramanantsoa, MAA-SSP-CEP

\* au moment de la rédaction des chapitres

Cet ouvrage ne représente pas nécessairement les positions officielles du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Il n'engage que ses auteurs.

# REMERCIEMENTS

Le Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation tient à remercier chaleureusement les membres du groupe de travail *ActifAgri* pour leur contribution essentielle à cet ouvrage : Raphaël Beaujeu (CEP), Thierry Bellec (chambres d'agriculture de Bretagne), Céline Bignebat (INRA unité MOISA), Benoît Dedieu (INRA SAD), Patrick Dedinger (MAA-CGAAER), Nathalie Delame (INRA UMR Économie publique), Jean-Noël Depeyrot (CEP), Cécile Detang-Dessendre (INRA UMR CESAER), Pierre Dupraz (INRA UMR SMART-LERECO), Vanina Forget (CEP), Olivier Gloker (APECITA), François-Pierre Gitton (MAA-SSP-SDSSR), Alexis Grandjean (CEP\*), Julien Hardelin (CEP), Bruno Hérault (CEP), Nathalie Hostiou (INRA SAD UMR Territoires), Mickaël Hugonnet (CEP), Dominique Jacques-Jouvenot (UBFC LASA), Catherine Laurent (INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT), Bruno Legagneux (INP-ENSAT UMR AGIR), Axel Magnan (INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT), Muriel Mahé (CEP), Dominique-Anne Michel (MAA-SAFSL), Estelle Midler (CEP), Monique Moine (MAA-SSP-SDSSR), Geneviève Nguyen (INP-ENSAT, UMR AGIR), Marc Parmentier (MSA), Christophe Perrot (IDELE), Laurent Piet (INRA UMR SMART-LERECO), Pascale Pollet (MAA-SSP-SDSSR), Claire Quelin (ASP\*), José Ramanantsoa (CEP), Patrick Simon (MAA-DGPE\*) et Eric Tison (MAA-CGAAER). Leurs savoirs et leurs expertises nous ont été très précieux pour mener à bien ce panorama français de la transformation des emplois et du travail agricoles. Si les pages qui suivent n'engagent que leurs auteurs, elles sont le reflet de la construction collective d'une compréhension commune du monde agricole actuel, issue d'un partage de connaissances et du croisement de perspectives variées au fil de réunions de travail riches d'échanges et de débats.

Béatrice Sédillot, cheffe du Service de la statistique et de la prospective du ministère, a joué un rôle essentiel dans la réalisation finale de cet ouvrage. Nous la remercions vivement pour sa forte implication. Chacun des chapitres doit beaucoup à son questionnement scientifique, à ses relectures attentives et à ses contributions.

Nous tenons également à remercier les collègues du CEP qui ont activement contribué à la préparation des réunions de travail du groupe. Nous remercions en particulier Armelle Huille, dont les six mois de stage (AgroParisTech) à nos côtés ont été essentiels au bon lancement de ce projet, ainsi qu'Aurore Payen, pour son appui lors de la finalisation de l'ouvrage, et notamment l'organisation du séminaire de clôture d'*ActifAgri*.

Nous adressons enfin nos vifs remerciements aux experts qui ont été sollicités ponctuellement pour partager leurs travaux, améliorer certains passages du texte et nous aider à mieux saisir les enjeux traités dans cet ouvrage, et en particulier : Marie-Sophie Dedieu (MAA-SSP-SDSAFA), Eric Hugues (MSA), Florence Kling-Eveillard (IDELE), Pierre Labarthe (INRA UMR AGIR), Jérôme Lerbourg (MAA-SSP-MDD), Alice Lorge (MAA-SSP-SDSSR), Vincent Marcus (MTES-CGDD), Gianluca Orefice (CEPII) et Ludovic Portoio (MAA-SAFSL).

\* au moment de la rédaction de l'ouvrage

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE 1: PANORAMA</b>	<b>12</b>
<b>1. L'emploi et les activités agricoles: chiffres et évolutions clés</b>	<b>14</b>
1. La main-d'œuvre agricole : tendances passées et évolutions récentes	17
2. Qui sont les travailleurs agricoles ?	22
3. Comment la mobilisation de la main-d'œuvre change-t-elle dans les exploitations agricoles ?	26
<b>2. Trois tendances structurantes: concentration, sous-traitance et diversification des exploitations</b>	<b>30</b>
1. Concentration des exploitations et emploi	33
2. Sous-traitance et agriculture : les recompositions en cours	38
3. Diversification et pluriactivité, deux exemples de mutations des activités agricoles	43
<b>3. La filière laitière: un concentré des mutations agricoles contemporaines</b>	<b>48</b>
1. Les mutations rapides du secteur laitier : implications en matière d'emploi	51
2. Du déplacement de la production au déplacement de l'emploi ?	54
3. Les évolutions du travail et de l'emploi à l'échelle des exploitations laitières	56
4. Quels actifs dans ces exploitations en mutation ?	60
<b>PARTIE 2: QUALITÉ DU TRAVAIL</b>	<b>64</b>
<b>4. Emplois précaires en agriculture</b>	<b>66</b>
1. Précarité de l'emploi : une notion multidimensionnelle	69
2. La précarité mesurée à l'aune des statuts des travailleurs dans les exploitations agricoles	69
3. Caractérisation des salariés précaires	77
4. Abus et travail illégal	80
<b>5. Les conditions de travail et de santé des actifs agricoles</b>	<b>84</b>
1. Que sait-on des conditions de travail des exploitants et des salariés agricoles ?	87
2. Quel est l'état de santé et de bien-être des exploitants et des salariés agricoles ?	92
3. Conditions de travail et santé : le problème des actifs « invisibles » ou mal représentés	97
<b>6. La mobilité professionnelle des actifs agricoles</b>	<b>100</b>
1. Quitter l'agriculture : de la « migration » intérieure à la mobilité professionnelle	103
2. La cessation d'activité agricole : un phénomène en hausse ?	105
3. Partir pour ailleurs : ces agriculteurs qui se convertissent	109

<b>PARTIE 3: TROIS FACTEURS</b>	<b>114</b>
<b>7. Performance environnementale des exploitations et emploi</b>	<b>116</b>
1. Performances environnementales et emploi :	119
un lien peu abordé dans la littérature économique, au-delà de l'agriculture biologique	
2. La relation entre performances environnementales et emploi dépend des secteurs de production	121
3. L'agriculture biologique emploie davantage que l'agriculture conventionnelle dans certaines orientations et dans certaines zones	123
<b>8. Innovations, activités et mutations des emplois agricoles</b>	<b>132</b>
1. Innovation et transformations des activités agricoles : une perspective historique	135
2. L'innovation crée-t-elle ou détruit-elle des emplois agricoles ?	141
3. Quelles conséquences l'innovation a-t-elle sur les structures de production et l'organisation du travail ?	144
4. Comment l'innovation transforme-t-elle les conditions de travail des agriculteurs ? L'exemple du robot de traite	145
5. Comment l'innovation change-t-elle le rapport de l'agriculteur à son métier ?	146
<b>9. Emplois, commerce international et internationalisation des filières</b>	<b>148</b>
1. Impacts de l'intégration croissante au commerce international sur l'emploi et les inégalités de salaire dans l'agriculture et l'agroalimentaire	151
2. L'emploi agricole dans un contexte de filières internationalisées	156
3. Contribution des chaînes de valeur mondiales agricoles à l'emploi en France par produits agricoles	158
<b>PARTIE 4: POLITIQUES PUBLIQUES</b>	<b>164</b>
<b>10. Politiques et dispositifs fiscaux et sociaux impactant l'emploi agricole</b>	<b>166</b>
1. Appuyer l'industrialisation agricole et l'amélioration de la compétitivité	169
2. Faciliter l'adaptabilité du secteur agricole aux évolutions économiques	173
3. Accompagner les transformations de l'exploitation familiale	177
<b>11. Politiques publiques agricoles: quelles influences sur l'emploi et les activités agricoles ?</b>	<b>182</b>
1. Maintenir et créer des emplois agricoles : une préoccupation récente de la PAC	185
2. La PAC entre 1990 et 2013 : des effets contrastés sur l'emploi agricole	187
3. Les effets redistributifs de la PAC 2014-2020 : premiers éléments d'analyse	190
4. Exploration de scénarios prospectifs pour la PAC et effets sur l'emploi	193
5. Politiques foncières et politiques des structures : deux formes d'intervention directe sur les contours de l'activité agricole	195
<b>12. Politiques de formation du capital humain en agriculture</b>	<b>198</b>
1. Capital humain disponible et compétences nécessaires en agriculture	201
2. La formation initiale des agriculteurs, enjeu de politiques publiques	205
3. L'accompagnement de la montée en compétences	206
<b>Conclusion</b>	<b>213</b>
Enseignements transversaux	213
Des pistes de recherche à approfondir	216
Orientations stratégiques et pistes d'action	218
<b>Liste des sigles</b>	<b>222</b>
<b>Liste des figures et tableaux</b>	<b>224</b>
<b>Liste des encadrés</b>	<b>227</b>
<b>Crédits photographiques</b>	<b>228</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>230</b>





# 10 POLITIQUES ET DISPOSITIFS FISCAUX ET SOCIAUX IMPACTANT L'EMPLOI AGRICOLE

Muriel Mahé (coord.), Daniel Perron, José Ramanantsoa

- ▶ Conçues dans les années 1960, les politiques sociales et fiscales ont un poids croissant dans les concours publics à l'agriculture.
- ▶ Encore largement structurées autour du modèle d'exploitation familiale à 2 UTA, elles encouragent la professionnalisation des actifs agricoles et le recours à l'emploi salarié, en contenant le coût du travail.
- ▶ Elles soutiennent dans les faits les revenus des agriculteurs et sont devenues un outil de gestion des crises.
- ▶ Elles tendent à converger vers le droit commun, accompagnant la « désagricolisation » de la société française.
- ▶ Elles s'adaptent progressivement aux mutations du travail et aux évolutions sociales de l'agriculture (féminisation, externalisation, etc.).

Pour en savoir plus : Mahé M., Perron D., Ramanantsoa J., 2019, *Politiques et dispositifs fiscaux et sociaux impactant l'emploi agricole*, Coll. Document de travail du CEP, n°15, MAA, Paris.

## INTRODUCTION

Ce chapitre explore les politiques publiques fiscales et sociales concernant les actifs agricoles, et tente d'en saisir les effets sur la transformation de leurs emplois et activités. Le terme de « politiques publiques » englobe ici, par convention, les différents types et niveaux d'interventions publiques (politiques proprement dites, programmes, actions). Le domaine d'intervention publique étudié dans ce chapitre est étendu : travail (conditions de travail, relations collectives entre employeurs et salariés), protection sociale (aide sociale, vieillesse, santé, famille, indemnisation du chômage), prélèvements obligatoires, etc. (Join-Lambert, 1994). La formation professionnelle est abordée **chapitre 12**.

Les transferts financiers en faveur de l'agriculture, *via* les allègements fiscaux ou sociaux, ont pris de plus en plus d'importance (de Montgolfier *et al.*, 2017). Ainsi, sur les 13 milliards d'euros de concours publics à l'agriculture (hors forêt, enseignement, recherche, industries agroalimentaires et services) en 2017, les allègements de charges sociales ont pesé pour 1,8 milliard d'euros, et les aides fiscales tout autant, soit 28 % du total (SSP, 2018b). En 2013, ils ne constituaient que 21 % des concours publics à l'agriculture.

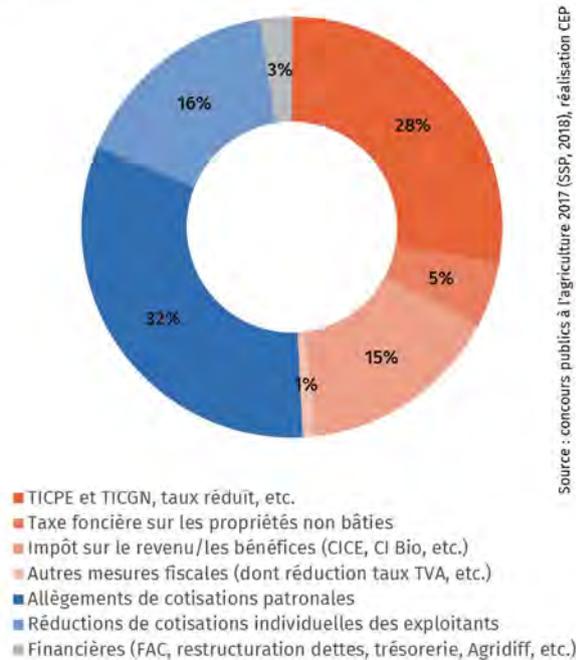
Les dispositifs fiscaux et sociaux recouvrent une grande diversité d'outils et de champs d'action (figure 10.1). Si leur objectif principal n'est pas toujours de favoriser l'emploi, la plupart des mesures fiscales ou sociales impactent le travail et l'emploi en agriculture. Par exemple, la hausse (ou baisse) du coût du travail *via* l'ajustement des cotisations sociales a des répercussions sur le nombre d'emplois. De manière symétrique, toute action visant à modifier le coût relatif du capital (accès facilité au crédit, au marché des terres, etc.), déplace la demande de main-d'œuvre. Enfin, le cadre juridique qui s'applique à l'agriculture, dans de nombreux domaines (codes rural, du travail, de la sécurité sociale, de la famille, de l'environnement, des impôts, etc.), influence, directement ou indirectement, l'emploi agricole, contribuant à accompagner, accélérer ou ralentir les mutations du secteur.

Ce chapitre montre comment la plupart des politiques fiscales et sociales actuelles sont issues des lois d'orientation agricole des années 1960, lesquelles ont formalisé une vision de l'agriculture en rupture avec le modèle en vigueur dans l'après-guerre (Muller, 1984). Il retrace, en première partie, les mesures jalonnant le processus de modernisation de l'agriculture et de professionnalisation des agriculteurs, à la recherche de constants gains de productivité. La deuxième partie montre comment ces outils fiscaux et sociaux ont été mobilisés pour renforcer l'adaptabilité du secteur agricole au contexte économique, en flexibilisant l'utilisation de la main-d'œuvre et en abaissant le coût du travail. Enfin, la troisième partie présente la façon dont les politiques fiscales et sociales accompagnent certaines évolutions contemporaines du monde agricole français, telles la dilution du caractère familial de l'exploitation ou la féminisation du métier (voir **chapitre 1**).

## 1. APPUYER L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE ET L'AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ

À partir des années 1950, la modernisation de l'agriculture, sa professionnalisation et sa restructuration figurent parmi les objectifs de la majorité des dispositifs sociaux et fiscaux. La Politique agricole commune (PAC), entrée en vigueur en 1962, aura les mêmes finalités (chapitre 11) : atteindre l'autosuffisance alimentaire, tout en permettant un rattrapage du niveau de vie des ménages agricoles par rapport au reste de la population (Muller, 1984), dans un contexte de croissance économique. Il s'agit de faciliter la sortie d'actifs (salariés et non salariés) de l'agriculture, pour favoriser la concentration des moyens de production entre les mains de ceux qui restent, sur la base du modèle de l'exploitation familiale à deux « unités de travail agricoles » (UTA) (chapitre 1).

**FIGURE 10.1**  
Répartition des allègements de charges et dépenses  
fiscales (orange), sociales (bleu) et financières (gris)  
en 2017



Les politiques publiques visent alors à accélérer la mécanisation et l'agrandissement des exploitations, à faciliter la sortie en fin de carrière (dispositifs de retraite et préretraite), à accompagner les transmissions (droits de succession), à favoriser les regroupements (dispositions favorables aux formes sociétaires agricoles), à aider l'accès à la propriété foncière (taux bonifiés) et à soutenir l'installation de nouveaux entrants (mesures fiscales et sociales d'accompagnement).

### L'accompagnement de la modernisation technique

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'intensification de l'agriculture est jugée nécessaire (Dumont, 1949), mais difficilement conciliable avec les structures d'exploitation existantes. Une politique volontariste de remembrement est mise en œuvre, qui trouve son point d'orgue avec la loi d'orientation agricole de 1960. Lors de la présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale, le Premier ministre Michel Debré réaffirme qu'il « n'y aura pas de rentabilité si nous ne nous attaquons pas au problème de la structure d'exploitation ». La modernisation du travail et la rentabilité économique de la structure d'exploitation vont donc de pair (Schmerber, 1949 ; Perron, 2016). Complétant la politique foncière, tout un arsenal de dispositifs juridiques, fiscaux et financiers est progressivement élaboré, pour développer la mécanisation et les structures de production, avec des effets à la fois sur le volume d'emploi et sur la qualité des emplois.

Ainsi, un taux réduit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est instauré dès 1966, pour le gazole non routier utilisé pour les engins et véhicules professionnels, afin de soutenir la diffusion de la motorisation. Cette mesure a contribué à accélérer le passage au modèle de l'agriculture mécanisée, en développant rapidement le parc de tracteurs et de machines agricoles jusqu'au début des années 1980. Si le parc s'est depuis stabilisé, avant de décroître parallèlement à la baisse du nombre d'exploitations, la puissance des tracteurs s'est régulièrement accrue, en lien avec l'agrandissement des exploitations et les avancées technologiques (Lerbourg et Dedieu, 2016). Au cours des dernières années, le maintien d'un taux réduit a surtout visé à limiter les coûts de production et à soutenir la compétitivité d'une activité fortement consommatrice d'énergie. En 2004, un remboursement partiel sur demande est ainsi instauré, pour compenser la hausse du prix des carburants. Au total (taux réduit et remboursement partiel), la dépense fiscale s'est élevée à plus d'un milliard d'euros en 2017 (SSP, 2018b).

Au milieu des années 1970, l'instauration du régime agricole du bénéfice réel va constituer le principal levier fiscal en faveur de la modernisation des exploitations « professionnelles », via les mesures de soutien à l'investissement (Delaire *et al.*, 2011). Deux dispositions visent cet objectif : la déduction pour investissement (DPI) et l'exonération des plus-values. Ajoutée à la DPI, l'exonération des plus-values sur la revente des matériels (différence entre le produit de la vente d'un bien amortissable et sa valeur comptable), associée à l'option de l'amortissement fiscal dégressif, sur une durée

plus courte que celle liée à l'obsolescence du matériel, favorise un flux régulier d'acquisitions de matériel neuf (figure 10.2). Le ratio des cessions sur les acquisitions progresse tendanciellement depuis 1980, pour atteindre 30 % en 2014 (Lerbourg et Dedieu, 2016).

Enfin, diverses dispositions visent, directement ou indirectement, à faciliter la concentration des moyens de production. La création du groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), par la loi du 8 août 1962, permet le travail en commun tout en respectant les structures familiales des exploitations. Ainsi, les formes sociétaires agricoles sont soumises à l'imposition sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pour chaque sociétaire. *Via* le principe de transparence, cette dérogation au régime des sociétés peut être considérée comme une aide à la restructuration, facilitant le regroupement de plusieurs unités de production, les reprises progressives et la consolidation des collectifs de travail au-delà de la sphère familiale. Les dégrèvements ou exonérations de taxes foncières, instaurés au cours de la même période, visent également à réduire l'impact de la fiscalité locale sur le foncier et les bâtiments agricoles, afin de ne pas freiner les restructurations foncières des exploitations.

En définitive, le développement de la mécanisation a accompagné l'agrandissement des exploitations et la réduction du nombre d'actifs agricoles. Les investissements matériels ont contribué à l'amélioration des conditions de travail, même si de nouveaux risques ont pu apparaître (accidents graves liés aux machines, contraintes posturales,

expositions aux bruits, vibrations, toxiques, stress etc. ; Nicourt et Souron, 1999 ; Campéon et Batt-Moillo, 2008 ; voir chapitre 5).

### L'encouragement de la professionnalisation de la main-d'œuvre non salariée

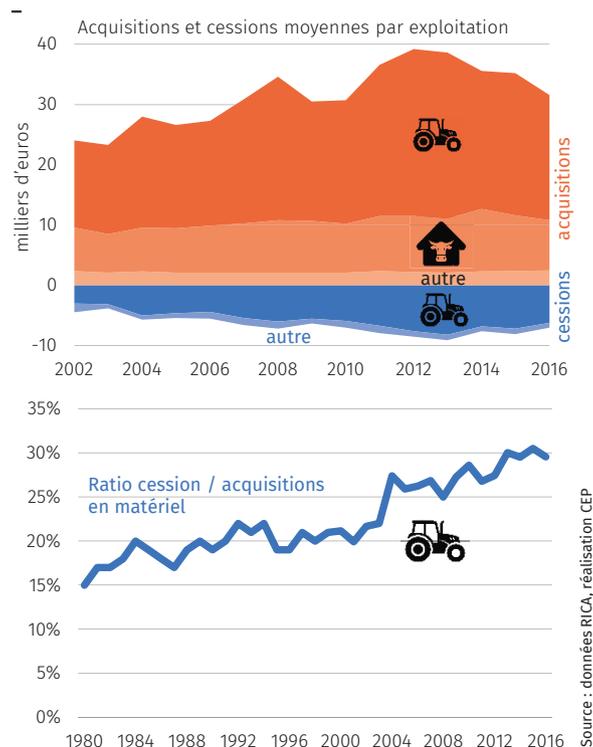
L'incitation à la modernisation technique s'est accompagnée d'une politique assumée de réduction du nombre des exploitations et des actifs agricoles, de 1960 au milieu des années 1970. La loi d'orientation agricole de 1960 (article 2) visait ainsi à accroître la productivité agricole, à travers notamment « le développement rationnel de la production en fonction des besoins et de l'emploi optimum des facteurs de production, en particulier de la main-d'œuvre ». Cette double dynamique a par la suite été reprise par la Politique agricole commune (PAC) : le rapport Mansholt (1968) réaffirma ainsi la nécessité de conjuguer progrès technique et réduction du nombre d'agriculteurs, pour permettre à la population agricole d'atteindre la parité de niveau de vie avec les autres secteurs.

Cependant, la politique initiée au début des années 1960 visait aussi à faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs, sous l'impulsion du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Il s'agissait d'opérer la mutation du « paysan » en « entrepreneur agricole », en accompagnant vers la sortie de l'activité ceux qui n'étaient pas en mesure de s'inscrire dans ce projet (Muller, 1984). La mesure phare de la politique des structures, l'indemnité viagère de départ, créée en 1962, visait à améliorer les structures des exploitations agricoles *via* le remplacement des générations et l'agrandissement des unités restantes. Cette mesure, qui n'accepte plus de nouveaux bénéficiaires depuis 1990, a bénéficié à plus de 500 000 agriculteurs (Gault *et al.*, 2013).

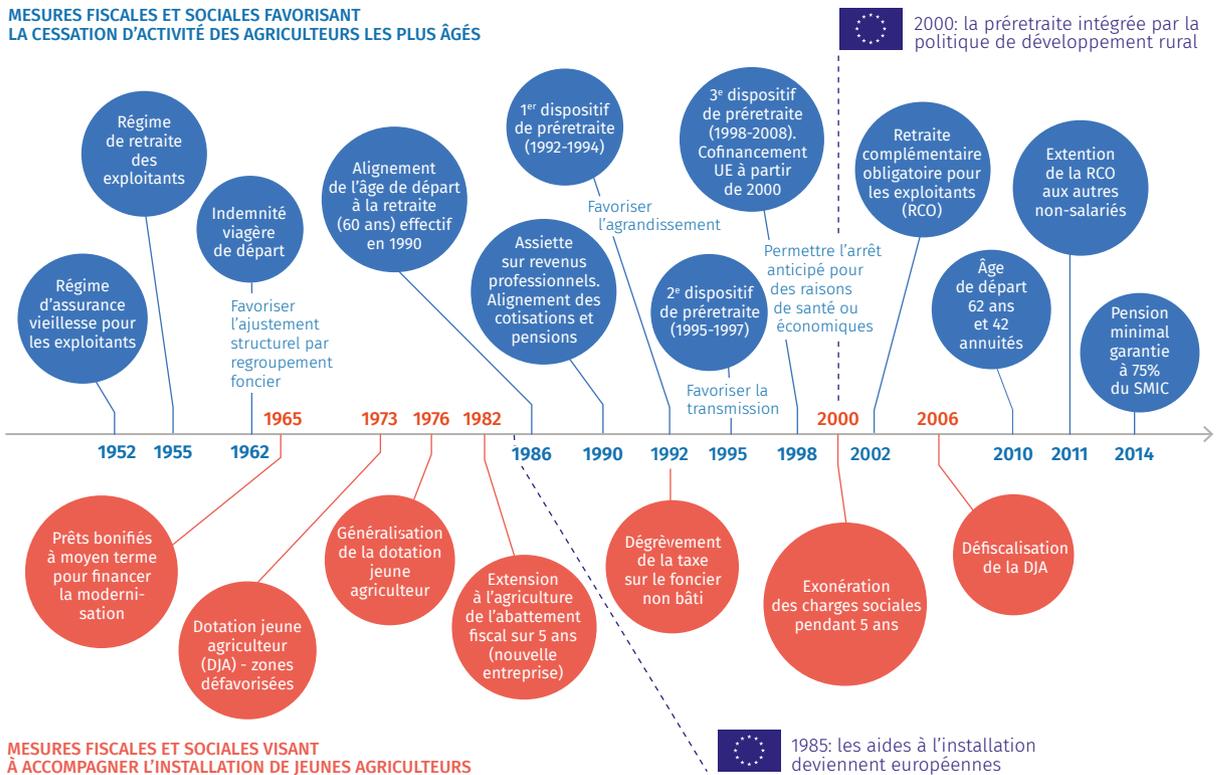
Les craintes d'une déprise agricole dans certaines régions et le souhait de faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs conduisent à prendre, dans les années 1970, de nouvelles mesures en faveur de l'installation. L'accès facilité au financement (prêts bonifiés), mis en place en 1965, est renforcé par la dotation jeune agriculteur (DJA), créée en 1973, qui s'accompagne progressivement d'exigences accrues en matière de formation. Au début des années 1980, les problèmes de trésorerie rencontrés par les jeunes agriculteurs, dans les années suivant leur installation, conduisent l'État à adopter successivement diverses mesures fiscales et sociales pour accompagner le processus (figure 10.3).

Pour faciliter les transmissions, plusieurs mesures visent à réguler l'accès au foncier. Des règles encadrent ainsi la cessibilité du bail, autorisée initialement au sein de la famille uniquement, puis ouverte en 2006 au repreneur hors cadre familial afin de réduire les disparités en matière d'accès à la profession entre les « héritiers » et les repreneurs « hors cadre familial ». Le développement progressif des installations en dehors du cadre familial conduit par ailleurs à aligner la plupart des dispositions relatives à la transmission sur le droit commun, à quelques exceptions près : exonération des

FIGURE 10.2  
Investissements des exploitations



**FIGURE 10.3**  
Chronologie des mesures fiscales et sociales contribuant au renouvellement des générations



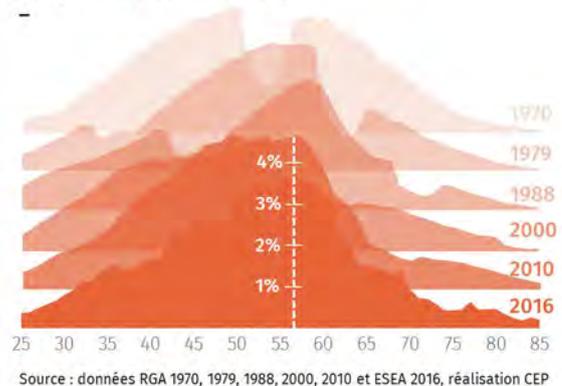
Source: CEP

plus-values pour le cédant (notamment en cas de départ à la retraite) ; réduction des frais liés à l'acquisition (exonération totale ou partielle des droits de mutations, des droits de vente, etc.) pour le repreneur. Les règles relatives à la cessibilité du bail sont toutefois largement contournées, la pratique (illégal) du pas-de-porte se traduisant souvent par l'inflation des montants à régler pour le repreneur (Barral *et al.*, 2017).

Enfin diverses mesures concernant les retraites (âge de départ, durée de cotisation, niveau des pensions) favorisent, directement ou indirectement, l'agrandissement des exploitations et leur transmission à de jeunes agriculteurs vivant de leur métier. Ainsi, la réforme des retraites de 1990, amorce un mouvement de convergence du montant des pensions agricoles avec le régime général en faisant désormais reposer les cotisations sur une assiette réelle et non plus sur le revenu cadastral. Si cette réforme n'avait pas directement pour objectif de rajeunir la pyramide des âges des exploitants, la hausse du coût du point par rapport au montant des pensions s'est traduite par une accélération des départs (Fall et Roger, 2008). Entre 1992 et 1997, le système de préretraite, mis en place sous l'impulsion de l'Union européenne

(UE), visait, quant à lui, plus directement à faciliter le départ des actifs (Brangeon *et al.*, 1996). Cette succession de mesures a contribué, sur la période 1988-2000, au rajeunissement des chefs d'exploitation (Lerbourg, 2015)<sup>1</sup>. À l'inverse, la réforme des retraites de 2010 (relèvement progressif de l'âge de départ à 62 ans, allongement de la durée de cotisation) a conduit à un report des départs sur la période récente et accentué le vieillissement des agriculteurs entre 2000 et 2016 (figure 10.4).

**FIGURE 10.4**  
Évolution de 1970 à 2016 de la répartition des chefs d'exploitation selon leur âge



1. La mise en place, au début des années 2000, d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles et la fixation d'un montant minimal des pensions (loi Peiro du 4 mars 2002) visaient, pour leur part, à améliorer le niveau de vie des retraités agricoles, et notamment des conjointes à temps plein sur l'exploitation qui n'avaient jamais cotisé.

## L'accroissement des dépendances

Les valeurs d'« indépendance » (liberté de choix techniques, organisationnels, stratégiques sur les exploitations), d'« autonomie » (maintien des spécificités de l'agriculture par rapport aux autres secteurs) et de « majorité » (capacité à décider collectivement de leur organisation et des orientations qui les concernent) ont longtemps été structurantes pour le monde agricole (Muller, 1984). Aujourd'hui, l'insertion croissante de ce secteur dans l'économie générale (chaîne alimentaire ou échanges internationaux), l'importance des aides publiques (européennes ou nationales), l'alignement de la protection sociale sur le droit commun et l'endettement des exploitations questionnent la pérennité de ces valeurs, et notamment la réalité de l'indépendance professionnelle. Si les politiques sociales et fiscales se réfèrent souvent au modèle de l'entrepreneur agricole indépendant, étroitement lié à la cellule familiale, les spécificités du cadre juridique agricole ne cessent d'être interrogées au fil des évolutions de l'organisation de l'activité. Deux exemples sont révélateurs des mutations du travail en agriculture et des difficultés d'adaptation du cadre juridico-politique : l'externalisation des travaux, d'une part, et les relations contractuelles horizontales ou verticales d'autre part.

Le recours accru aux entreprises de travaux agricoles (ETA) (voir chapitres 2 et 4), en réponse aux besoins constants d'adaptation des matériels et des compétences, conduit à une mutation de l'organisation de l'activité, au-delà des seuls rapports entre employeurs et employés. De nombreuses questions juridiques se posent alors. Par exemple, le recours à ce type de travail externalisé au sein d'un GAEC, par l'un des

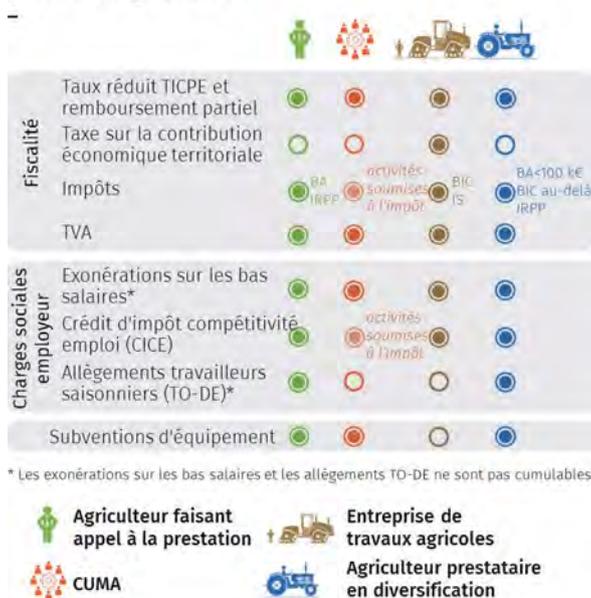
exploitants, aurait-il une limite au regard de l'obligation de travail effectif de l'exploitant au sein de cette société (cf. décision du Conseil d'État rendue le 3 mai 2002 pour la société civile d'exploitation agricole (SCEA) « Les Templiers »)? Pouvant aller jusqu'à la délégation totale de gestion sur l'exploitation, il questionne le statut même d'« exploitant agricole », en séparant de fait la propriété foncière et son exploitation.

Face à ces évolutions, les politiques fiscales et sociales semblent encore privilégier le modèle de l'exploitation familiale autonome aux formes d'agricultures de firme. Ainsi, plusieurs mesures récentes conduisent à modifier la situation de concurrence entre les divers prestataires de services (agriculteur prestataire en diversification, coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA), ETA), dans le sens d'un renforcement du modèle de l'exploitation familiale. Depuis 2015, les allègements spécifiques liés à l'emploi de saisonniers ont ainsi été supprimés pour les ETA et les CUMA, tandis que le seuil en deçà duquel un exploitant agricole peut déclarer, au titre de son activité agricole, les revenus de prestations de services, a été relevé en janvier 2018, afin d'encourager la diversification et la rentabilisation des matériels (figure 10.5).

Parallèlement, le développement de la contractualisation au sein de la filière réduit les marges de manœuvre de l'agriculteur. Alors que la notion de subordination est au cœur de la définition du salariat, le renforcement des dépendances entre les acteurs de la filière rend la distinction entre salariat et indépendance professionnelle de plus en plus difficile. Dans certaines situations, l'intégration peut même s'apparenter à un mécanisme d'évitement de la qualification de salariat, et des obligations qui y sont liées (congrés payés, rémunération horaire minimale, etc.). Ce n'est que lors de la rupture conflictuelle du contrat que les mécanismes de la restitution renvoient à une relation de travail, les indemnités étant notamment calculées en fonction du temps de travail de l'intégré.

Les transformations contractuelles des relations entre les agriculteurs, leur amont et leur aval, modifient donc les conditions du travail de l'exploitant. Elles interrogent même le statut d'agriculteur, au regard de la relation entre travail et détention du capital foncier, et par conséquent la légitimité à percevoir les aides de la PAC ou à bénéficier de la protection sociale agricole, et ce d'autant plus que la recherche de flexibilité du travail, en lien avec sa rentabilité, pourrait conduire à accentuer le mouvement.

**FIGURE 10.5**  
Les charges et obligations liées à la prestation de services en agriculture



Source : FNEEDT (2018), élaboration CEP



## 2. FACILITER L'ADAPTABILITÉ DU SECTEUR AGRICOLE AUX ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES

Dans la longue histoire du salariat agricole, une constante apparaît : l'adaptation des cadres du travail salarié aux impératifs de l'exploitation et la recherche de baisse des coûts. Ce n'est qu'en 1968 que le salaire minimum garanti des salariés agricoles a été fixé, à parité avec les autres secteurs (signant la fin du salaire minimum agricole garanti, le SMAG), représentant jusqu'à 60 % d'augmentation pour certains salariés agricoles. Malezieux et Menasseyre (1963) résumaient la situation en termes lapidaires : « Le droit du travail n'a pas été créé pour les salariés agricoles ».

De nombreuses dérogations au droit commun et aux allègements de cotisations ont ainsi été mises en place, pour répondre aux spécificités des exploitations agricoles : très petites entreprises (TPE), saisonnalité de l'activité, forte exposition aux échanges internationaux, etc. Il s'agissait de faciliter le recours à la main-d'œuvre extra-familiale et de contenir (ou réduire) les coûts salariaux.

### La flexibilisation de la main-d'œuvre

Les exploitants agricoles, comme la plupart des employeurs, soulignent les freins au recours à la main-d'œuvre salariée : complexité de la réglementation des contrats à durée déterminée (CDD), procédures administratives à l'embauche, coût de la gestion administrative, risques liés aux licenciements, etc. Compte tenu de la saisonnalité de l'activité, l'agriculteur employeur est amené à multiplier les recours ponctuels à du travail salarié. Afin de réduire les coûts de transaction liés à des durées d'emploi limitées, diverses dispositions facilitent l'embauche de ce type d'actifs.

Ainsi, dix ans avant l'ensemble des TPE, les exploitations agricoles ont bénéficié de deux simplifications dérogatoires des procédures de recrutement des salariés, introduites par la loi d'orientation agricole de 1999. Le « titre emploi simplifié agricole » et le « titre emploi-service agricole » proposent un guichet unique de traitement des obligations de l'employeur. Combinés aux mesures d'allègement des cotisations pour l'emploi de salariés occasionnels (voir partie suivante), ils visent à lutter contre le travail dissimulé. Depuis 2017, seul le titre emploi service agricole est maintenu, dans une version étendue en termes de salariés concernés et de forma-

lités intégrées. Géré par la Mutualité sociale agricole (MSA), il permet aux employeurs de répondre à leurs principales obligations sociales, y compris l'édition des bulletins de paie pour les CDD, et assure la transmission de la déclaration sociale nominative (DSN) auprès des autres organismes sociaux.

En plus des formes classiques de contrats temporaires (CDD saisonnier, contrat à durée indéterminée intermittent), le secteur agricole dispose d'un contrat spécifique : le contrat vendange<sup>2</sup>. Véritable « omni juridique » dans le monde du travail, il a pour objet « la réalisation de travaux de vendanges » et permet à des travailleurs en congés payés de bénéficier d'un contrat de travail pour les vendanges. Le repos du salarié payé par son entreprise habituelle est alors remis en cause. Ce contrat était accompagné, jusqu'en 2014, d'une exonération partielle de la part salariale des cotisations d'assurance sociale. Il n'est désormais plus éligible qu'à l'exonération des cotisations patronales pour « travailleurs occasionnels-demandeurs d'emploi » (TO-DE). Par ailleurs, l'absence de prime de précarité pour les CDD saisonniers explique le faible intérêt porté par les employeurs agricoles au contrat à durée indéterminée intermittent (CDII). In fine, c'est bien l'arbitrage entre une moindre dépense salariale et le fait de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, au moment idoine, qui explique, pour partie, la répartition des actifs entre les différents statuts (permanents ou temporaires) au sein des exploitations (Darpeix, 2010).

Afin de mutualiser les coûts de recrutement et de gestion du personnel, le secteur agricole a innové en créant, en 1985, les groupements d'employeurs. Ceux-ci permettent l'embauche de personnels ayant un contrat unique auprès du groupement et réalisant des interventions ponctuelles pour plusieurs exploitants (Biche *et al.*, 2000). Cette formule, qui vise à concilier flexibilité et sécurité de l'emploi, initie une forme de « flexisécurité » (Jolly et Prouet, 2016). Cependant, plusieurs travaux (Roux, 2018 ; Artis, 2013) notent la faible qualité des emplois proposés : fort recours aux CDD et aux contrats saisonniers, positionnement compliqué du salarié pris entre le donneur d'ordres et l'employeur, salaires faibles, etc. Alors que les groupements d'employeurs devaient favoriser la création d'emplois permanents, mieux valorisés, grâce à des exonérations de charges sociales et un régime fiscal avantageux, les contrats à durée indéterminée (CDI) y restent minoritaires (15 % du total, la proportion la plus faible des employeurs agricoles) et les salaires horaires majoritairement compris entre 1 et 1,2 SMIC (proches de ceux pratiqués dans les exploitations) (Thibaudot, 2017) (voir [chapitre 4](#)).

Enfin, le temps de travail lui-même a fait l'objet de dispositions dérogatoires pour répondre aux impératifs de la production agricole. Allant au-delà des exceptions organisées par le droit commun, le droit rural prévoit ainsi une dérogation spécifique pour les salariés agricoles. La période de référence pour la détermination du temps hebdomadaire de travail (quarante-quatre heures) est de douze mois, au lieu de douze semaines. La limite maximale de soixante heures peut même être dépassée, à condition que les heures supplémentaires au-delà du plafond restent inférieures à soixante

2. Loi du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002.

heures au cours de la période de douze mois. L'extension des horaires des salariés est donc beaucoup plus importante en agriculture. Des dérogations existent également en matière de repos hebdomadaire.

Finalement, le salarié est soumis aux mêmes impératifs que le travailleur indépendant. La nature singulière de l'activité agricole entraîne une organisation spécifique du travail sur l'exploitation, dont les impératifs économiques poussent à réduire le coût.

## La réduction des coûts du travail

La notion de « coût du travail » en agriculture est difficile à cerner, dans la mesure où le travail est réalisé en large partie par des non-salariés, exploitants et autre main-d'œuvre familiale, dont la rémunération n'est pas simple à identifier. En 2016, près de deux tiers du volume de travail en agriculture étaient ainsi assurés par les exploitants ou par des membres de la famille des exploitants individuels (Barry, 2018). Deux méthodes sont généralement utilisées pour valoriser le travail des non-salariés sur l'exploitation : l'une se base sur un prix implicite du travail, calculé par référence au niveau de salaire que l'agriculteur pourrait recevoir s'il optait pour un travail salarié (Benjamin, 1996 ; Delame *et al.*, 2015), l'autre s'appuie sur le revenu de l'exploitation comme rétribution du travail, par transposition de la situation des ménages salariés.

S'agissant du travail salarié, les différentiels de coût du travail entre pays (encadré 10.1) sont régulièrement mis en avant pour expliquer la dégradation de la compétitivité du secteur agricole français, et notamment des productions les

plus intensives en main-d'œuvre salariée (fruits et légumes, viticulture) (Besson et Dedinger, 2015). Dans ces secteurs très dépendants de la main-d'œuvre saisonnière, la pression exercée par le recours à de la main-d'œuvre immigrée et la faiblesse des organisations syndicales sectorielles ont longtemps retardé l'accès des salariés à des droits sociaux équivalents à ceux des autres secteurs (Darpeix, 2010 ; chapitre 4). L'émiettement des instances de négociation collective et les disparités de mise en œuvre sur le territoire (Langlois-Bourquelot, 1991) ont ainsi contribué à ralentir l'harmonisation des salaires et maintenir des iniquités entre les salariés hommes et femmes (Escudier, 2017 ; chapitres 1, 4 et 5).

La diminution du nombre des actifs agricoles non salariés, les restrictions de plus en plus importantes sur le recours à la main-d'œuvre étrangère et la volonté de lutter contre le travail au noir ont conduit à la mise en place, en 1995, d'un dispositif d'exonération de charges sociales TO-DE s'appliquant aux CDD saisonniers ou d'usage. Limité dans sa durée (119 jours exonérés maximum sur l'année pour un salarié donné), ce dispositif combine caractéristiques dérogatoires du contrat saisonnier et mesures d'allègement du coût du travail sur les bas salaires (exonération totale des cotisations patronales jusqu'à 1,25 SMIC<sup>3</sup>, hors accident du travail ; pas de prime de précarité), le rendant particulièrement attractif pour les employeurs agricoles, y compris les groupements d'employeurs. Bien que les contrats non saisonniers bénéficient aussi de réductions de charges (crédit d'im-

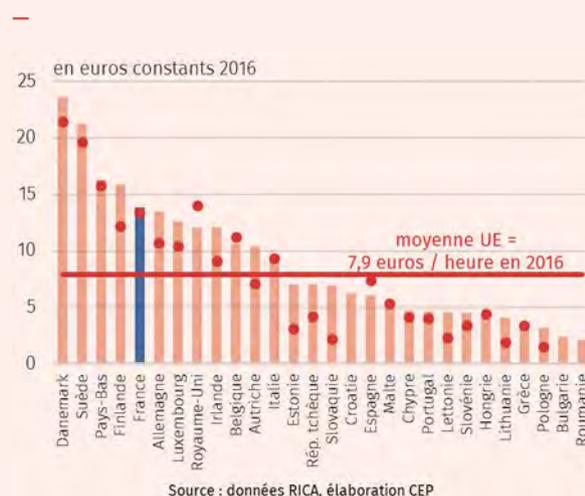
3. 1,20 Smic en 2019.

### ENCADRÉ 10.1 LE COÛT DU TRAVAIL AGRICOLE SALARIÉ EN EUROPE

Selon les données du Réseau d'information comptable agricole (RICA), le coût horaire moyen du travail salarié agricole (salaires bruts et charges patronales incluses) varie dans une fourchette de 1 à 10 entre les pays de l'UE (figure 10.6), les plus élevés étant signalés dans les pays du Nord, les plus faibles dans les anciens pays de l'Est. Le coût horaire du travail en France est nettement supérieur à la moyenne européenne (75 %), même si dans les années les plus récentes, les écarts se sont resserrés avec l'Allemagne, l'Irlande et la Finlande. De manière générale, le secteur agricole a bénéficié, au cours de la décennie écoulée, d'une modération des coûts salariaux, ces derniers restant quasiment stables en euros constants, en raison d'une faible progression des salaires et de mesures de réduction des charges ou de transfert du financement de la protection sociale.

Outre les différences de niveaux de vie au sein de l'UE, les écarts de coûts du travail révèlent des modèles de protection sociale contrastés, plus ou moins protecteurs, et les modes de financement qui les sous-tendent (charges sur les salaires ou impôt sur les revenus), avec toute la gamme des combinaisons possibles (Besson et Dédinger, 2015).

FIGURE 10.6  
Coût horaire du travail salarié agricole dans l'UE en 2016, comparé à la situation en 2004 (points rouges)



pôt compétitivité emploi (CICE), allègement des cotisations sociales sur les bas salaires dit « mesure Fillon », la flexibilité permise par les CDD bénéficiant des exonérations TO-DE renforce leur intérêt. Les allègements de cotisations patronales liées à l'emploi de salariés s'élevaient à près de 1,2 milliard d'euros (SSP, 2018), dont un peu moins de la moitié (près de 500 millions d'euros en moyenne chaque année) pour les exonérations TO-DE (de Montgolfier *et al.*, 2017).

Plusieurs analyses provenant de parlementaires (Reynès, 2011) ou de chercheurs (Darpeix, 2010), ont alerté sur la concurrence qui s'exerçait ainsi entre les différents statuts de salariés, à l'avantage des contrats de saisonniers, réduisant l'intérêt de créer des emplois permanents, avantage qui subsiste en dépit des évolutions successives du dispositif TO-DE et du « contrat vendange ».

Parallèlement, le recours à de la main-d'œuvre étrangère a longtemps été privilégié comme solution à des difficultés, plus ou moins avérées, de recrutement du secteur agricole. (Morice et Michalon, 2008 ; Roux, 2018 ; Laurent, 2015 ; **chapitre 4**). Selon Morice (2008) « se mettant plus que jamais en compétition, les producteurs agricoles pratiquent la surenchère dans la recherche de travailleurs efficaces mais flexibles, aussi peu coûteux et revendicatifs que possible ». Les politiques d'immigration ont ainsi toujours prévu un traitement spécifique des questions agricoles (« contrats OMI » et leurs avatars). Plus récemment, la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE a contribué à réduire les flux de main-d'œuvre légale d'origine extracommunautaire (principalement du Maghreb). En effet, les dispositions en matière de travail détaché permettent de réduire le coût du travail *via* les moindres taux de charge appliqués dans certains pays (**chapitre 4**).

### L'exploration d'un scénario « 0 charge » avec le modèle Magali

Le coût du travail est souvent avancé pour expliquer l'évolution du nombre d'emplois. Divers travaux empiriques ont ainsi été menés, au cours des années récentes, pour évaluer l'impact sur l'emploi des dispositifs généraux d'allègement de cotisations patronales sur les bas salaires, ou pour analyser les conséquences d'une fiscalisation de la protection sociale, *via* une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) notamment (Cahuc et Carcillo, 2014 ; Weil et Charlet, 2018). Ces évaluations portent, le plus souvent, sur l'ensemble du secteur marchand hors agriculture.

S'agissant de l'agriculture, peu d'évaluations ont été conduites sur l'impact du coût du travail sur l'emploi. Afin d'apporter des éléments de réflexion sur ce sujet, le modèle Magali 2 (Ramanantsoa *et al.*, 2019, encadré 10.2) a été mobilisé. Il permet de simuler l'impact de modifications de politiques publiques sur l'activité agricole française dans son ensemble. Dans ce modèle, le coût du travail salarié est une charge qui réduit le revenu de la branche agriculture, et qui intervient dans la répartition du temps de travail nécessaire, au sein de la « ferme France », entre travail salarié et

#### ENCADRÉ 10.2 PRÉSENTATION DU MODÈLE MAGALI 2

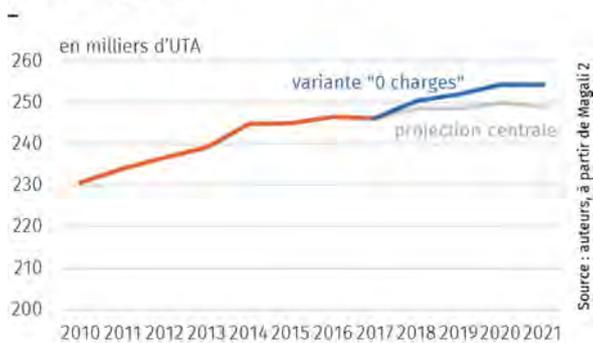
Magali 2 (« Modèle AGgricole Analysant les Liaisons Intrasectorielles ») est un modèle d'offre macro-économétrique et dynamique, conjointement développé par le ministère en charge de l'Agriculture et la Direction générale du Trésor. De façon schématique, il représente la prise de décision annuelle de production agricole de la « ferme France », en fonction des tendances à l'œuvre et de l'évolution de l'environnement économique et politique des exploitations. Des substitutions entre productions s'opèrent, selon les variations de leur rentabilité relative, mesurées par les rapports des marges à l'hectare, de façon à maximiser la marge globale de la « ferme », sous contrainte de disponibilité de facteurs fixes tels que la terre agricole. Les aides, les prix des produits, le progrès technique, ainsi que la structure des coûts de production influent sur ces marges à l'hectare. Une « projection centrale » est bâtie à l'horizon de 5-7 ans et sert de référence pour l'analyse des effets des variations des politiques, des prix et de l'environnement économique sur l'agriculture française.

Les principales informations fournies à Magali 2 sont les prix de certains produits agricoles (secteur végétal, lait), les politiques agricoles (subventions, taxations diverses, contraintes sur la production, etc.) et les variables d'environnement global (prix des engrais, phytosanitaires, énergie, taux de change, indicateurs climatiques, etc.). Le modèle fournit, en sortie, la répartition de l'offre de produits agricoles, la valeur ajoutée et le revenu de la branche, suivant la nomenclature de la Commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN). Pour ce faire, il introduit des relations économiques entre les principaux indicateurs agricoles : prix des produits, productivité, surfaces, rendements (liés au climat), cheptels, volumes de production, prix des intrants, coûts de production, consommations intermédiaires, valeur ajoutée et revenu de la branche. Les mécanismes économiques sous-jacents sont décrits par des équations économétriques et empiriquement estimés à partir de séries temporelles sur longue période (30 à 45 ans). Pour une description détaillée du modèle, voir Ramanantsoa *et al.* (2019).

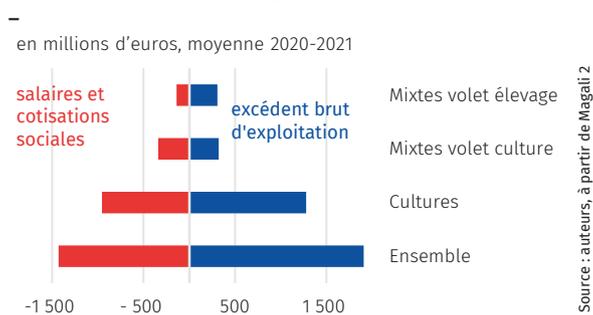
non salarié. Afin de saisir les mécanismes à l'œuvre, un scénario « extrême » (et non un scénario souhaitable) a été envisagé ici : une suppression totale des charges sociales sur les salaires, avec implicitement un report sur d'autres contribuables. Précisons que les résultats qui suivent doivent être pris avec précaution en raison de la manière dont l'emploi est incorporé dans le modèle. En particulier, les coefficients techniques restent fixes dans le temps, les substitutions entre facteurs de production (terre / travail / matériel) n'étant pas modélisées.

Au-delà d'une augmentation attendue des emplois salariés et des revenus de la branche, les conséquences à plus

**FIGURE 10.7**  
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur le nombre d'emplois salariés à moyen terme (modèle Magali 2)



**FIGURE 10.8**  
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur les résultats économiques des exploitations, selon leur type (modèle Magali 2)



Note : en rouge les économies réalisées en matière de coût du travail salarié, en bleu le gain en excédent brut d'exploitation, par activité

long terme sur l'agriculture française sont également intéressantes. En effet, la modification des revenus relatifs de chaque production, suite à la baisse des charges salariales, conduit à déplacer les équilibres entre les différentes productions, à court et à moyen termes : *a priori*, les productions les plus intensives en main-d'œuvre devraient bénéficier de la baisse du coût du travail et d'une augmentation des volumes de production (augmentation des surfaces allouées et/ou des cheptels).

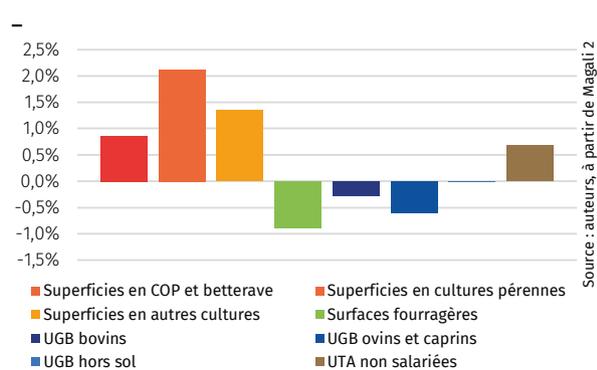
Selon la simulation obtenue avec le modèle Magali 2, la suppression des cotisations salariales conduirait à une réduction du coût du travail salarié de 20 % par rapport au scénario de base (encadré 10.2). Pour autant, l'impact sur le volume d'emplois salariés resterait faible à moyen terme : + 2,1 % à l'horizon 2021 (figure 10.7). À titre de comparaison, sur le marché du travail en général, une baisse de 1 % du coût du travail se traduit par une hausse du nombre d'emplois comprise entre 0,07 % et 0,45 % selon les études (Cahuc et Carcillo, 2014). Cependant, la baisse du coût du travail agricole permettrait d'améliorer sensiblement le résultat économique des exploitations (figure 10.8). Les

hausse de l'excédent brut d'exploitation (EBE) seraient plus importantes dans le secteur des cultures que dans celui de l'élevage, traduisant le différentiel d'intensité de la main-d'œuvre salariée selon les secteurs.

En l'absence de prise en compte des ajustements technologiques (substitution capital / travail notamment) par le modèle Magali 2, la baisse du coût du travail salarié peut être un outil relativement efficace de soutien du revenu des exploitations les plus dépendantes de la main-d'œuvre salariée. La hausse de l'EBE à moyen terme serait en effet supérieure à la réduction du coût du travail. L'amélioration du résultat économique des exploitations végétales se traduirait également par un accroissement des surfaces consacrées à tous les types de cultures (au détriment de la surface en herbe), et par une réduction des cheptels bovins, ovins et caprins (figure 10.9). Les élevages hors-sol ne seraient pas affectés. Parallèlement, l'amélioration du revenu total agricole permettrait de ralentir la tendance à la baisse du nombre total d'exploitations et d'emplois non salariés : ces derniers seraient ainsi supérieurs de 0,7 % au scénario de base.

Si rien ne changeait par ailleurs dans l'environnement économique des exploitations (négociations commerciales, coût des intrants, etc.), une baisse importante du coût du travail, analogue à la disposition « 0 charges » mise en place à titre temporaire en 2009 (et réservée aux TPE), aurait un impact important sur l'ensemble du secteur agricole, avec des conséquences accrues à moyen terme au fur et à mesure des adaptations structurelles, par le biais des réorientations de production. Les secteurs les plus bénéficiaires seraient les plus intensifs en main-d'œuvre salariée, mais le bénéfice excéderait le montant des baisses de coût du travail. Alors même que les hausses d'emplois salariés resteraient modestes en fin de période de projection (environ 4 700 UTA salariées en plus), au regard du montant des exonérations de charges consenties, l'impact global sur l'emploi en agriculture intégrerait l'évolution de l'emploi non salarié (environ 2 500 UTA non salariées en plus), également en hausse par rapport au scénario tendanciel.

**FIGURE 10.9**  
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur l'emploi non salarié et sur certains cheptels ou surfaces cultivées (modèle Magali 2)



Dans ce modèle, le rapport entre le coût du travail et les autres coûts sur l'exploitation est essentiel. Il est ainsi possible que la réduction d'autres coûts ait un effet équivalent, en termes d'emplois, à la réduction du coût de l'emploi.

Cette problématique du coût est importante, car elle fonde largement la recherche de l'efficacité économique au niveau des exploitations.

### 3. ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS DE L'EXPLOITATION FAMILIALE

Si, à partir des années 1950, l'exploitation familiale traditionnelle française dite « à 2 UTA » a constitué un idéal agricole pour les pouvoirs publics et les organisations professionnelles, le développement d'une agriculture de firme, la crise de la transmission, le resserrement de la cellule familiale pourvoyeuse de main-d'œuvre flexible et non rémunérée en interrogent le devenir (Mundler et Rémy, 2012 ; voir chapitre 1). Le modèle même de modernisation de l'agriculture, fondant sa mutation sur la recherche de gains de productivité *via* la concentration des moyens de production, est questionné par la persistance de revenus faibles au regard du capital (financier et humain) investi.

Initialement considérée comme un corps social à part entière, jaloux de son autonomie (Muller, 1984), l'agriculture fait de plus en plus face à un dilemme : conserver ses spécificités au risque de rester isolée et d'en payer le prix (dif-

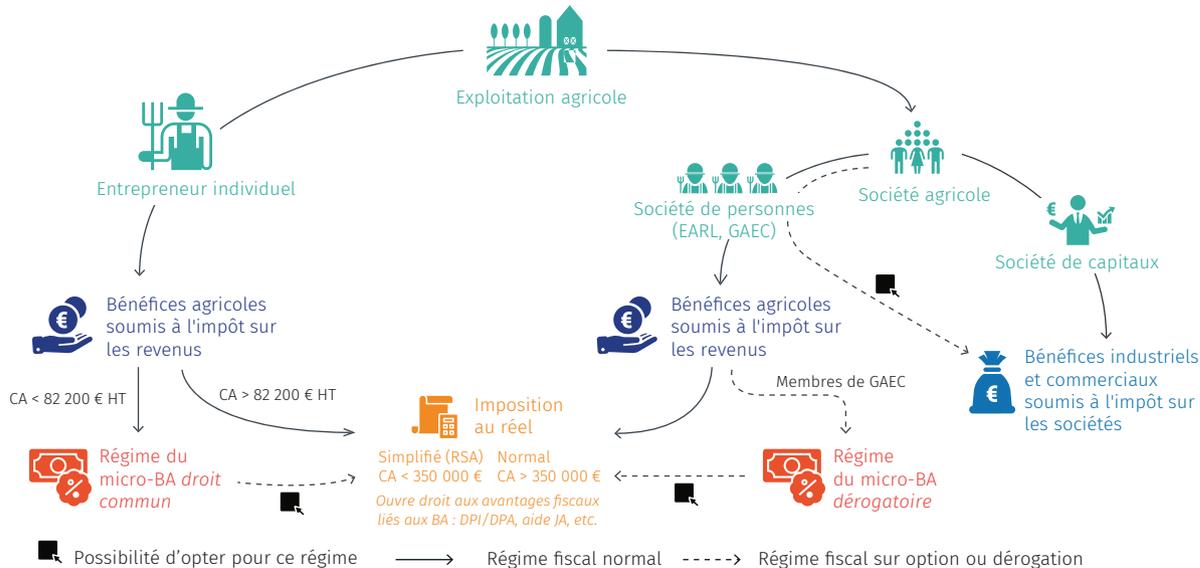
ficile alors de revendiquer les mêmes droits et revenus sans contribuer équitablement) ou être « assimilée » au reste de l'économie (modes de vie, revenus, droits sociaux, etc.). Alors que la demande de « parité » avec les autres secteurs revient régulièrement sur le devant de la scène (revenus, conditions de vie, retraite, etc.), la « désagricolisation »<sup>4</sup> à l'œuvre favorise la convergence, à terme, des dispositifs fiscaux et sociaux agricoles avec le droit commun.

### De l'exploitation familiale à l'entreprise agricole : le rôle de la fiscalité

Le secteur agricole dispose d'un régime d'imposition spécifique (figure 10.10) : système du bénéfice agricole, imposition sur les revenus des particuliers plus fréquente que l'imposition sur les revenus des sociétés, régime spécifique pour les exploitations les plus petites (au sens économique), règles d'amortissement *ad hoc*, report pluriannuel des pertes ou excédents, déductions des revenus pour aléas ou investissements, valorisation des stocks, etc. Si la prise en compte des spécificités de l'activité agricole (forte intensité capitalistique du fait du foncier, variabilité interannuelle importante de la production et des revenus) a débouché, à l'étranger également, sur des dispositions propres (OCDE, 2005 ; EFAC, 2012 ; CER France, 2012), seule la France a mis en place un régime fiscal dédié à l'agriculture (Cahuzac et Marre, 2000). De fait, la promotion du modèle d'exploitation familiale

4. La « désagricolisation » est un néologisme traduisant la tendance structurelle longue allant dans le sens d'une perte d'influence du secteur agricole en raison de son recul en termes démographique, social, culturel et économique, et conduisant à la dilution progressive de ses spécificités.

FIGURE 10.10  
Modalités d'imposition des exploitations agricoles selon leur statut



Note: BA = bénéfice agricole, CA = chiffre d'affaire, HT = hors taxe, RSA = régime simplifié agricole, DPI = déduction pour investissement, DPA = déduction pour aléas, EARL = exploitation agricole à responsabilité limitée, JA = jeune agriculteur, GAEC = groupement agricole d'exploitation en commun

à deux UTA a conduit à confondre revenu des ménages et activité entrepreneuriale, et à adapter continuellement le système de l'imposition des revenus des particuliers aux modalités de fonctionnement d'une entreprise agricole.

En dépit du développement des formes sociétaires et des adaptations récentes qui ont conduit à supprimer l'imposition forfaitaire (réservée sur option aux plus petites exploitations), les exploitants restent majoritairement imposés sous le régime de l'impôt sur les revenus (seuls 5 % des exploitations étaient imposés au titre de l'impôt sur les sociétés en 2016). Les formes sociétaires spécifiquement agricoles bénéficient en effet de l'imposition sur les revenus des particuliers, étant traitées comme de simples variations du modèle de l'exploitation familiale. Compte tenu des déductions et des lissages qui s'appliquent au calcul du bénéfice agricole, on assiste à une hybridation entre une imposition au titre des revenus du travail (IRPP) et du capital (impôt sur les sociétés, IS) (Cahuzac et Marre, 2000). Il en va de même pour les différents crédits d'impôts agricoles, qui visent à orienter certaines dépenses des exploitants : dépenses de remplacement pour congés annuels ou formation, orientation vers l'agriculture biologique.

Basée sur le ménage agricole, la fiscalité agricole s'est donc adaptée pour prendre en compte les évolutions sociales, économiques ou organisationnelles (diversification, pluriactivité, collectif de travail non familial, etc.).

### La politique sociale pour soutenir la mutation du métier d'agriculteur

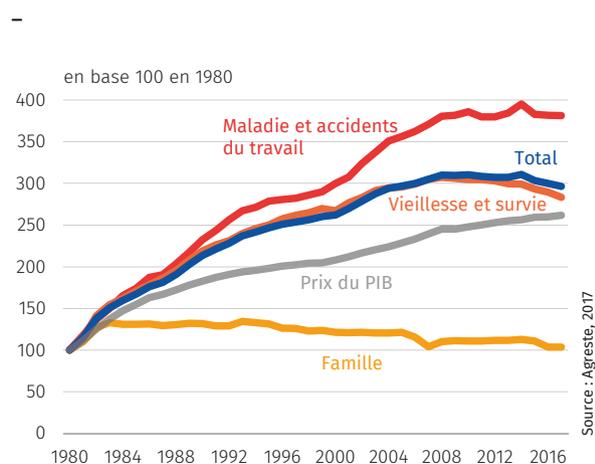
Alors que la protection sociale des salariés a été vécue comme un progrès, les agriculteurs ont été longtemps réticents à participer à un système collectif, préférant s'appuyer sur les solidarités familiales et locales, plutôt que d'être assujettis à un mécanisme de prélèvements avec gestion par un organisme public (Rancé, 2002). Dès son origine, l'autonomie du régime social agricole est constamment réaffirmée et les modalités de protection sociale retenues traduisent le refus d'acquiescer des charges sociales trop élevées, même au prix de prestations plus faibles que les autres secteurs. La protection sociale des non-salariés agricoles (maladie, accidents du travail, vieillesse, famille, etc.) s'est toutefois consolidée au fil du temps, dans un mouvement général d'harmonisation qui touche l'ensemble des travailleurs indépendants.

Simultanément, l'agriculture a connu des baisses démographiques exceptionnelles au regard des évolutions dans les autres secteurs : les départs massifs à la retraite ont largement précédé la sortie des *baby-boomers*, conduisant dès les années 1960 à une difficulté de financement de la protection sociale agricole et à la mise en place de transferts depuis le budget de l'État ou le régime général. En revanche, de façon atypique, le nombre de retraités agricoles diminue régulièrement, les nouveaux entrants ne compensant pas les décès. Ainsi, en 2016, on comptait un cotisant actif pour 2,7 retraités de droit direct âgés de 65 ans et plus au régime retraite des non-salariés agricoles contre 1,32 dans le régime général (MSA, 2018b).

L'assiette sur laquelle reposent les cotisations sociales des exploitants diffère de l'assiette fiscale. D'une part, les cotisations sociales des exploitants sont déduites des bénéfices agricoles avant le calcul de l'impôt. D'autre part, certaines mesures spécifiques sont écartées de l'assiette sociale, notamment la possibilité d'étaler et de lisser les revenus exceptionnels agricoles ou de reporter les déficits. En contrepartie, les assurés peuvent opter pour la moyenne triennale glissante de l'assiette, afin de tenir compte de l'irrégularité de leurs revenus, à l'instar de ce qui se pratique dans d'autres secteurs soumis à des variations de revenus (ex. artistes). Pour les exploitations en difficulté, des étalements de paiement sont également proposés.

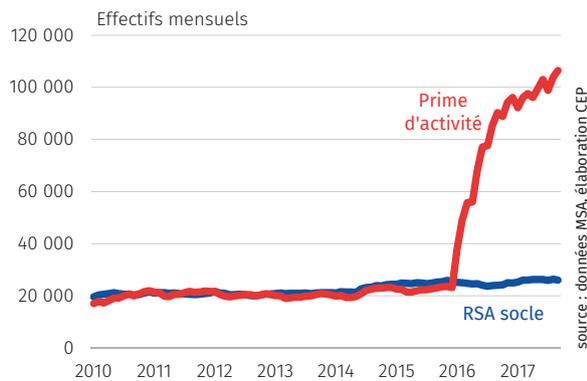
Progressivement, l'élargissement des risques couverts (figure 10.11) et le besoin accru de financement ont conduit à mettre en place des niveaux minimum de contributions et à relever les taux de cotisations. À 40 % du revenu, le niveau des prélèvements sociaux (avant impôt) est désormais comparable à celui des autres indépendants et proche des prélèvements sur les salaires (charges patronales et salariales). L'allègement temporaire de charges est par ailleurs devenu un moyen pour les pouvoirs publics de soutenir un secteur en difficulté, fonctionnant comme une aide en trésorerie. Cela a été notamment le cas avec la possibilité offerte à titre exceptionnel aux agriculteurs d'opter, en 2016 et 2017, pour la base de calcul la plus favorable pour leurs cotisations (moyenne triennale ou base annuelle). Cet assouplissement (le droit d'option engage habituellement pour cinq ans) s'est traduit par une baisse des cotisations de 47 millions en 2016 (plus de 1 400 € de réduction par agriculteur), et de 28 millions d'euros en 2017 (environ 1 000 € par agriculteur). Comme le note la MSA (2018c), « abandonner le dispositif d'option annuelle pour une assiette triennale s'avère être un outil d'optimisation pour les agriculteurs, pour atténuer la hausse de leurs

FIGURE 10.11  
Évolution des prestations sociales agricoles (exploitants et salariés d'exploitation) depuis les années 1980



Note : indice de prix du PIB = inflation

**FIGURE 10.12**  
Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA  
et de la prime d'activité (RSA activité jusqu'en 2015)



Note : bénéficiaires relevant du régime agricole, salariés ou non salariés

revenus professionnels et de facto réduire le montant des cotisations à payer ».

Malgré le recul de 10 points du taux de pauvreté entre 1996 et 2015, près de 25 % des personnes vivant dans un ménage agricole sont sous le seuil de pauvreté monétaire (Blasco et Labarthe, 2018). Le niveau de vie des ménages allocataires du régime agricole<sup>5</sup>, que ce soit au titre de salarié ou de non salarié, reste durablement inférieur à celui des ménages allocataires du régime général<sup>6</sup>. Ainsi, en 2014, 60 % des ménages au régime des salariés agricoles et 70 % de ceux au régime des non-salariés agricoles avaient un revenu inférieur au revenu médian des ménages allocataires français (Biyik Biyik, 2016a). Si dès sa création en 2009, le revenu de solidarité active (RSA) est applicable aux non-salariés agricoles (contrairement au revenu minimum d'insertion limité aux seuls exploitants imposés au forfait), moins de 10 000 d'entre eux en avaient fait la demande un an après (Raymond et Villers, 2010). De fait, certains exploitants pourtant informés en refusent le principe, en raison de son incompatibilité symbolique avec l'idée d'autonomie largement partagée par cette catégorie socioprofessionnelle (Deville, 2015). Néanmoins, la transformation du RSA d'activité en prime d'activité (janvier 2016), et la prise en compte des revenus les plus récents pour le calcul des droits (mai 2017), dans un contexte de crises successives, ont conduit à une forte augmentation des demandes (figure 10.12). En décembre 2017, plus de 37 000 foyers de non-salariés agricoles et près de 70 000 foyers

de salariés agricoles percevaient l'une des prestations de solidarité (RSA, prime d'activité, prime de Noël).

Au-delà des prestations sociales de droit commun versées par la MSA aux salariés et non-salariés agricoles, c'est le cadre juridique de l'activité agricole qui s'harmonise progressivement, avec l'application, de façon croissante, aux non-salariés agricoles, des dispositions propres à l'ensemble des indépendants, et, aux salariés agricoles, des dispositions de droit commun du salariat. En effet, le manque d'attractivité du métier d'agriculteur et les conditions de vie associées ont poussé à adopter des dispositions visant à pallier les difficultés rencontrées dans l'exercice du métier. C'est dans ce contexte qu'ont été mis en place, à partir de 1971, des services de remplacement. Conçus à l'origine pour des absences ponctuelles, d'autres situations ont progressivement été couvertes : congés annuels, maladie, maternité, formation et plus récemment lutte contre l'épuisement professionnel. À l'exception du versement d'une indemnité journalière en cas de maladie et du crédit d'impôt pour formation, il s'agit de financer le coût du remplacement de l'exploitant par un salarié, et non de fournir un revenu de remplacement pour l'arrêt d'activité (contrairement à ce qui est prévu par le régime social des indépendants, RSI). Selon Cinçon et Terrieux (2014), les services de remplacement « sont conçus [...] comme devant assurer la préservation d'une forme sociale d'exploitation promue par le syndicalisme majoritaire : l'exploitation de taille moyenne, ajustée à la capacité de travail d'un collectif familial réduit à la famille conjugale ».

### La prise en compte progressive des femmes en agriculture

Alors que le travail agricole était très féminisé jusqu'à la Première Guerre mondiale, les femmes se sont progressivement effacées : renvoi vers la sphère domestique pour les protéger de la pénibilité des travaux agricoles (Perrot, 1994), assignation à des tâches « féminines », recentrage sur la maternité (l'allocation de salaire unique incitera ainsi de nombreuses salariées à se retirer du marché du travail agricole ; Escudier, 2017), etc. À partir des années 1960, la mécanisation, la pénibilité des travaux incombant aux femmes, les conditions de vie dans les exploitations et l'absence de statut ouvrant l'accès aux droits sociaux ont alimenté un exode rural féminin, plus rapide que celui des hommes, accentuant, à l'époque, le phénomène de célibat des exploitants. Elles ne sont que 8 % à diriger des exploitations en 1970, et pour beaucoup suite au décès de leur mari.

La question du statut de l'épouse active sur l'exploitation devient alors centrale dans les revendications des femmes au sein des organisations agricoles, et un lent mouvement de reconnaissance s'amorce. Les exploitations individuelles restent toutefois marquées par « le paradigme du « métier de couple » » (Rieu, 2004). Le statut de « conjoint collaborateur », adopté en 1999, est ainsi ancré dans la conception matrimoniale de l'exploitation (Comer, 2011) (figure 10.13). Alors que la coexploitation, théoriquement paritaire entre les conjoints, consacre des rapports de subordination liés

5. Les ménages allocataires sont ceux qui bénéficient des prestations familiales, aides au logement, minima sociaux (RSA, prime d'activité, minimum vieillesse) ou du minimum vieillesse du régime agricole.

6. La comparaison des revenus et des niveaux de vie entre les ménages agricoles et les autres types de ménages est toutefois fragile, en raison notamment de la différence de dépenses restant à couvrir.

**FIGURE 10.13**  
**La lente reconnaissance du travail des femmes**  
**en agriculture en 9 dates**



Source: CEP

au déséquilibre de la propriété des moyens de production (majoritairement masculine) et à l'inégale répartition du travail sur l'exploitation (du fait de l'absence de reconnaissance de certaines activités féminines), les formes sociétaires ont ouvert une voie alternative *a priori* plus équilibrée (Grimonprez, 2014).

Le maintien d'une palette de statuts (chef d'exploitation, collaborateur ou salarié), auxquels s'ajoutent ceux d'aide familial, de cotisant solidaire et le « non statut » d'ayant-droit (figure 10.14), traduisent la difficulté de la transition en cours, du modèle matrimonial de l'exploitation familiale à l'entreprise agricole qui individualise le travail de chacun. Répondant en premier lieu à des préoccupations sociales, intégrant avec retard les avancées en matière de droit de la famille, puis de droit des femmes, les mesures successives adoptées depuis 1980 n'ont apporté qu'une réponse partielle à la demande de reconnaissance professionnelle des conjointes (Plan et Bontron, 2014).

La persistance de femmes sans statut social lié à leur activité (Samak, 2017), évaluées par la MSA à 5 000 (Billon *et al.*, 2017), comme les difficultés de faire reconnaître la contribution économique des conjointes lors des séparations (Bessière et Gollac, 2014), démontrent à quel point les représentations genrées du métier d'agriculteur restent dominantes, au détriment des plus fragiles (Rieu, 2004 ; Comer, 2011). La hiérarchie persistante du travail entre hommes et femmes sur l'exploitation ralentit leur reconnaissance par la société (Nicourt, 2014). Le congé maternité des non-salariées agricoles en est un exemple frappant : plutôt qu'indemniser la perte de revenu, il s'agit de pallier l'arrêt de travail de la conjointe par le recours aux services de remplacement, dont les salariés sont majoritairement masculins et formés sur des activités « masculines ». Le « remplaçant » devient main-d'œuvre d'appoint du conjoint et ne permet qu'à la marge le désengagement de la femme de son activité (Cinçon et Terrieux, 2014).

La création de statuts spécifiques a toutefois servi de révélateur, même imparfait (sous-déclaration du volume d'activité), d'un travail souvent accompli dans l'ombre du chef d'exploitation (Lagrave, 1983 ; Barthez, 1984), contribuant à ralentir la baisse continue de la féminisation constatée depuis les années 1950 (voir chapitre 1). L'accès au métier se transforme : alors que jusqu'au milieu des années 2000, nombreuses étaient les femmes reprenant l'exploitation de leur mari dans le cadre de la retraite anticipée (près de 40 % des installations en 2005), elles s'installent désormais à 83 % hors transfert entre époux (Lairot, 2018a). Si la majorité rejoint le projet du conjoint, elles s'installent de plus en plus souvent avec leur projet professionnel au sein de collectifs de travail leur permettant d'individualiser leur contribution (Nicourt, 2014 ; Dahache 2014). En 2016, près de 60 % des femmes (hors transferts entre époux) se sont installées en société, principalement en GAEC (MSA, 2018b). On assiste également à une féminisation croissante de l'activité agricole. Le développement des activités de diversification (circuits courts, agrotourisme, transformation, accueil social, etc.) (Granié et Terrieux, 2014), l'extension des nouveaux modes de production (agriculture biologique, agro-écologie) ou l'apparition

de nouvelles productions, en marge des modèles dominants (Dahache, 2014), les modalités d'organisation (recours au salariat, articulation entre activité professionnelle et vie familiale) sont autant de transformations initiées par les femmes dans les exploitations.

FIGURE 10.14

### Quel statut pour les conjointes sur l'exploitation ?

–

L'accès aux prestations, à la formation et à la rémunération selon le statut



Note : en foncé, accès intégral ; en clair accès partiel ou conditionnel ; en gris, pas d'accès

matiques que le reste de l'économie et de la société : accès à la mobilité professionnelle (« chômage agricole »), coûts de production et compétitivité (fiscalité carbone, charges sociales), abandon progressif du modèle patrimonial (fiscalité « sociétaire »), conditions de travail et de vie (protection sociale, niveau de vie), mutation du travail et de son organisation (métier ou statut).

Ce chapitre, loin de répondre en détail à toutes les questions abordées, ouvre la voie à de futures recherches ou évaluations de politiques publiques. Plusieurs interrogations pourraient, au regard de l'actualité, orienter les réflexions à venir : comment les revenus de transfert contribuent-ils au maintien de certaines exploitations agricoles ? Quelles conséquences les politiques fiscales et sociales ont-elles en matière de compétitivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire français ? Quelle est la cohérence interne de l'ensemble de ces dispositifs fiscaux et sociaux ? Quelle est la cohérence externe de ces outils avec les autres soutiens publics à l'agriculture, et en particulier avec les aides de la PAC ?

## CONCLUSION

Combinant des dispositifs hétérogènes et complexes, les politiques fiscales et sociales impactant l'agriculture restent jusqu'à présent peu évaluées, que cela soit dans leur globalité ou de façon isolée. Pourtant, les budgets en jeu sont très importants : ils représentent actuellement les deux tiers des montants versés au titre de la PAC.

Trouvant leur origine dans les grandes lois agricole des années 1960, ces politiques ont accompagné la transformation du métier de paysan vers celui d'agriculteur, dans une recherche de gains de productivité du travail. Les dispositifs sociaux et fiscaux agricoles restent encore très marqués par la promotion assumée du modèle de l'exploitation familiale « conjugale », imbriquant sphère domestique et travail, et dégageant un revenu suffisant pour le ménage. Pourtant, le modèle agricole français, vivement interrogé du point de vue de la production et des structures, l'est également sur le plan social. Le secteur agricole, longtemps considéré comme à part, justifiant des dispositions fiscales et sociales spécifiques, paraît de plus en plus confronté aux mêmes problé-



# **ANNEXES**

**Liste des sigles**  
**Liste des figures et tableaux**  
**Liste des encadrés**  
**Crédits photographiques**  
**Bibliographie**

## LISTE DES SIGLES

AB	Agriculture biologique	BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles	CNJA	Centre national des jeunes agriculteurs
ADEL	Appariement de données sur les exploitations laitières	BTP	Bâtiment et travaux publics	CNLTI	Commission nationale de lutte contre le travail illégal
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	CA	Chiffre d'affaires	COE	Conseil d'orientation pour l'emploi
AGRIDEA	Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural	CAE	Conseil d'analyse économique	COP	Céréales et oléo-protéagineux
AKIS	Agricultural knowledge and innovation systems	CAP	Certificat d'aptitude professionnelle	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole
Ampra	Association nationale pour les mutations professionnelles en agriculture	CASDAR	Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural	CVM	Chaîne de valeur mondiale
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	CCAN	Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	DADS	Déclaration annuelle de données sociales
ANDA	Association nationale pour le développement agricole	CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, ministère du Travail
ANFA	Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture	CDD	Contrat à durée déterminée	DGER	Direction générale de l'enseignement et de la recherche, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Anmer	Association nationale de migration et d'établissements ruraux	CDI	Contrat à durée indéterminée	DGT	Direction générale du travail, ministère du Travail
ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	CDII	Contrat à durée indéterminée intermittent	DJA	Dotation jeune agriculteur
AOC	Appellation d'origine contrôlée	CEE	Communauté économique européenne	DPA	Déduction pour aléas
AOP	Appellation d'origine protégée	CEET	Centre d'études de l'emploi et du travail, (CNAM)	DPI	Déduction pour investissement
Apecita	Association pour l'emploi des cadres, des ingénieurs et des techniciens de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'environnement	CEP	Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
ASIRPA	Analyse des impacts de la recherche publique agronomique	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales	DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ministère des Solidarités et de la Santé
ASP	Agence des services et de paiement	CESE	Conseil économique, social et environnemental	DSN	Déclaration sociale nominative
AT	Accident du travail	CETA	Centre d'études techniques agricoles	EARL	Exploitation agricole à responsabilité limitée
AT-MP	Accidents du travail - Maladies professionnelles	CGAAER	Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture, et des espaces ruraux	EBE	Excédent brut d'exploitation
BA	Bénéfice agricole	CGT	Confédération générale du travail	Enquête FQP	Enquête Formation et qualification professionnelle
Bac	Baccalauréat	CGT-FNAF	Fédération nationale agroalimentaire et forestière de la CGT	Enquête SUMER	Enquête sur la Surveillance médicale des expositions aux risques professionnels
BEP	Brevet d'études professionnelles	ch	Cheval-vapeur	ESEA	Enquête sur la structure des exploitations agricoles
		CICE	Crédit d'impôt compétitivité emploi	ESOPT	« et si on parlait travail ? », cellule d'écoute MSA
		CNAM	Conservatoire national des arts et métiers	ETA	Entreprise de travaux agricoles
		CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	ETP	Équivalent temps plein
		CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles	FAFSEA	Fonds national d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles
		CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'Homme		
		CNIS	Conseil national de l'information statistique		

FAO	Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture	OIT	Organisation internationale du travail	SSP	Service de la statistique et de la prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FAP	Familles professionnelles	ONU	Organisation des Nations -unies	SUAD	Service d'utilité agricole et de développement
Fasasa	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles	OPA	Organisations professionnelles agricoles	TIC	Technologies de l'information et de la communication
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural	OTEX	Orientation technico-économique des exploitations	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	OTP	Observatoire des trajectoires professionnelles	TIES	Tableaux internationaux des entrées-sorties
FSE	Fonds social européen	PAC	Politique agricole commune	TODE	Travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun	PBS	Production brute standard	TPE	Très petites entreprises
GFA	Groupement foncier agricole	PCS	Professions et catégories socio-professionnelles	UE	Union européenne
GTAP	Global trade analysis project	PDRH	Programme de développement rural hexagonal	UGB	Unité de gros bétail
GVA	Groupement de vulgarisation agricole	PGF	Productivité globale des facteurs	UTA	Unité de travail annuel
HCR	Hôtels, cafés, restaurants	PHAE	Prime herbagère agro-environnementale	UTANS	Unité de travail annuel non salarié
HOS	Heckscher-Ohlin-Samuelson	PMBE	Plan de modernisation des bâtiments d'élevage	Wwoofing	World-wide opportunities on organic farms
HT	Hors taxes	PME	Petites et moyennes entreprises		
ICHN	Indemnité compensatoire de handicaps naturels	PNDAR	Programme national de développement agricole et rural		
INRA	Institut national de la recherche agronomique	PNLT	Plan national de lutte contre le travail illégal		
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques	POSEI	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité		
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale	R&D	Recherche et développement		
IRPP	Imposition sur le revenu des personnes physiques	RA	Recensement agricole		
IS	Impôt sur les sociétés	RICA	Réseau d'information comptable agricole		
JA	Jeune agriculteur	RSA	Régime simplifié agricole		
MAA	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	RSA	Revenu de solidarité active		
MAEt	Mesures agroenvironnementales territorialisées	RSI	Régime social des indépendants		
Magali 2	Modèle agricole analysant les liaisons intrasectorielles	SAFER	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural		
MP	Maladie professionnelle	SARL	Sociétés anonymes à responsabilité limitée		
MSA	Mutualité sociale agricole	SAU	Surface agricole utile		
NAF	Nomenclature d'activités française	SCEA	Société civile d'exploitation agricole		
NBER	National bureau of economic research	SCOP	Surface en céréales et oléo-protéagineux		
OAD	Outil d'aide à la décision	SFER	Société française d'économie rurale		
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SFP	Surface fourragère principale		
		SMIC	Salaire minimum de croissance		

## LISTE DES FIGURES

FIGURE 1.1

Main-d'œuvre et SAU moyenne des exploitations agricoles dans les 27 États membres de l'UE (niveaux en 2010 et variations 2003-2010)

FIGURE 1.2

Chemins mondiaux de productivités agricoles (1961-2007)

FIGURE 1.3

Évolution de la main-d'œuvre (en UTA) de 2000 à 2016 par types de travailleurs (en haut) et par types de productions (en bas)

FIGURE 1.4

Évolution du nombre d'exploitants, de coexploitants et de salariés agricoles permanents de 1866 à 2016

FIGURE 1.5

Nombre de chefs d'exploitation et membres de la famille (exploitants, coexploitants, aides familiaux), salariés permanents et temporaires sur l'exploitation (en UTA) selon les OTEX, de 2010 à 2016

FIGURE 1.6

Part (en %) des chefs d'exploitation et membres de la famille (exploitants, coexploitants, aides familiaux), salariés permanents et salariés temporaires sur l'exploitation (en UTA) selon les OTEX en 2000, 2010 et 2016

FIGURE 1.7

Élévation du niveau de formation le plus élevé (générale ou agricole) des exploitants de 1988 à 2016 (en milliers)

FIGURE 1.8

Part des exploitants ayant au moins le baccalauréat (pro ou général) en 2016, par secteur de production

FIGURE 1.9

Évolution de la pyramide des âges des exploitants et coexploitants agricoles entre 2002 et 2016, pour les hommes et les femmes

FIGURE 1.10

Répartition du nombre d'exploitations et de la SAU totale par tranches d'âge dans les 27 États membres de l'UE (niveaux en 2010 et variations 2003-2010)

FIGURE 1.11

Différence entre les exploitants entrants et sortants entre 2015 et 2016, par secteurs de productions

FIGURE 1.12

Évolution du taux de féminisation des actifs agricoles permanents

FIGURE 1.13

Évolution du nombre et de la proportion de femmes, selon leur type d'emploi, sur l'exploitation agricole de 2009 à 2016

FIGURE 1.14

Comparaison de l'âge de la première installation des hommes et des femmes pour l'année 2016 (nombre d'exploitants)

FIGURE 1.15

Comparaison des temps de travail des hommes et des femmes exploitants et coexploitants

FIGURE 1.16

Synthèse des cinq types (et de leurs catégories) de mobilisation de la main-d'œuvre dans les exploitations agricoles françaises, et évolution de 2000 à 2016

FIGURE 2.1

Évolution de la main-d'œuvre par unité de production dans les trois catégories d'exploitations considérées, de 2000 à 2015

FIGURE 2.2

Évolution de la part de la main-d'œuvre mobilisée dans les trois catégories d'exploitations considérées, de 2000 à 2015

FIGURE 2.3

Évolution du nombre d'exploitations par catégories considérées et par OTEX entre 2000 et 2015

FIGURE 2.4

Distribution de la surface agricole utile, du capital d'exploitation hors foncier et de l'endettement par unité de main-d'œuvre en 2015 pour les différentes catégories de taille considérées et par OTEX

FIGURE 2.5

Distribution de la production agricole totale, des subventions d'exploitation et de l'excédent brut d'exploitation (EBE) par unité de main-d'œuvre en 2015 pour les différentes catégories de taille considérées et par OTEX

FIGURE 2.6

Part des exploitations pratiquant la délégation intégrale des travaux cultureux en 2016 et par OTEX

FIGURE 2.7

Part des exploitations pratiquant la délégation intégrale des travaux cultureux et part de la SCOP concernée, par département en 2016

FIGURE 2.8

Schéma d'organisation de la sous-traitance incluant la délégation intégrale (ou « A à Z ») et relevant d'une ETA multi-services

FIGURE 2.9

Schéma d'organisation de la délégation intégrale (ou « A à Z ») impliquant un figure nouvelle, celle de l'« assistant maître d'ouvrage »

FIGURE 2.10

Activité des chefs d'exploitation de petite dimension selon l'OTEX, en 2010

FIGURE 2.11

Activité des chefs d'exploitation et de leur conjoint selon la dimension de l'exploitation, en 2010

FIGURE 2.12

Activité non agricole des conjoints non coexploitants selon l'OTEX, en 2010

FIGURE 2.13

Composition du revenu des ménages agricoles, dont un ou plusieurs membres travaille(nt) sur une exploitation de moyenne ou grande dimension, en 2010

FIGURE 2.14

Distribution du revenu global selon les activités des membres du ménage, en 2010

FIGURE 2.15

Fréquence d'une activité de diversification selon la dimension de l'exploitation en 2010

FIGURE 2.16

Nombre moyen d'UTA par exploitation en 2010

FIGURE 3.1

Évolution des livraisons de lait de vache de 2008/09 à 2013/14

FIGURE 3.2

Évolution du nombre d'exploitations laitières entre 2005 et 2017 par zones de production

FIGURE 3.3

Concentration des volumes de lait selon la taille des exploitations, de 1995 à 2014

FIGURE 3.4

Concentration du cheptel: évolution de la répartition des vaches laitières selon la taille des exploitations, de 2005 à 2018

FIGURE 3.5

Évolution de l'emploi dans la production laitière de 2010 à 2014

FIGURE 3.6

Accroissement de la main-d'œuvre et hausse de productivité volumique dans l'ensemble des exploitations laitières, entre 2010 et 2014

FIGURE 3.7

Part de l'emploi consacré à l'atelier lait au sein des exploitations laitières en 2014 (% des UTA)

FIGURE 3.8

Emplois relatifs au volume de lait dans les exploitations en 2014

FIGURE 3.9

Évolution de l'emploi dans les exploitations laitières, de 2010 à 2014

FIGURE 3.10

Évolution de l'emploi total dans les exploitations laitières selon les systèmes fourragers, de 2010 à 2014

FIGURE 3.11

Emplois liés à l'atelier laitier (livraison) selon le volume de lait et le type d'exploitation

FIGURE 3.12

Répartition des exploitations laitières par formes d'organisation du travail, de 2000 à 2016

FIGURE 3.13

Lien entre mode d'organisation et taille des exploitations en 2010 et 2013

FIGURE 3.14

Emploi total moyen et place du salariat dans les exploitations laitières selon leur taille, de 2010 à 2014

FIGURE 3.15

Répartition de la main-d'œuvre dans les exploitations laitières, comptabilisée en temps de travail et en nombre de personnes, selon leur statut, en 2014

FIGURE 3.16  
Localisation de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations laitières en 2014 (en pourcentage de la main-d'œuvre totale)

FIGURE 3.17  
Évolution de la place de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations laitières de 2010 à 2014

FIGURE 3.18  
Temps de travail moyen des salariés dans les exploitations laitières (en % d'un temps plein), selon la région, en 2014

FIGURE 3.19  
Âge et sexe des exploitants et coexploitants en production laitière en 2014, en nombre d'actifs et en pourcentage de chaque classe d'âge

FIGURE 3.20  
Répartition des installations entre 2010 et 2013 dans le secteur laitier

FIGURE 3.21  
Répartition des exploitants laitiers selon leur classe d'âge, par petites régions agricoles en 2014

FIGURE 3.22  
Évolution des exploitations entre 2010 et 2014 selon leur organisation, leur quota et leur main-d'œuvre

FIGURE 3.23  
Comparaison de l'âge et du sexe des exploitants et salariés (hors apprentis) dans les exploitations laitières en 2014

FIGURE 3.24  
Âge et sexe des salariés des exploitations laitières selon leur statut, en 2014

FIGURE 4.1  
Statut de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations agricoles en 2016

FIGURE 4.2  
Statuts de la main-d'œuvre agricole salariée par les exploitations, selon la nature du contrat, en nombre d'actifs entre 2002 et 2016 en France

FIGURE 4.3  
Évolution par jour du nombre de contrats de travail établis par les exploitations agricoles en 2016, selon leur statut

FIGURE 4.4  
Nombre de travailleurs salariés par les exploitations agricoles, par jour et selon leur statut

FIGURE 4.5  
Statut des personnes salariées par les exploitations agricoles en 2016, en nombre d'actifs par secteurs (NAF)

FIGURE 4.6  
Taux de précarité des salariés selon les secteurs (pourcentage des salariés n'ayant pas accès à un CDI) entre 2002 et 2016, par codes NAF

FIGURE 4.7  
Trajectoires des personnes salariées par les exploitations agricoles entre 2002 et 2016

FIGURE 4.8  
Distribution du temps de travail des salariés en exploitation, cumulé sur l'année, par types de contrats

FIGURE 4.9  
Distribution du temps de travail des saisonniers employés par les exploitations, cumulé sur l'année 2016 par sous-secteurs d'activité (NAF)

FIGURE 4.10  
Nombre de travailleurs détachés dans le secteur agricole en France, de 2004 à 2017

FIGURE 4.11  
Travailleurs détachés en France en 2017 par secteurs d'activité

FIGURE 4.12  
Origine des déclarations de détachement dans le secteur agricole en 2015

FIGURE 4.13  
Nombre de salariés en contrat dans une entreprise d'intérimaires agricoles

FIGURE 4.14  
Nombre de salariés en contrat dans une entreprise de travaux agricoles

FIGURE 4.15  
Salariés des groupements d'employeurs dont une majorité des employés travaillent dans l'agriculture

FIGURE 4.16  
Nombre de salariés par jour dans les groupements d'employeurs, selon leur statut

FIGURE 4.17  
« Rémunération brute totale » horaire versée par l'employeur selon le type de contrat en 2016

FIGURE 4.18  
« Rémunération brute totale » horaire des salariés des exploitations, selon le sexe et le type de contrat, en 2016

FIGURE 4.19  
« Rémunération brute totale » horaire des salariés des entreprises de services, en 2016

FIGURE 4.20  
Âge et sexe des exploitants et des salariés (hors stagiaires) en exploitation agricole, en 2016

FIGURE 4.21  
Taux de féminisation des travailleurs agricoles, exploitants et salariés, de 2002 à 2016 (en % du nombre de travailleurs)

FIGURE 4.22  
Pyramide des âges des salariés des exploitations agricoles selon leur statut (accès à un CDI) en 2016

FIGURE 4.23  
Évolution de la population des salariés agricoles non bénéficiaires de CDI : 2002 à 2016

FIGURE 4.24  
Salariés agricoles non bénéficiaires de CDI selon leur nationalité, de 2002 à 2016

FIGURE 5.1  
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs, des indépendants, des salariés (ouvriers) agricoles et des ouvriers des autres secteurs

FIGURE 5.2  
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs, selon les orientations de production

FIGURE 5.3  
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs et salariés (ouvriers) agricoles selon leur sexe

FIGURE 5.4  
Indice de fréquence des accidents du travail déclarés auprès de la MSA en 2016 par secteurs de production chez les non salariés et les salariés agricoles (AT/1000 affiliés)

FIGURE 5.5  
Répartition des maladies professionnelles reconnues par la MSA en 2016 chez les non salariés et les salariés agricoles

FIGURE 5.6  
Résumé de l'état de santé des actifs agricoles et comparaison avec les autres secteurs

FIGURE 5.7  
Couverture des actifs agricoles par sources sur les conditions de travail et de santé, en milliers d'actifs (à gauche) et en UTA/ETP (à droite)

FIGURE 6.1  
Évolution de la proportion d'installations hors cadre familial parmi les installations aidées

FIGURE 6.2  
Évolution du taux de remplacement des chefs d'exploitation (hors cotisants solidaires)

FIGURE 6.3  
Changement de métier et de domaine professionnel en 2015, selon le domaine professionnel de l'emploi en 2010

FIGURE 6.4  
Répartition des principaux domaines professionnels d'arrivée des sortants de l'agriculture entre 2010 et 2015, en %

FIGURE 6.5  
Répartition des sorties du régime de non salarié agricole en fonction de l'âge

FIGURE 6.6  
Départs précoces d'exploitants par département (avant 55 ans) en proportion des départs totaux

FIGURE 6.7  
Évolution du nombre (rose) et du taux de défaillance (vert) des exploitations agricoles, selon l'activité principale

FIGURE 6.8  
Devenir des exploitants de moins de 55 ans ayant changé de statut au cours de l'année précédente

FIGURE 6.9  
Exemples de trajectoires de trois sortants précoces, de la désignation à la reconversion

FIGURE 6.10  
Répartition en 2015 des domaines d'emploi des sortants précoces devenus salariés dans l'agriculture (vert) ou reconvertis hors agriculture (rose)

FIGURE 6.11  
Évolution des secteurs d'activité de reconversion des anciens exploitants devenus salariés dans des domaines hors de la production agricole relevant de la MSA

FIGURE 6.12  
Principales raisons invoquées pour réaliser le bilan de compétences, pour les 26 non-salariés (rose) ou les 8 salariés (vert)

FIGURE 6.13

Situation des 31 individus un an après leur bilan de compétences

FIGURE 7.1

Nombre d'UTA/UGB par catégories d'exploitations laitières

FIGURE 7.2

Nombre d'UTA/ha par catégories d'exploitations de grandes cultures

FIGURE 7.3

Nombre d'exploitations biologiques et conventionnelles en France en 2013, par orientations

FIGURE 7.4

Nombre d'UTA par exploitation agricole en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.5

Nombre moyen d'UTA et répartition entre la main-d'œuvre non salariée, salariée permanente et salariée temporaire en France en 2013, par OTEX, en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.6

Résumé des corrélations observées entre agriculture biologique et main-d'œuvre

FIGURE 7.7

Répartition entre la main-d'œuvre non salariée, salariée permanente et salariée temporaire en France en 2013, par OTEX, en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.8

Répartition des exploitations laitières par bassins et modes de production

FIGURE 7.9

Répartition des exploitations viticoles par bassins et modes de production

FIGURE 7.10

Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations laitières et de leur chef

FIGURE 7.11

Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations maraîchères et de leur chef

FIGURE 7.12

Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations viticoles et de leur chef

FIGURE 8.1

Évolution du matériel de traction et de labour

FIGURE 8.2

Évolution des équipements de traite

FIGURE 8.3

Investissements publics en R&D agricole et croissance de la productivité agricole

FIGURE 8.4

Les principes de l'agriculture de précision; exemple de la modulation de la fertilisation

FIGURE 8.5

Nombre d'exploitations équipées de robots de traite

FIGURE 8.6

Évolution du facteur travail et de la formation de capital en agriculture dans l'UE-15

FIGURE 8.7

Croissance annuelle moyenne de la productivité dans l'agriculture française, 1960-2012

FIGURE 8.8

Évolution des prix à la production et du nombre d'exploitations laitières en Nouvelle-Zélande et en France

FIGURE 9.1

Part des heures travaillées et du coût du travail des travailleurs non qualifiés entre 1995 et 2005 (%)

FIGURE 9.2

Évolution du ratio (coût horaire du travail des salariés qualifiés / coût horaire du travail des salariés non qualifiés), dans les secteurs agricole et agroalimentaire entre 1995 et 2005

FIGURE 9.3

Corrélation entre les différentiels de rémunération qualifiés/non qualifiés et les échanges pour trois pays européens sur la période 1995-2005

FIGURE 9.4

Facteurs influençant la part des emplois non qualifiés dans leurs heures et le coût total du travail (valeur des coefficients significatifs)

FIGURE 9.5

Facteurs influençant le coût horaire du travail des qualifiés relativement aux non qualifiés (valeur des coefficients significatifs)

FIGURE 9.6

Évolution de la participation amont et aval des principaux exportateurs entre 2004 et 2014 (25 premiers exportateurs, en valeur ajoutée domestique)

FIGURE 9.7

Participation des pays aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires en 2014 (25 premiers pays en termes de flux de commerce, imports et exports)

FIGURE 9.8

Part de l'emploi associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par pays de 2004 à 2014 (%)

FIGURE 9.9

Centralité de la France au sein des chaînes de valeur mondiales des produits issus de l'élevage (30 premiers pays exportateurs)

FIGURE 9.10

Participation de la France aux chaînes de valeur mondiales par produits agricoles en 2014

FIGURE 9.11

Évolution de la participation de la France aux chaînes de valeur mondiales par produits, 2004-2014

FIGURE 9.12

Part de l'emploi agricole français associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par produits (% de l'emploi agricole total)

FIGURE 9.13

Part de l'emploi agricole français associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par produits (% de l'emploi dans la filière)

FIGURE 9.14

Répartition sectorielle de l'emploi incorporé dans les exportations françaises de produits agricoles et alimentaires en 2014

FIGURE 9.15

Catégories de services incorporés dans les exportations françaises de produits agricoles et alimentaires en 2011

FIGURE 10.1

Répartition des allègements de charges et dépenses fiscales (orange), sociales (bleu) et financières (gris) en 2017

FIGURE 10.2

Investissements des exploitations

FIGURE 10.3

Chronologie des mesures fiscales et sociales contribuant au renouvellement des générations

FIGURE 10.4

Évolution de 1970 à 2016 de la répartition des chefs d'exploitation selon leur âge

FIGURE 10.5

Les charges et obligations liées à la prestation de service en agriculture

FIGURE 10.6

Coût horaire du travail salarié agricole dans l'UE en 2016, comparé à la situation en 2004 (points rouges)

FIGURE 10.7

Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur le nombre d'emplois salariés à moyen terme (modèle Magali 2)

FIGURE 10.8

Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur les résultats économiques des exploitations, selon leur type (modèle Magali 2)

FIGURE 10.9

Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur l'emploi non salarié et sur certains cheptels ou surfaces cultivées (modèle Magali 2)

FIGURE 10.10

Modalités d'imposition des exploitations agricoles selon leur statut

FIGURE 10.11

Évolution des prestations sociales agricoles (exploitants et salariés d'exploitation) depuis les années 1980

FIGURE 10.12

Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité (RSA activité jusqu'en 2015)

FIGURE 10.13

La lente reconnaissance du travail des femmes en agriculture en 9 dates

FIGURE 10.14

Quel statut pour les conjointes sur l'exploitation ?

FIGURE 11.1

Évolution des aides de la PAC en France de 2012 à 2017 (en millions d'euros courants)

FIGURE 11.2

Évolution des installations avec ou sans dotation aux jeunes agriculteurs de 1998 à 2016 (en nombre d'installations)

FIGURE 11.3

Déterminants de l'évolution de la main-d'œuvre agricole de 2007 à 2017: effets de mesures mises en œuvre en 2000-2006 et en 2007-2014

FIGURE 11.4

Évolution du montant moyen des aides par exploitation, de 2013 à 2016, par Otex

FIGURE 11.5

Évolution du montant moyen des aides du premier pilier par exploitation, de 2013 à 2016

FIGURE 11.6

Évolution du montant des aides découplées à l'hectare de 2014 à 2016 (métropole hors Corse)

FIGURE 11.7

Évolution entre 2010 et 2016 de l'écart à la moyenne (€) des aides du premier pilier par UTA selon le type de production

FIGURE 11.8

Redistribution entre 2010 et 2016 des aides du premier pilier par productions (moyenne par exploitation en €) selon la main-d'œuvre employée (moyenne par exploitation bénéficiaire en UTA)

FIGURE 11.9

Évolution des montants d'aides découplées, de 2013 à 2016 par tailles des exploitations

FIGURE 11.10

Synthèse des résultats clés des scénarios sur la PAC post-2020

FIGURE 11.11

Carte des impacts, sur l'évolution du nombre d'emplois agricoles et agroalimentaires (en %), du scénario de PAC post-2020 « libéralisée et productive » de M'barek *et al.* (2017)

FIGURE 11.12

Comparaison de la répartition des aides du premier pilier (moyenne 2017-2021, %) dans les scénarios de référence et de la « PAC à l'actif »

FIGURE 11.13

Évolution du nombre d'UTA non salariées (en milliers) dans les scénarios de référence et de la « PAC à l'actif »

FIGURE 12.1

Les sources de développement du capital humain en agriculture

FIGURE 12.2

Évolution de la proportion d'actifs ayant poursuivi une scolarité dans le secondaire, en agriculture et pour l'ensemble des actifs en France

FIGURE 12.3

Répartition des actifs en 2017 selon le niveau d'éducation, par pays de l'UE, en agriculture (jaune) et au total (violet)

FIGURE 12.4

Répartition (en %) de l'utilisation des compétences en situation professionnelle en agriculture (jaune) et en moyenne générale (violet)

FIGURE 12.5

Évolution de la proportion d'agriculteurs français de niveau baccalauréat ou plus (en %)

FIGURE 12.6

Répartition (en %) en 2013 des agriculteurs européens en fonction de leur niveau de formation agricole

FIGURE 12.7

Répartition des exploitants agricoles en fonction de leur niveau maximal de formation générale croisée avec leur formation agricole

FIGURE 12.8

Écosystème du développement agricole en France

FIGURE 12.9

Proportion d'exploitants et coexploitants ayant suivi une formation durant les 12 mois précédant l'enquête

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 2.1

Estimation de la part des exploitations spécialisées en grandes cultures ayant recours à la délégation intégrale (OTEX 15, PBS > 5 000 €) en 2010

TABLEAU 5.1

Estimation des types d'expositions des salariés agricoles permanents à des risques physiques, biologiques et chimiques

TABLEAU 6.1

Répartition en % des agriculteurs exploitants selon la profession de leur père

TABLEAU 6.2

Principales caractéristiques de l'échantillon

TABLEAU 7.1

Corrélation observée entre agriculture biologique et emploi dans la littérature économique

TABLEAU 7.2

Indicateurs de performance environnementale des exploitations mobilisés

TABLEAU 8.1

Les différentes modalités de circuits courts

## LISTE DES ENCADRÉS

ENCADRÉ 1.1

Comparaison des tendances françaises à la diminution de la main-d'œuvre avec les pays de l'UE

ENCADRÉ 1.2

L'agrandissement pour accroître la productivité du travail est une dynamique spécifique aux pays de l'OCDE

ENCADRÉ 1.3

La sous-traitance de l'activité agricole au-delà de la France: exemple des contractors

ENCADRÉ 1.4

Comparaison de la structure en âges de la population agricole: comparaison de la France avec les autres pays de l'UE

ENCADRÉ 1.5

Les changements de l'organisation du travail vus par les zootechniciens des systèmes

ENCADRÉ 2.1

Méthode d'identification et de quantification de la délégation intégrale des travaux cultureux (voir Nguyen *et al.*, 2019)

ENCADRÉ 3.1

De la régulation à la dérégulation du secteur laitier

ENCADRÉ 3.2

Les spécificités des exploitations françaises dans un univers européen de plus en plus concurrentiel

ENCADRÉ 4.1

Un cas de fraude au détachement

ENCADRÉ 4.2

L'exemple des cocos de Paimpol

ENCADRÉ 5.1

Pénibilité du travail en élevage porcin et avicole (Depouvent *et al.*, 2015)

ENCADRÉ 5.2

Quatre configurations sociales suicidogènes (Deffontaines, 2017)

ENCADRÉ 5.3

Le travail forcé dans le secteur agricole dans le monde et en Europe

ENCADRÉ 6.1

« Les mutants » des années 1960

ENCADRÉ 7.1

Méthode de calcul de la performance environnementale des exploitations

ENCADRÉ 8.1

Les investissements publics en R&D et la productivité agricole

ENCADRÉ 8.2

Le commerce en ligne de produits agricoles et agro-alimentaires (Julia Gassie, CEP)

ENCADRÉ 8.3

L'agro-écologie au service de la compétitivité et du maintien de l'emploi du secteur laitier en Nouvelle-Zélande (Hugonnet et Devienne, 2017)

ENCADRÉ 9.1

La centralité de la France au sein des chaînes de valeur mondiales

ENCADRÉ 9.2

L'intégration croissante de la France aux chaînes de valeur mondiales dans la filière des oléagineux, sous l'impulsion des agrocarburants

ENCADRÉ 10.1

Le coût du travail agricole salarié en Europe

ENCADRÉ 10.2

Présentation du modèle Magali 2

ENCADRÉ 11.1

L'architecture de la PAC 2014-2020

ENCADRÉ 11.2

Aux États-Unis, les paiements à l'hectare ont encouragé la concentration des exploitations

ENCADRÉ 11.3

Les SAFER

ENCADRÉ 11.4

Du contrôle des cumuls à celui des structures

ENCADRÉ 12.1

Le développement agricole dans l'Union européenne: *Agricultural Knowledge and Innovation Systems* (AKIS)

## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES



p. 12  
Main et champs de céréales.  
©Paz Arando/Unsplash



p. 14  
Champs avec  
des ballots de paille.  
©agriculture.gouv.fr



p. 14  
Diversification  
en Maine-et-Loire  
©Xavier Remongin/  
agriculture.gouv.fr



p. 14  
Éleveur surveillant ses brebis  
en élevage mixte bovins-ovins.  
©Cheick Saidou/  
agriculture.gouv.fr



p. 30  
Parcelle de blé tendre  
aux Mesnils Saint-Denis (78).  
©Jean Weber / INRA



p. 30  
Moisson de blé  
vue du ciel.  
©Cloudvisual/Unsplash



p. 30  
Gîte à la ferme dans les Cévennes.  
©Xavier Remongin/  
agriculture.gouv.fr



p. 48  
Vaches normandes  
en pâture.  
©Pascal Xicluna/  
agriculture.gouv.fr



p. 48  
Traite à la station expérimentale  
de Méjusseume.  
©Christophe Maitre/INRA



p. 48  
Visite d'un conseiller  
agro-environnement dans une  
exploitation laitière afin d'établir  
son bilan énergétique.  
©Pascal Xicluna/  
agriculture.gouv.fr



p. 64  
Grappe de raisins.  
©Maja Petric/Unsplash



p. 66  
Récolte dans un verger de  
clémentinier à San Giuliano.  
©Gérard Paillard/INRA



p. 66  
Vendanges au centre Inra  
de Colmar.  
©Christophe Maitre/INRA



p. 66  
Étalage de haricots à écosser  
demi-sec «coco de Paimpol».  
©Jean-Marie Bossennec/INRA



p. 84  
Cultures maraîchères  
biologiques en agroforesterie;  
récolte de fraises.  
©Pascal Xicluna/agriculture.  
gouv.fr



p. 84  
Salarié agricole en tenue  
pour le dosage de produits  
phytosanitaires (2013).  
©Pascal Xicluna/agriculture.  
gouv.fr



p. 84  
Élevage de vaches gasconnes.  
©Xavier Remongin/agriculture.  
gouv.fr



p. 100  
Poignée de main au-dessus  
d'un champ.  
©Warren Wong/Unsplash



p. 100  
Route communale  
et paysage vallonné du Morvan.  
©Pascal Xicluna/agriculture.  
gouv.fr



p. 100  
Agriculteur dans ses champs.  
©Richie Bec/Unsplash



p. 114  
Salades.  
©Phuc Long/Unsplash



p. 116  
Coccinelles  
sur un épis d'avoine.  
©Xavier Remongin/  
agriculture.gouv.fr



p. 116  
Salariée en contrat d'avenir dans un domaine viticole en Bourgogne.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 116  
Gaec de la Pie : troupeau de vaches laitières en agriculture biologique (trophées de l'agro-écologie 2015).  
© agriculture.gouv.fr



p. 132  
Équipement RTK (système GPS) pour une précision optimale dans le dosage et la répartition d'engrais  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 132  
Cultures maraîchères biologiques en agroforesterie. Haricot vert, fenouil, salade, carotte.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 132  
Robot de traite en action : pose d'un trayon.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 148  
Transport maritime, port de Barcelone.  
©Arnaud Ridet/INRA



p. 148  
Galleries de l'ancien fort militaire des Rousses abritant les caves d'affinage de Comté Juraflöre.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 148  
Beaujolais nouveau dans un café parisien.  
©Xavier Remongin/ agriculture.gouv.fr



p. 164  
Main dans les herbes.  
©Gaetano Cessati/ Unsplash



p. 166  
Élève du lycée agricole de Radinghem.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 166  
Vendanges à Vosne-Romanée.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 166  
Manifestation d'agriculteurs - Poitiers 21 février 2018  
(cc)Giancarlo Foto4U/ Creative Commons



p. 182  
Paysage des environs de Castagnac (Sud-Ouest).  
©Jean Weber/INRA



p. 182  
Parcelle agricole observé aux alentours de Chalon-sur-Saône, Saône-et-Loire, Bourgogne.  
©C. Slagmulder/INRA



p. 182  
Troupeau de bovins (Salers) en pâture. Parc naturel régional du Livradois-Forez.  
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 198  
École de viticulture et d'œnologie La Tour Blanche; étudiants en bac pro commerce d'œnologie.  
©Xavier Remongin/ agriculture.gouv.fr



p. 198  
Présentation de l'expérimentation système PIC (Protection intégrée des cultures) de Dijon à des agriculteurs.  
©INRA Dijon



p. 198  
Cours théorique en classe, centre équestre du Mont-Saint-Michel de Harcouët.  
©Cheick Saidou/ agriculture.gouv.fr

## BIBLIOGRAPHIE

- ADE, 2017, *Evaluation of Measures for Agriculture Carried out for the Outermost Regions (POSEI) and the Smaller Aegean Islands*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.
- Ademe, 2012, *Les circuits courts alimentaires de proximité*, Les avis de l'Ademe, Paris.
- AFOCG, 2007, *14 solutions pour soulager le travail sur les fermes. Des agriculteurs témoignent...*, ouvrage collectif, Bourg-en-Bresse.
- Agreste Bourgogne Franche-Comté, 2018, *Vingt ans de transformation du paysage laitier régional*, Coll. Agreste Bourgogne Franche Comté, n° 45, DRAAF, Dijon.
- Agrosynergie GEIE, 2016, *Evaluation of the Article 68 Measures*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.
- Agrosynergie GEIE, 2013, *Evaluation of the Structural Effects of Direct Support*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.
- Agrosynergie GEIE, 2011, *Evaluation of Income Effects of Direct Support*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.
- Aigrain P., Agostini F., Lerbourg J., 2016, *Les exploitations agricoles comme combinaison d'ateliers*, Coll. Agreste Les Dossiers, n° 32, MAA, Paris.
- Ait-Saidi A., Caja G., Salama A., Carné S., 2014, « Implementing Electronic Identification for Performance Recording in Sheep; I. Manual versus Semiautomatic and Automatic Recording Systems in Dairy and Meat Farms », *American Journal of Dairy Science Association*, vol. 97, n° 12, p. 7505-7514.
- Albertini A., 2018, *Les invisibles. Une enquête en Corse*, Éditions J.-C. Lattès, Paris.
- Alesina A., Spolaore E., Wacziarg R., 2005, « Trade, Growth and the Size of Countries », in Aghion P., Durlauf S. (coord.), *Handbook of Economic Growth*, édition 1, volume 1, Elsevier.
- Alexiadis S., Ladias C., Hasanagas N., 2013, « A Regional Perspective of the Common Agricultural Policy », *Land Use Policy*, vol. 30, n° 1, p. 665-669.
- Allain C., Chanvallon A., Courties R., Billon D., Bareille N., 2016, « Technical, Economic and Sociological Impacts of an Automated Estrus Detection System for Dairy Cows », *Actes de la Conférence sur l'élevage laitier de précision*, p. 451-456, Leewarden (Pays-Bas).
- Allaire G., Barbut L., Forget V., 2018, *Principaux résultats de l'évaluation ex post du programme de développement rural hexagonal 2007-2013*, Coll. Analyse n° 118, CEP, MAA, Paris.
- Allaire G., Boyer R., 1995, *La grande transformation de l'agriculture; lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Quae, Versailles.
- Ambroise Bouteille & Associés, 2016, *Les freins à la formation des salariés dans les TPE agricoles*, rapport d'étude, FAFSEA.
- Amossé T., Ben Alima M.-A., 2010, *Mobilité et stabilité sur le marché du travail. Une dualisation en trompe-l'œil*, Coll. Le 4 pages du CEE, n° 75, Noisy-Le-Grand.
- Anderson R. J., Feder G., 2004, « Agricultural Extension: Good Intentions and Hard Realities », *The World Bank research observer*, vol. 19, n° 1, p. 41-60.
- André F. (rapporteur), 2015, *La fiscalité agricole, rapport d'information*, Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, Assemblée nationale, Paris.
- ANefa, 2009, *Emplois et compétences des circuits courts*, rapport d'étude, Béziers.
- Anglade J., Godfroy M., Coquil X., 2018, « A Device for Sharing Knowledge and Experiences on Experimental Farm Station to Sustain the Agroecological Transition », *Farming Systems: Facing Uncertainties and Enhancing Opportunities*, 13<sup>e</sup> European IFSA Symposium, Chania, Grèce, 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2018, p. 1-18.
- ANSES, 2016, *Exposition professionnelle aux pesticides en agriculture*, rapport d'expertise collective, Maisons-Alfort.
- Anzalone G., Purseigle F., 2014, « Délégation d'activités et sous-traitance: au service de la transmission de l'exploitation ou d'un patrimoine? », in Gasselini P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille: travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 327-338.
- Anzalone G., Purseigle F., Nguyen G., Hervieu B., 2019, « Chapitre 7. Des entreprises aux allures de firme. Mutations des entreprises agricoles et nouveaux modes d'accès au foncier », in B. Chouquer et MC. Maurel (coord.), *Normes et pratiques foncières et agricoles-Volume 1. Les mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe*, Presses universitaires de Franche-Comté et Presses universitaires de Canton, p. 165-190.
- ARACT Grand Est, 2017, *La robotisation participe-t-elle à la qualité de vie au travail des éleveurs? Études de cas dans les exploitations de production laitière lorraines et champardennaises*, rapport de la recherche-action, Pont-à-Mousson.
- Artis A., 2013, « Le groupement d'employeurs: une réponse à la recherche de flexibilité et de sécurité dans la gestion de l'emploi », *Revue interventions économiques*, n° 47; <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1854> (consulté en mars 2019)
- ASP, 2016, *Départs précoces en agriculture. Analyse d'une situation peu connue*, Coll. Les Études de l'ASP, Limoges.
- Assemblée nationale, 2017, *Étude d'impact. Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance*, Paris.
- Aubertot J.-N., Guichard L., Jouy L., Mischler P., Omon B., Petit M.-S., Pleyber E., Reau R., Seiler A., 2011, *Guide pratique pour la conception de systèmes de culture plus économes en produits phytosanitaires. Application aux systèmes de polyculture*, RMT Systèmes de Culture Innovants, Paris.
- Aubron C., Cochet H., Brunschwig G., Moulin C.-H., 2009, « Labor and its Productivity in Andean Dairy Farming Systems: A Comparative Approach », *Human Ecology*, vol. 37, n° 4, p. 407-419.
- Aubry C., Chiffolleau Y., 2009. « Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine: histoire, évolution en cours et questions actuelles », in Huyghe C. (dir.), *Innovations Agronomiques*, vol. 5, p. 53-67.
- Autor D., 2010, *The Polarization of Job Opportunities in the U.S. Labor Market: Implications for Employment and Earnings*, *The Brookings Institution Hamilton Project*, Washington DC.
- Autor D., Dorn D., Hanson G., 2016, « The China Shock: Learning from Labor Market Adjustments to Large Changes in Trade », *NBER Working Papers*, n° 21906, NBER, Massachusetts.
- Autor D., Dorn D., Hanson G., 2013, « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review*, vol. 103, n° 6, p. 2121-2168.
- Autor D., Dorn D., Hanson G., Song J., 2014, « Trade Adjustment: Worker Level Evidence », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 4, p. 1799-1860.
- Backer K. de, Miroudot S., 2013, *Mapping Global Value Chains*, Coll. Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n° 159, Éditions OCDE, Paris.
- Baldwin R., 2012, « Trade and Industrialisation after Globalisation's Second Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain are Different and Why it Matters », in R. Feenstra and A. Taylor (eds.), *Globalization in an Age of Crisis: Multilateral Economic Cooperation in the Twenty-First Century*, University of Chicago Press, Chicago.
- Baldwin R., 2008, *The Development and Testing of Heckscher-Ohlin Trade Models*, MIT Press, Cambridge.

- Baldwin R., Robert-Nicoud F., 2010, « Trade-in-Goods and Trade-in-Tasks: An Integrating Framework », *NBER Working Paper Series*, n° 15882, NBER, Massachusetts.
- Banque mondiale, 2018, *Thinking CAP: Supporting Agricultural Jobs and Incomes in the EU*, Coll. EU Regular economic report, vol. 4, Washington.
- Barbin G., Champion F., Chotteau P., Chaumet J.-M., Lelyon B., Monniot C., Mottet A., Perrot C., Richard M., You G., 2012, *Les Allemagnes laitières : voies divergentes et avenir contrastés*, Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 426, Institut de l'élevage, Paris.
- Barral S., Loveluck W., Pinaud S., 2017, « Le pas-de-porte en agriculture, marqueur de la dérégulation foncière et de la financiarisation des exploitations », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 17, n° 1, Montréal: <https://journals.openedition.org/vertigo/18344>. (consulté en mars 2019)
- Barry C., 2018, *Enquête sur la structure des exploitations agricoles. En 2016, des exploitations moins nombreuses mais plus grandes*, Coll. Agreste Primeur, n° 350, MAA, Paris.
- Barthez A., 1984, « Femmes dans l'agriculture et travail familial », *Sociologie du travail*, vol. 26, n° 3, Paris, p. 255-267.
- Bathélémy D., 2000, *Le contrôle des structures et la répartition des droits à produire, une spécificité française*, communication au colloque franco-allemand SFER-GEWISOLA, Strasbourg, 12-13 octobre 2000.
- Baudelot C., Establet R., 2006, *Suicide, l'envers de notre monde*, Éditions du Seuil, Paris.
- Bazillier R., 2008, *Normes du travail, migrations internes et emploi: une analyse théorique*, Coll. Document de travail n° 34, Centre d'Économie de la Sorbonne, Paris.
- Beaujeu R., Emlinger C., Greenville J., Jouanneau M.-A., 2018, « Contribution des filières internationalisées et du commerce à l'emploi dans les secteurs agricole et agro-alimentaire », *Notes et études socio-économiques*, n° 44, MAA, Paris.
- Bellit S., 2015, « Quel est l'impact des contrats temporaires en agriculture? », *Formation emploi*, n° 1, p. 23-45.
- Bellit S., Détang-Dessendre C., 2014, « Les salariés agricoles. Entre ancrage sectoriel et précarité », *Économie rurale*, n° 342, p. 87-106.
- Bellit S., Détang-Dessendre C., 2013, *Les trajectoires professionnelles des salariés agricoles*, INRA UMR CESAER Working Papers, n° 2013/3, Dijon.
- Belton B., Fang P., Reardon T., 2018, *Mechanization Outsourcing Services in Myanmar's Dry Zone, Food Security Policy Research Papers*, n° 110, USAID - Michigan State University.
- Benjamin C., 1996, « L'affectation du travail dans les exploitations agricoles: une application du modèle du ménage producteur et consommateur », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, n° 38, INRA, Paris, p. 37-60.
- Bermond M., 2004, « Appropriation de l'espace et reproduction sociale en agriculture: quelques éléments de réflexion », *ESO Travaux et documents*, n° 21, p. 53-56.
- Bernadat C., Ernoult-Tomasso C., Le Clerc B., Nachbaur G., Rapilly D., Schwab D., 2017, *Petit guide pour naviguer dans l'univers des quotas laitiers*, Comité pour l'histoire des offices agricoles, FranceAgriMer.
- Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures*, Quae, Versailles.
- Bernardi V., Lefebvre F., 2002, *Les départs précoces en agriculture, mythe ou réalité?*, Coll. Les Cahiers du CNASEA, n° 2, Limoges.
- Berriet-Sollicec M., Boinon J.-P., 2000, « Analyse des instruments d'orientation de l'agriculture départementale », *Économie rurale*, vol. 260, n° 1, p. 148-153.
- Bertin C., Cébron D., Masero J., Massis D., 2016, *Démarches de qualité/diversification et emploi*, Coll. Agreste Les Dossiers, n° 34, MAA, Paris.
- Bertoni D., Cavicchioli D., 2016, « Process Description, Qualitative Analysis and Causal Relationships in Farm Succession », *Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources*, vol. 11, n° 43, p. 1-11.
- Bertrand N., Rousier N., 2004, *L'agriculture péri-urbaine, une proximité ville agriculture à construire*, quatrièmes journées de la proximité, IDEP-LEST-GREQAM, Groupe de Recherche Dynamique de Proximité, Marseille.
- Bessière C., 2003, « Une profession familiale: les trois dimensions de la vocation agricole », in Weber F, Gojard S., Gramain A., *Charges de famille, dépendance et parenté dans la France contemporaine, la Découverte*, Paris.
- Bessière C., Gollac S., 2014, « Des exploitations agricoles au travers de l'épreuve du divorce. Rapports sociaux de classe et de sexe dans l'agriculture », *Sociétés contemporaines*, n° 96, p. 77-108.
- Besson A., Dédinger P., 2015, *Réalité des écarts de compétitivité dans les secteurs agricole et agroalimentaire liés au coût du travail avec certains pays européens et analyse des dispositifs de protection sociale des salariés et des non-salariés*, rapport IGAS-CGAAER n° 14143, MAA, Paris.
- Biche B., Desbois A., Le Monnier J., Monteillet Y., 2000, *Les groupements d'employeurs. Une innovation économique et sociale*, L'Harmattan, Paris.
- Bignebat C., Delame N., 2019, « Diversification et pluriactivité, deux exemples de mutations des activités agricoles », *Notes et études socio-économiques*, MAA, à paraître.
- Billon A., Bouchoux C., Gonthier-Maurin B., Laborde F., Mandelli D., Monier M.-P., 2017, *Les femmes et l'agriculture: pour l'égalité dans les territoires*, rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Sénat, Paris.
- Billon P., Pomiès D., 2006, « Le point sur la robotisation de la traite 15 ans après l'apparition des premiers systèmes dans les fermes », *Actes des 13<sup>e</sup> Rencontres Recherches Ruminants (3R)*, p. 143-150, Paris.
- Biyik Biyik J.-R., 2016a, *Le niveau de vie des ménages bénéficiaires des prestations de la branche Famille ou du minimum vieillesse au régime agricole en 2014*, Coll. Synthèses, MSA, Paris.
- Biyik Biyik J.-R., 2016b, *Situation du RSA au régime agricole à fin 2015*, Coll. Études, MSA, Paris.
- Blasco J., Labarthe J., 2018, « Inégalités de niveau de vie et pauvreté en 2015 et sur longue période », in Blasco J., Cazenave-Lacrouts M.-C., Labarthe J. (coord.), *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Coll. INSEE Références, INSEE, Paris, p. 9-26.
- Bleunven J.-L., Piron M. (rapporteurs), 2017, *L'avenir de la Politique agricole commune après 2020*, rapport d'information, n° 4471, Commission des affaires européennes, Assemblée nationale, Paris.
- Blomquist J., Nordin M., 2017, « Do the CAP Subsidies Increase Employment in Sweden? Estimating the Effects of Government Transfers using an Exogenous Change in the CAP », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 63, p. 13-24.
- Boinon J.-P., 2011, « Les politiques foncières agricoles en France depuis 1945 », *Économie et statistique*, n° 444-445, INSEE, p. 19-37.
- Bonneuil C., Demeulenaere E., 2007, « Vers une génétique de pair à pair? L'émergence de la sélection participative », in Charvolin F., Le Marec J. (coord.), *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport entre profane et scientifique dans les sciences naturelles*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- Bonneuil C., Thomas F., 2009, *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Quae, Versailles.
- Bordet C., 2013, *Analyse-diagnostic du système agraire du Vexin français*, mémoire de Diplôme d'agronomie approfondie, AgroParisTech, Paris.
- Bossard C., Santin G., Guseva Canu I., 2013, *Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants*. Premiers résultats, Institut national de veille sanitaire, Paris.
- Boulet M., Stéphane N., 2003, *L'enseignement agricole en Europe: genèse et évolution*, Éditions L'Harmattan, Paris.
- Bour-Desprez B., Brinbaum D., Chomienne J.-P., Seillan J.-M., 2016, *Transmission en agriculture, 4 scénarios prospectifs à 2025*, CGAAER, rapport n° 14035, MAA, Paris.

- Bourdieu P., 1990, « Une vie perdue [Entretien avec deux agriculteurs béarnais] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, n° 1, p. 29-36.
- Bourdin D., Gerz A., Révillon S., Siegenthaler M., 2015, « Sub-urban Food Production Systems in a Swiss Agglomeration: the Example of the Milk Supply Chain in Bern (Switzerland) », *RETHINK Case Study Report*, Swiss Association for the Development of Agriculture and Rural Areas (AGRIDEA), Lausanne/Lindau (Suisse).
- Bourquetot F., 1991, « Les syndicats de salariés de la production agricole: la conquête de l'égalité sociale », *Économie rurale*, vol. 201, n° 1, p. 12-15.
- Boussard J.-M., 1987, *Économie de l'agriculture*, Economica.
- Bouyssièrre S., Chaumet J.-M., Chotteau P., Millet G., Richard M., Perrot C., You G., 2016, *Lait en Europe du Nord : forces, faiblesses et potentiel en 2020*, Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 462, Institut de l'élevage, Paris.
- Branche-Seigeot A., 2015, *Compétences individuelles et compétences utilisées en situation de travail. Quels constats ? Quelle valorisation salariale ?*, Document d'étude de la DARES, n° 193, ministère du Travail, Paris.
- Brangeon J.-L., Jégouzo G., Quinqu M., 1996, « Politique de préretraite et bas revenus agricoles », *Économie rurale*, n° 232, Paris, p. 13-19.
- Breustedt G., Glauben T., 2007, « Driving Forces behind Exiting from Farming in Western Europe », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 58, n° 1, p. 115-127.
- Brives H., 2008, « L'évolution du conseil agricole et du rôle des chambres d'agriculture », *Pour*, n° 196-197, p. 208-219, Paris.
- Broughton A., Green M., Rickard C., Swift S., Eichhorst W., Tobsch V., Magda I., Lewandowski P., Keister R., Jonaviciene D., Ramos N.E., Valsamis D., Tros F., 2016, *Precarious Employment in Europe: Patterns, Trends and Policy*, rapport d'étude, Parlement européen.
- Brunier S., 2015, « Le travail des conseillers agricoles entre prescription technique et mobilisation politique (1950-1990) », *Sociologie du travail*, vol. 57, n° 1, p. 104-125.
- Brunier S., 2013, « Le rôle des Chambres d'agriculture dans l'institutionnalisation du conseil », *Pour*, vol. 219, n° 3, p. 53-65.
- Burch D., Lawrence G., 2009, « Towards a Third Food Regime: Behind the Transformation », *Agriculture and Human Values*, vol. 26, n° 4, p. 267-279.
- Bureau J.-C., Fontagné L., Jean S., 2015, *L'agriculture française à l'heure des choix*, Coll. Notes du CAE, vol. 8, n° 27, Conseil d'analyse économique, Paris.
- Burstein A., Vogel J., 2016, « International Trade, Technology, and the Skill Premium », *Journal of Political Economy*, vol. 125, n° 5, p. 1356-1412.
- Burton R., Fischer H., 2015, « The Succession Crisis in European Agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 55, n° 2, p. 155-166.
- Butault J.-P., Gohin A., Guyomard H., Barkaoui A., 2005, « Une analyse économique de la réforme de la PAC de juin 2003 », *Revue française d'économie*, vol. 20, n° 1, p. 57-107.
- Butault J.-P., Lemarié S., Musolesi A., Huard F., Simioni M., Schmitt B., 2015, *L'impact de la recherche agronomique sur la productivité agricole française: une approche par le taux de rentabilité interne (TRI) des dépenses publiques affectées à la recherche agronomique en France*, rapport d'étude à destination du Collège de direction de l'INRA, INRA sciences sociales.
- Butler D., Holloway L., Baer C., 2012, « The Impact of Technological Change in Dairy Farming: Robotic Milking Systems and the Changing Role of the Stockperson », *Journal of the Royal Agricultural Society of England*, vol. 173, p. 1-6.
- Cahuc P., Carcillo S., 2014, *Alléger le coût du travail pour augmenter l'emploi: les clés de la réussite*, Institut Montaigne, Paris.
- Cahuzac E., Détang-Dessendré C., 2011, « Le salariat agricole. Une part croissante dans l'emploi des exploitations mais une précarité des statuts », *Économie rurale*, n° 323, p. 82-92.
- Cahuzac J., Marre B., 2000, *Les adaptations à apporter à la fiscalité et au mode de calcul des cotisations sociales agricoles*, rapport au Premier ministre, Paris.
- Cambois E., Laborde C., Robine J.-M., 2007, « La double peine des ouvriers: plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population et sociétés*, vol. 441, n° 4, p. 1-4.
- Campéon A., Batt-Moillo A., 2008, « Évolution de l'environnement de travail et usure mentale en milieu agricole », *Santé Publique*, vol. 20, hors-série, p. 109-119.
- Cardona A., 2012, *L'agriculture à l'épreuve de l'écologisation: éléments pour une sociologie des transitions*, thèse de sociologie, EHESS, Paris.
- Cardona A., Lamine C., 2014, « Liens forts et liens faibles en agriculture. L'influence des modes d'insertion socioprofessionnelle sur les changements de pratiques », in Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures*, Quae, Versailles.
- Cardona A., Lefèvre A., Simon S., 2018, « Les stations expérimentales comme lieux de production des savoirs agronomiques semi-confinés. Enquête dans deux stations INRA engagées dans l'agro-écologie », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 12, n° 2, p. 139-170.
- Caron A., Torre A., 2002, « Les conflits d'usage dans les espaces ruraux. Une analyse économique », *Sciences de la société*, n° 57, p. 95-113.
- Carter-Leal L., Oude-Lansink A., Saatkamp H., 2018, « Factors Influencing the Stay-Exit Intention of Small Livestock Farmers: Empirical Evidence from Southern Chile », *Spanish Journal of Agricultural Research*, vol. 16, n° 1, p. 102.
- Castel R., 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Le Seuil, Paris.
- Castel R., 2008, « La propriété sociale: émergence, transformations et remise en cause », *Esprit*, n° 8, p. 171-190.
- Cavicchioli D., Berton D., Pretolani R., 2018, « Farm Succession at a Crossroads: The Interaction among Farm Characteristics, Labour Market Conditions, and Gender and Birth Order Effects », *Journal of Rural Studies*, n° 61, p. 73-83.
- CCE, 1971, *La reconversion des travailleurs qui quittent l'agriculture*, rapport de synthèse de la Commission des communautés européennes, Bruxelles.
- CCM Benchmark Institut, 2017, *Infographie: Food & Digital 2017*, <http://www.ccmbenchmark.com/institut/blog/infographie-food-digital-2017/>. (consulté en mars 2019)
- CCMSA, 2018, *Bilan de la lutte contre la fraude: 33 millions d'euros détectés*, Communiqué de presse, Bobigny.
- CER France, 2012, *Influence des régimes de fiscalité de l'entreprise agricole sur les structures de production: une analyse comparée dans quatre pays européens: Allemagne, Danemark, France et Pays-Bas*, rapport d'étude pour le MAA, Paris.
- Cerf M., Lenoir D., 1987, *Le développement agricole en France*, Presses universitaires de France, Paris.
- CESE, 2010, *La santé des femmes en France*, rapport du Conseil économique, social et environnemental, Paris.
- CGAAER, 2017, *Évaluation de la pénibilité au travail de métiers de l'agriculture*, MAA, Paris.
- Chambru C., 2011, *Évaluation des effets propres de la conversion à l'agriculture biologique sur l'emploi*, mémoire de master 1, École polytechnique, Paris.
- Champagne P., 2002, *L'héritage refusé: la crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Seuil, Paris.
- Chantre E., Cardonna A., 2014, « Trajectories of French Field Crop Farmers. Moving toward Sustainable Farming Practices: Change, Learning, and Links with the Advisory Services », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 38, n° 5, p. 573-602.
- Charmes E., 2011, *La ville émietlée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Presses universitaires de France, Paris.

- Charroin T., Veyssat P., Devienne S., Fromont J.-L., Palazon R., Ferrand M., 2012, « Productivité du travail et économie en élevages d'herbivores : définition des concepts, analyse et enjeux », *INRA Productions Animales*, vol. 25, n°2, p. 193-210.
- Chatellier V., 2018, *Le paiement redistributif : un outil de la PAC favorable aux petites exploitations agricoles françaises ?*, communication au colloque de la SFER « Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes », Montpellier, 20-21 juin 2018.
- Chatellier V., Pflimlin A., Perrot C., 2008, « La production laitière dans les régions de l'arc Atlantique européen », *INRA Productions animales*, vol. 21, n°5, p. 427-440.
- Chauvat S., Servière G., Gallot S., 2015, *Évolutions du travail et du métier d'éleveur dans quatre pays d'Europe du Nord*, RMT Travail en élevage, Institut de l'élevage, IFIP, ITAVI, INRA, APCA.
- Chevalier B., 2007, *Les agriculteurs recourent de plus en plus à des prestataires de services*, Coll. INSEE Première, n°1160, INSEE, Paris.
- Chiffolleau Y., 2004, « Réseaux d'apprentissage et innovation dans une organisation productive. L'exemple d'un projet qualité en coopératives viticole », *Recherches sociologiques*, n°3, p. 91-101.
- Chiffolleau Y., Prevost B., 2012, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Norois. Environnement, aménagement, société*, n°224, p. 7-20.
- Chiswell H. M., 2018, « From Generation to Generation: Changing Dimensions of Intergenerational Farm Transfer », *Sociologia Ruralis*, vol. 58, p. 104-125.
- Chiswell H. M., Lobley M., 2015, « A Recruitment Crisis in Agriculture? », *Sociologia Ruralis*, vol. 55, p.150-154.
- Choo K., 2011, « Plowing Over: Can Urban Farming Save Detroit and Other Declining Cities? Will the Law Allow It », *ABAJ*, vol. 97, p. 43.
- Ciaian P., Kancs D. A., Espinosa M., 2018, « The Impact of the 2013 CAP Reform on the Decoupled Payments' Capitalisation into Land Values », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 69, n°2, p. 306-337.
- Cinçon X., Terrieux A., 2014, « Remplacer les agricultrices : une histoire du congé maternité en agriculture », *Travail, genre et sociétés* n° 31, Paris, p. 123-140.
- Cisilino F., Madau F.A., 2007, *Organic and Conventional Farming: a Comparison Analysis through the Italian FADN*, présentation au 103<sup>e</sup> séminaire EAAE « Adding Value to the Agro-Food Supply Chain in the Future Euro-Mediterranean Space », Barcelone, 23-25 avril 2007.
- Clapp J., 2014, « Financialization, Distance and Global Food Politics », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n°5.
- Clasadonte L., De Vries E., Trienekens J., Arbeletche P., Tourrand J.-F., 2013, « Network Companies: A New Phenomenon in South American Farming », *British Food Journal*, vol. 115, n°6, p. 850-864.
- CNCDH, 2015, *La lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains*, rapport de la Commission consultative des droits de l'homme, La Documentation française, Paris.
- CNLTI, 2018, *Plan national de lutte contre le travail illégal 2016-2018 - Bilan intermédiaire*, Commission nationale de lutte contre le travail illégal, Paris.
- Cochet H., 2018, « Capital / Labour Separation in French Agriculture: The End of Family Farming? », *Land Use Policy*, vol. 77, p. 553-558.
- Cochet H., 2015, *Séparation capital/travail, flexibilité et rémunération des facteurs de production : la fin de l'exploitation agricole familiale ?*, présentation au colloque de la SFER « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : continuités, changements ou ruptures », Rennes, 12-13 février 2015.
- Cochet H., 2011, *L'agriculture comparée*, Quae, Versailles.
- COE, 2017, *Automatisation, numérisation et emploi. Tome 1: Les impacts sur le volume, la structure et la localisation de l'emploi*, rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi, Paris.
- Cohidon C., Geoffroy-Perez B., Fouquet A., Le Naour C., Goldberg M., Imbernon E., 2010, *Suicide et activité professionnelle en France: premières exploitations de données disponibles*, rapport pour l'Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice.
- Colasanti K.J., Hamm M.W., Litjens C.M., 2012, « The City as an "Agricultural Powerhouse"? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan », *Urban Geography*, vol. 33, n°3, p. 348-369.
- Comer C., 2011, « La "conjointe collaboratrice" : un recul statutaire ambigu », *Pour*, n° 212, Paris, p. 19-24.
- Commission européenne, 2018, *Europeans, Agriculture and the CAP*, Coll. Special Eurobarometer, n°473, TNS opinion & social, Bruxelles.
- Commission européenne, 2017, *Modernizing and Simplifying the Common Agricultural Policy, Summary of the Results of the Public Consultation*, Directorate-General for agricultural and rural development et Ecorys, Bruxelles.
- Commission européenne, 2016, *Productivity in EU Agriculture – Slowly but Steadily Growing*, Coll. EU Agricultural Market Briefs, n°10, Bruxelles.
- Commission européenne, 2010, *La PAC à l'horizon 2020: alimentation, ressources naturelles et territoire. Relever les défis de l'avenir*, communication de la Commission européenne, Bruxelles.
- Commission européenne, 2005, *Thirty-Sixth Report on the Intervention Measures in the Milk Sector*, 2004, rapport de la Commission européenne, Bruxelles.
- Compagnone C., Goulet F., Labarthe P., 2015, *Conseil privé en agriculture : acteurs, pratiques et marché*, Educagri-Quae, Versailles.
- Conway S.F., McDonagh J., Farrell M., Kinsella A., 2016, « Cease Agricultural Activity Forever? Underestimating the Importance of Symbolic Capital », *Journal of Rural Studies*, n°44, p. 164-176.
- Cooreman H., Vandenaabeele J., Debruyne L., Ingram J., Chiswell H., Koutsouris A., Pappa E., Marchand F., 2018, « A Conceptual Framework to Investigate the Role of Peer Learning Processes at On-Farm Demonstrations in the Light of Sustainable Agriculture », *International Journal of Agricultural Extension*, numéro spécial, p. 91-103.
- Coquil X., Cerf M., Auricoste C., Joannon A., Barcellini F., Cayre P., Chizallet M., Dedieu B., Hostiou N., Hellec F., Lussou J., Olry P., Omon B., Prost L., 2018, « Questioning the Work of Farmers, Advisors, Teachers and Researchers in Agro-Ecological Transition. A Review », *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 38, n°5, p. 47.
- Coquil X., Dedieu B., Beguin, P., 2014, « Transition to Self-Sufficient Mixed Crop-Dairy Farming Systems », *Renewable Agriculture and Food Systems*, n°29, p. 195-205.
- Corsi A., 2009, « Family Farm Succession and Specific Knowledge in Italy », *Rivista di economia agraria*, vol. 64, n°1-2, p. 13-30.
- Corsi A., 2016, *Succession Decisions in Family Farms and Public Policies in Developed Countries*, Working Papers n°15/16, Department of Economics and Statistics, University of Turin.
- Cour des comptes de l'Union européenne, 2013, *Have the Member States and the Commission Achieved Value for Money with the Measures for Diversifying the Rural Economy?*, Coll. Special Report, vol. 6, European Court of Auditors, Luxembourg.
- Cour des comptes, 2014, *Rapport public annuel. Tome 1. Les SAFER: les dérivés d'un outil de politique d'aménagement agricole et rural*, Cour des comptes, Paris.
- Cournut S., Chauvat S., 2011, « L'organisation du travail en exploitation d'élevage; analyse de 630 Bilans Travail réalisés dans huit filières animales », *Inra Productions Animales*, vol. 25, p. 101-111.
- Cournut S., Servière G., Hostiou N., Chauvat S., Dedieu B., 2010, « L'organisation du travail en exploitations familiales d'élevage. Enseignements d'une analyse comparée conduite en France, en Amérique latine et au Vietnam », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n°5, p. 338-347.

- Cross P., Edwards R.T., Hounsborne B., Edwards-Jones G., 2008, « Comparative Assessment of Migrant Farm Worker Health in Conventional and Organic Horticultural Systems in the United Kingdom », *Science of the Total Environment*, vol. 391, n° 1, p.55-65.
- Crozet M., Orefice G., 2017, *Trade and Labor Market, What Do We Know?*, Coll. Policy Brief, n°15, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, Paris.
- Curry N., Kirwan J., 2014, « The Role of Tacit Knowledge in Developing Networks for Sustainable Agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 54, n°3, p. 341-361.
- Curtarelli M., Gualtieri V., Shater-Jannati M., Donlevy V., 2017, *ICT for work: Digital Skills in the Workplace*, étude pour la Commission européenne, Direction générale Réseaux de communication, contenu et technologies.
- Dahache S., 2017, « Les défis à relever », in Sénat, *Délégation aux droits des femmes, Être agricultrice en 2017*, 22 février 2017.
- Dahache S., 2014, « L'évolution de la place des femmes en agriculture au prisme des rapports familiaux de production », in Gasselín P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille: travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROFil, Les Ulis, p. 165-182.
- Dahache S., 2010, « La singularité des femmes chefs d'exploitation », in Hervieu B. (coord.), *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Science-Po, Paris, p. 93-110.
- Darnhofer I., Strauss A., 2015, « Organic Farming and Resilience (Austria) », *RETHINK Case Study Report*, University of Natural Resources and Life Sciences, Institute of Agricultural and Forestry Economics, Vienne (Autriche).
- Darpeix A., 2008, « Flexibilité interne et flexibilité externe dans le contrat OMI », *Études rurales*, n°182, p. 69-86.
- Darpeix A., 2010, *La demande de travail salarié permanent et saisonnier dans l'agriculture familiale: mutations, déterminants et implications - Le cas du secteur des fruits et légumes français*, thèse de sciences économiques, Montpellier Supagro, Montpellier.
- Davie E., 2015, *Méthode de construction d'indicateurs synthétiques de conditions de travail et de risques psychosociaux*, Coll. Note DES n°15-076, DGAPP, Paris.
- Debré M., 1960, *présentation du projet de loi d'orientation agricole à l'Assemblée nationale*, JORF Débats parlementaires, 26 avril 1960, p. 467.
- Décosse F., 2008, « La santé des travailleurs agricoles migrants: un objet politique », *Études rurales*, n°182, Paris.
- Dedieu B., Servièrre G., 2012, « Vingt ans de recherche-développement sur le travail en élevage: acquis et perspectives », *INRA Productions Animales*, vol. 25, n°2, p. 85-100.
- Dedieu B., Servièrre G., 2011, « Les modèles du travail en élevage: points de vue de zootechniciens des systèmes d'élevage », in P. Béguin, B. Dedieu, E. Sabourin (coord.), *Le travail en agriculture: son organisation et ses valeurs face à l'innovation*, L'Harmattan, Paris, p. 155-170.
- Dedieu F., Jouzel J.-N., 2015, « Comment ignorer ce que l'on sait? La domestication des savoirs inconfortables sur les intoxications des agriculteurs par les pesticides », *Revue française de sociologie*, vol. 56, n°1, p. 99-127.
- Dedieu F., Jouzel J.-N., Prete G., 2015, « Les bénéfices du doute; les usages politiques de la sous-évaluation des intoxications professionnelles liées aux pesticides en France et en Californie », *Dossiers de l'environnement de l'INRA*, vol. 35, p. 77-88.
- Dedieu M.-S., Lorge A., Louveau O., Marcus V., 2017, « Les exploitations en agriculture biologique: quelles performances économiques? », Coll. INSEE Références, *Les acteurs économiques et l'environnement*, INSEE Paris, p. 35-44.
- Deffontaines N., 2017, *Les suicides des agriculteurs. Pluralité des approches pour une analyse configurationnelle du suicide*, thèse de doctorat, AgroSup, Dijon.
- Defra, 2014, *Contracting on English Farms: Evidence from Existing Surveys, Agricultural Change and Environment Observatory Research*, Research Report n°35, Londres.
- Delaire G., Bonhommeau P., Gaboriau D., 2011, « La fiscalité du bénéfice réel agricole doit-elle continuer de subventionner l'accumulation des moyens de production? », *Économie rurale*, n° 323, p. 77-81.
- Delame N., 2017, *How Farm Households Share their Labour between Work on the Farm, Diversification and Off-Farm Activities, in France*, Communication à l'European Association of Agricultural Economists, Parme (Italie).
- Delame N., 2015, *Les revenus non agricoles réduisent les écarts de revenus entre foyers d'agriculteurs*, Coll. INSEE Références, INSEE, p. 31-42, Paris.
- Delame N., Butault J.-P., Pollet P., 2015, *L'allocation du travail des ménages agricoles entre travail agricole, activités de diversification et emplois extérieurs: une première approche à partir du raccordement RA-RICA-déclarations fiscales de 2010*, Journées de Recherches en Sciences Sociales, Rennes, INRA-SFER-CIRAD, 13 février.
- Delecourt E., 2018, *Prise en compte du travail dans les changements de pratiques vers l'agroécologie. Outils et informations pour l'accompagnement des agriculteurs*, thèse de sciences agronomiques, université Paris-Saclay, AgroParisTech, Paris.
- Denave S., 2017, « Comprendre les bifurcations dans les parcours professionnels », *Vie sociale*, n°18, p. 109-125.
- Depeyrot J., Perrot C., 2019, *La filière laitière: un concentré des mutations agricoles contemporaines*, Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.
- Depeyrot J.-N., 2019, « Analyse des déterminants de l'emploi dans les exploitations laitières », *NESE, MAA*, à paraître.
- Depeyrot J.-N., 2017a, *Les transformations du paysage laitier français avant la sortie des quotas*, Coll. Analyse, n°107, CEP, MAA, Paris.
- Depeyrot J.-N., 2017b, « Observer les changements structurels des exploitations laitières françaises: constitution de la base de données ADEL », *NESE*, vol. 42, p. 7-37, MAA, Paris.
- Depeyrot J.-N., Magnan A., Michel D.-A., Laurent C., 2019, « Les emplois précaires en agriculture », *NESE, MAA*, à paraître.
- Depeyrot J.-N., Perrot C., Dedieu M.-S., 2015, *Les fermes laitières de polyculture-élevage: atouts et défis pour l'avenir*, Coll. Analyse, n°86, CEP, MAA, Paris.
- Depoudent C., Grannec M.L., Quillien J. P., 2012, *Salariat féminin en élevage porcin*, synthèse de la chambre d'agriculture de Bretagne, Rennes.
- Depoudent C., Grannec M.L., Le Moan L., 2013, *Salariat en élevage porcin: synthèse de quatre études bretonnes*, Journées de Recherches en Sciences Sociales, Angers, Inra-SFER-CIRAD.
- Depoudent C., Pupin-Ruch M., Veyre J., Kling-Eveillard F., Philibert A., Guillaum M.-T., 2015, *Comment motiver éleveurs et salariés à se protéger contre les risques professionnels?*, recueil des contributions des 4<sup>e</sup> Rencontres nationales Travail en élevage, Dijon.
- Dervillé M., Allaire G., Maigné É., Cahuzac É., 2017, « Internal and Contextual Drivers of Dairy Restructuring: Evidence from French Mountainous Areas and Post-Quota Prospects », *Agricultural Economics*, vol. 48, n°1, p. 91-103.
- Desjeux Y., Dupraz P., Latruffe L., Maigne E., Cahuzac É., 2014, *Evaluating the Impact of Rural Development Measures on Farm Labour Use: a Spatial Approach*, congrès de l'EAAE Agri-Food and Rural Innovations for Healthier Societies, 26-29 août 2014, Slovénie.
- Desriers M., 2007, *L'agriculture française depuis cinquante ans: des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique*, Coll. Agreste cahiers, MAA, vol. 2, p. 3-14.
- Devienne S., 2013, « Les systèmes herbagers, à contre-courant d'un développement agricole marqué par l'accroissement de la productivité physique du travail et la régression des prairies », *Fourrages*, n° 216, p. 287-291.

- Devienne S., Garambois N., Mischler P., Perrot C., Dieulot R., Falaise D., 2016, *Les exploitations d'élevage herbivores économes en intrants (autonomes); quelles sont leurs caractéristiques? Comment accompagner leur développement?*, rapport d'étude AgroParisTech et IDELE pour le MAA, Paris.
- Deville C., 2015, « Le non-recours au RSA des exploitants agricoles. L'intégration professionnelle comme support de l'accès aux droits », *Politiques sociales et familiales* n°119, Paris, p. 41-50.
- DGER, 2018, *Portrait de l'enseignement agricole*, MAA, Paris.
- DGER, 2016, *Une légère augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants du supérieur court à la rentrée 2015*, StatEA, n°2016-01, MAA, Paris.
- DGT, 2017, *Bilan des contrôles dans les secteurs prioritaires identifiés par le plan national de lutte contre le travail illégal en 2016*, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.
- DGT, 2016a, *Analyse des déclarations de détachement des entreprises prestataires de services en France en 2015*, DGT, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.
- DGT, 2016b, *Conditions de travail. Bilan 2015*, rapport, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.
- Dimitri C., Kemp, L., Sooby J., Sullivan E., 2012, *Organic Farming for Health and Prosperity*, rapport, Organic Farming Research Foundation, Santa Cruz (États-Unis).
- Doublet A., Dujardin L., Gaëtan L., 2016, « Circuits courts et alimentation. Le cas de la communauté urbaine d'Alençon », *projet tutoré*, Master 2 de géographie, université de Caen-Normandie, Caen.
- Draus P.J., Roddy J., McDuffie A., 2014, « "We Don't Have no Neighbourhood": Advanced Marginality and Urban Agriculture in Detroit », *Urban Studies*, vol. 51, n°12, p. 2523-2538.
- DREES, Santé Publique France, 2017, *L'état de santé de la population en France*. rapport 2017, Paris.
- Dubois B., 2012, *Diagnostic agraire de la région de Marne-la-Vallée*, mémoire de DAA, AgroParisTech, Paris.
- Dubuisson-Quellier S., Giraud C., 2010, « Les agriculteurs entre clôtures et passerelles », in Rémy J., Hervieu B., Purseigle F., Mayer N., Muller P., *Les mondes agricoles en politique; de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Dufour A., Courdin V., Dedieu B., 2010, « Femmes et travail en couple : pratiques et représentations en élevage laitier en Uruguay et en France », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n°5, p. 371-376.
- Dumont R., 1949, *Les leçons de l'agriculture américaine*, Flammarion, Paris.
- Dupraz P., Latruffe L., 2015, « Trends in Family Labour, Hired Labour and Contract Work on French Field Crop Farms: The Role of the Common Agricultural Policy », *Food Policy*, vol. 51, p. 104-118.
- EFAC, 2012, *Influence of Tax Regimes for Agricultural Businesses On Production Structures: A Comparative Analysis of Five European Countries: Germany, Belgium, Denmark, France and Netherlands*, rapport d'étude de l'European Federation Agricultural Consultancy, Bruxelles.
- Elbaum M., Magnier A., Gosset G., Simon J., 2015, *La formation professionnelle continue des exploitants agricoles*, rapport IGAS-CGAAER, MAA, Paris.
- Elyakime B., 2007, « Groupement d'employeurs agricoles: quelle aide publique locale? », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°5, p. 861-880.
- Epices, ADE, 2017, *Évaluation ex post du programme de développement rural hexagonal (PDRH) – Programmation FEADER 2007/2013*, rapport pour le MAA, cofinancé par le FEADER, Paris.
- Escudier J.L., 2017, « L'emploi et la protection sociale dans l'agriculture au filtre des rapports de genre – Les salariés agricoles aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Travail et emploi*, n° 149, Paris, p. 73-97.
- EU KLEMS Consortium, 2007, *EU KLEMS Growth and Productivity Accounts*, version 1.0, partie 1, méthodologie, Groningen (Pays-Bas).
- Eurostat, 2016, *Statistical Approaches to the Measurement of Skills*, Statistical Working Papers, Luxembourg.
- Evrard P., Vedel G., 2003, *Développement agricole: réinventer le modèle à la française*, Cahiers n°11, Club Demeter, Paris.
- Fabre C., Moity-Maizi P., Cavalier J.-B., 2016, *Les espaces-tests agricoles: expérimenter l'agriculture avant de s'installer*, Coll. Analyse, n°92, CEP, MAA, Paris.
- Fall M., Roger M., 2008, « L'impact de la réforme de 1990 sur les décisions de départ à la retraite des exploitants agricoles français », *Revue d'études en agriculture et environnement*, n° 89, p. 29-53.
- FAO, 2001, *The Economics of Conservation Agriculture*, Rome (Italie).
- Faure G., Chiffolleau Y., Goulet F., Temple L., Touzard J.-M., 2018, *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires*, Quae, Versailles.
- FEVAD, 2018, *Les chiffres clés*, Paris.
- Filippi M., Frey O., 2015, « Le conseiller, une pièce maîtresse sur l'échiquier de la coopérative agricole », *Revue d'études en agriculture et environnement*, vol. 96 n°3, p. 439-466.
- Finley L., Chappell M.J., Thiers P., Moore J.R., 2017, « Does Organic Farming Present Greater Opportunities for Employment and Community Development than Conventional Farming? A Survey-based Investigation in California and Washington », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 42, n° 5, p. 552-572.
- Fischer H., Burton R., 2014, « Understanding Farm Succession as Socially Constructed Endogenous Cycles », *Sociologia Ruralis*, vol. 54, n°4, p. 417-438.
- Flamand J., 2016, *Dix ans de transitions professionnelles: un éclairage sur le marché du travail français*, Coll. Document de travail n°2016-03, France Stratégie, Paris.
- Fleuret M., Marlet A., 2014, « De la salle de traite au robot. Quels impacts? », *Terra*, n°449, p. 23-29.
- FNEDT-CCMSA, 2015, *Rapport d'activité 2015 consolidé*, Paris.
- Fouillée A., 1884, *La propriété sociale et la démocratie*, Hachette, Paris.
- FRA, 2016, *Severe Labour Exploitation: Workers Moving Within or Into the European Union. States' Obligations and Victims' Rights*, rapport de l'Agence de l'Union européenne pour les Droits fondamentaux, Vienne (Autriche).
- Fraisse-D'Olimpio S., 2009, *Les fondements théoriques du concept de capital humain (partie 1)*, SES-ENS, <http://ses.ens-lyon.fr/ses/articles/les-fondements-theoriques-du-concept-de-capital-humain-partie-1-68302> (consulté en mars 2019).
- FRCivam-Bretagne, 2014, *Évaluation des impacts socio-économiques des circuits courts sur les territoires. Résultats de la recherche-action SALT*, rapport d'étude de la Fédération Régionale des Civam de Bretagne, Rennes.
- Fuchs F., 2013, « L'autoconstruction du matériel fait germer un nouveau réseau », *Travaux et innovations*, n°199, p. 17-19.
- Fuglie K., 2015, « Accounting for Growth in Global Agriculture », *Bio-based and Applied Economics*, vol. 4 n°3, p. 221-254.
- Gafsi M., 2014, « Permanence de l'exploitation agricole familiale, une approche gestionnaire », in Gasselini P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille: travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 45-63.
- Gaillot B., Marty S., Molinier M.-L., 2018, *Le recours aux prestations rémunérées dans le réseau des chambres d'agriculture*, rapport du CGAAER, n°17-119, MAA, Paris.
- Gallon J., Gosset G., Gozard D., Ricard B., 2016, *Évaluation de la rénovation de la voie professionnelle dans l'enseignement agricole*, rapport du CGAAER, n°15-117, MAA, Paris.

- Gambino M., Laisney C., Vert J. (coord.), 2012, *Le monde agricole en tendances. Un portrait social prospectif des agriculteurs*, CEP, SSP, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, La Documentation française, Paris.
- Garambois N., 2011, *Des prairies et des hommes. Les systèmes herbagers économes du bocage poitevin : agro-écologie, création de richesse et emploi en élevage bovin*, thèse d'agriculture comparée, AgroParisTech, Paris.
- Garambois N., Devienne S., 2012, « Les systèmes herbagers économes. Une alternative de développement agricole pour l'élevage bovin laitier dans le bocage vendéen? », *Économie rurale*, n° 330-331, p. 56-72.
- Gasselín P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser, S., 2015, *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROFil, Les Ulis.
- Gassie J., Oudin B., 2017, *Comportements alimentaires de demain : les tendances à 2025 et leur diffusion aux acteurs de la filière*, Coll. Analyse, n°97, CEP, MAA, Paris.
- Gault J., Marty S., Menard J.-N., Pringault J.-M., 2013, *Évaluation des mesures prises dans le cadre de la Loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission des exploitations agricoles et le financement des facteurs de production par des capitaux extérieurs*, rapport du CGAAER n° 12-064, MAA, Paris.
- Gaunand A., Colinet L., Matt M., Joly P.-B., 2017, « Counting what Really Counts? Assessing the Political Impact of Science », *Journal of Technology Transfer*, p. 1-23.
- Gédouin M., 2008, *Attentes, situations, perceptions par les éleveurs : état des lieux en Picardie*, Agro-Transfert, Ressources et Territoires.
- Gendron C., Granger Y., 2017, *Foncier agricole : accaparement ou investissement ? La nécessaire évolution des outils de régulation*, rapport du CGAAER 16070, MAA, Paris.
- Gerbaux F., Muller P., 1984, « La naissance du développement agricole en France », *Économie rurale*, n° 159, p. 17-22, Paris.
- Gereffi G., Fernandez-Stark K., 2011, *Global Value Chain Analysis: A Primer*, Center on Globalization, Governance and Competitiveness (CGGC), Duke University, Durham (États-Unis).
- Giannakis E., Bruggeman A., 2015, « The Highly Variable Economic Performance of European Agriculture », *Land Use Policy*, vol. 45, p. 26-35.
- Gigonzac V., Breuillard É., Bossard C., Guseva-Canu I., Khreddine-Medouni I., 2017, *Caractéristiques associées à la mortalité par suicide parmi les hommes agriculteurs exploitants entre 2007 et 2011*, Santé Publique France, Saint-Maurice.
- Gillet M., 1999, « Analyse sociologique des transmissions dites hors cadre familial », *Économie rurale*, n° 253, p. 87-90.
- Giraud C., 2013, « Là où le célibat blesse. L'estimation du célibat en milieu agricole », *Revue d'études en agriculture et environnement*, vol. 94, n° 4, p. 367-396.
- Giraud C., Rémy J., 2014, « Être ou ne pas être agriculteur. Capital scolaire et devenir socioprofessionnel des fils d'agriculteurs », in Gasselín P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROFil, Les Ulis, pp.305-326.
- Goetz S., Davlasheridze M., 2016, « State-Level Cooperative Extension Spending and Farmer Exits », *Applied Economic Perspectives and Policy*, vol. 39, n° 1, p. 65-86.
- Gohin A., Latruffe L., 2006, « The Luxembourg Common Agricultural Policy Reform and the European Food Industries: What's at Stake? », *Canadian Journal of Agricultural Economics*, vol. 54, p. 175-194.
- Corvan K., 2018, *Les statistiques des risques professionnels des non-salariés et des chefs d'exploitation agricoles*. Données nationales 2016, Coll. Études, MSA, Bobigny.
- Goulet F., Hernandez V., 2011, « Vers un modèle de développement et d'identités professionnelles agricoles globalisés ? Dynamiques d'innovation autour du semis direct en Argentine et en France », *Revue Tiers Monde*, n° 207, p. 115-132.
- Goulet F., Pervanchon F., Contreau C., Cerf M., 2008, « Les agriculteurs innovent par eux-mêmes pour leurs systèmes de culture », in Reau R., Doré T. (coord.), *Systèmes de culture innovants et durables : quelles méthodes pour les mettre au point et les évaluer ?*, Éducagri, Dijon, p. 53-69.
- Grandjean A., Courleux F., Wepierre A.-S., Dedieu M.-S., 2016, *L'agriculture familiale en France métropolitaine : éléments de définition et quantification*, Coll. Analyse, n° 90, CEP, MAA, Paris.
- Granié A.-M., Terrieux A., 2014, « Tu fais de l'agriculture de service... Parce que tu es une femme ou parce que tu as une ferme? », *Pour*, n° 221, Paris, p. 143-148.
- Green M., Maynard R. 2006. « The Employment Benefits of Organic Farming », *Aspects of Applied Biology*, vol. 79, p. 51-55.
- Greenville J., Kawasaki K., Beaujeu R., 2017a, *A Method for Estimating Global Trade in Value Added within Agriculture and Food Value Chains*, Coll. OCDE Food, Agriculture and Fisheries Papers, n° 99, Éditions OCDE, Paris.
- Greenville J., Kawasaki K., Beaujeu R., 2017b, *How Policies Shape Global Food and Agriculture Value Chains*, Coll. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n° 100, Éditions OCDE, Paris.
- Greenville J., Kentaro K., Jouanjan M.-A., 2019, *Dynamic Changes and Effects of Agro-Food GVCs*, Coll. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n° 119, Éditions OCDE, Paris.
- Griffon M., 2013, *Qu'est ce que l'agriculture écologiquement intensive ?*, Quae, Versailles.
- Grimonprez B., 2014, « La coexploitation agricole », in Zalewski-Sicard, V. (coord.), *Mélanges en l'honneur du professeur Raymond Le Guidec*, Lexis Nexis, Paris.
- Grosset J., Cieutat B., 2015, *Les travailleurs détachés*, avis du Conseil économique, social et environnemental, Paris.
- Gubian A., 2017, *La mesure du travail dissimulé et ses impacts pour les finances publiques*, rapport du groupe de travail du CNIS, n° 142, Conseil national de l'information statistique, Paris.
- Guenin A.-M., 2009, « Quand l'ingéniosité de l'utilisateur tire profit de l'ingénierie industrielle », *Documents pour l'histoire des techniques*, n° 17, p. 117-133.
- Guillou M., Guyomard H., Huyghe C., Peyraud J.-L., 2013, *Le projet agro-écologique. Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement*, rapport pour le ministre de l'Agriculture, MAAF, Paris.
- Halpern L., Koren M., Szeidl A., 2015, « Imported Inputs and Productivity », *American Economic Review* 2015, vol. 105, n° 12, p. 3660-3703.
- Hanus A., Kervarec F., Strosser P., Saint-Pierre C., Hanus G., 2018, « Évaluation des paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : principaux résultats et spécificités territoriales 2007-2014 », *NESE*, n° 43, MAA, Paris.
- Hanus A., Kervarec F., Strosser P., Saint-Pierre C., Hanus G., Forget V., 2017, *Évaluation des paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : principaux résultats*, Coll. Analyse, CEP, MAA, n° 106, Paris.
- Harff Y., Lamarche H., 1998, « Le travail en agriculture : nouvelles demandes, nouveaux enjeux », *Économie rurale*, n° 244, p. 3-11.
- Hebrard L., 2001, *Le développement des services agricoles. Une sous-traitance spécialisée au service des agriculteurs*, Coll. INSEE Première, n° 817, INSEE, Paris.
- Heisey P., Fuglie K., 2018, *Agricultural Research Investment and Policy Reform in High-Income Countries*, Economic Research Report, n° 249, ERS-USDA Washington D.C.
- Helming J., Tabeau A., 2018, « The Economic, Environmental and Agricultural Land Use Effects in the European Union of Agricultural Labour Subsidies under the Common Agricultural Policy », *Regional Environmental Change*, vol. 18, n° 3, p. 763-773.
- Hennessy T. C., Rehman T., 2008, « Assessing the Impact of the 'Decoupling' Reform of the Common Agricultural Policy on Irish Farmers' Off-farm Labour Market Participation Decisions », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 59, n° 1, p. 41-56.
- Hérault B., 2016, *La population paysanne : repères historiques*, Coll. Document de travail du CEP, n° 11, MAA, Paris.

- Hervieu B., Bour-Desprez B., Buer J.-L., Cascarano J.-L., Dreyfus F., Gosset G., 2014, *Évaluation de la politique de développement agricole*, rapport du CGAAER, MAAF, Paris.
- Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, Paris.
- Hervieu B., Purseigle F., 2009, « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », *Études rurales*, n° 183, p. 177-200.
- Hostiou N., Chauvat S., Cournot S. 2014, « Faire face à des questions de travail: les leviers mobilisés par des éleveurs laitiers » in Gasselín P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F. (coord.), *L'agriculture en famille: travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 125-144.
- Hostiou N., Fagon J., Chauvat S., Turlot A., Kling F., Boivin X., Allain, C., 2017, « Impact of Precision Livestock Farming on Work and Human-Animal Interactions on Dairy Farms. A Review », *Bioscience, Biotechnology and Biochemistry*, n° 21, p. 1-8.
- Huffman W.E., 2000, *Human Capital, Education and Agriculture*, Economic Staff Paper Series, n° 341, Iowa State University, Ames (États-Unis).
- Hugonnet M., Devienne S., 2017, « Systèmes laitiers herbagers en Nouvelle-Zélande: perte d'autonomie et nouvelles logiques de développement agricole », *Fourrages*, n° 232, p. 309-320.
- Humphrey J., Schmitz H., 2002, « How Does Insertion in Global Value Chains Affect Upgrading in Industrial Clusters? », *Regional Studies*, vol. 36, n° 9, p. 16.
- Idele, 2016, *Élevage laitier de précision*, <http://idele.fr/presse/publication/idelesolr/recommends/robots-de-traitement-deploiement-continue.html> (consulté en août 2018).
- IFOP, 2018, *Baromètre d'image des agriculteurs*, [https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3978-1-study\\_file.pdf](https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3978-1-study_file.pdf). (consulté en décembre 2018)
- INRA, 2013a, *Vers des agricultures à haute performance (vol. 1). Analyse des performances de l'agriculture biologique*, étude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, Paris.
- INRA, 2013b, *Vers des agricultures à haute performance (vol.3). Évaluation des performances de pratiques innovantes en agriculture conventionnelle*, étude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, Paris.
- INSEE, 2018, *Formations et emploi*, édition 2018, Coll. INSEE Références, INSEE, Montrouge.
- INSERM, 2013, *Pesticides: effets sur la santé*, synthèse et recommandations de l'expertise collective INSERM, Paris.
- Jacques-Jouvenot D., 2014, « Une hypothèse inattendue à propos du suicide des éleveurs: leur rapport aux savoirs professionnels », *Études rurales*, n° 193, p. 45-60.
- Jacques-Jouvenot D., 1997, *Le choix du successeur*, L'Harmattan, Paris.
- Jacques-Jouvenot D., Laplante J.-J., 2009, *Les maux de la terre*, L'Aube, La Tour d'Aigues.
- James H.S., Hendrickson M.K., Howard P.H., 2013, « Networks, Power and Dependency in the Agrifood Industry », in James H.S (coord.), *The Ethics and Economics of Agrifood Competition*, Springer Netherlands, Dordrecht, p. 99-126.
- Jeanneau P., 2018, « Agriculture numérique: quelles conséquences sur l'autonomie de la décision des agriculteurs? », *Agronomie, environnement et sociétés*, vol.8, n° 1, Paris.
- Jégou V., 2008, « La distribution clé en main: le choix de l'automotrice en CUMA », *Cap élevage*, n° 29, p. 18-19.
- Jégouzo G., 1972, « L'ampleur du célibat chez les agriculteurs », *Économie et statistique*, n° 34, INSEE, Paris, p. 13-22.
- Join-Lambert M.-T. (coord.), 1994, *Politiques sociales*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris.
- Jolly C., Prouet E., 2016, *L'avenir du travail: quelles redéfinitions de l'emploi, des statuts et des protections?*, Coll. Document de travail, France Stratégie, Paris.
- Joly P.-B., Lemarié S., 2000, « Cinquante ans d'innovation en agriculture: quelques enseignements des approches socio-économiques », *Économie rurale*, n° 255-256, p. 86-97.
- Joly P.-B., Rip A., Callon M., 2015, « Réinventer l'innovation », *InnovatiO*, n° 1, en ligne: <http://innovacs-innovatio.upmf-grenoble.fr/index.php?id=252> (consulté en août 2018).
- Jouvet L., 2012, « Le dilemme cornélien des producteurs laitiers en cessation précoce d'activité », in Jacques-Jouvenot D., Vielle Marchiset G. (coord), *Socio-anthropologie de la transmission*, L'Harmattan, Paris.
- Kalainathan D., Goudet O, Caillou P, Sebag M., Tubaro P., Bourdu E., Weil T., 2017, *Portraits de travailleurs. Comprendre la qualité de vie au travail*, Presses des Mines, Paris.
- Karlsson J.O., 1999, Rapport spécial n° 1/99 relatif à l'aide au lait écrémé et au lait écrémé en poudre destinés à l'alimentation animale, accompagné des réponses de la Commission, rapport spécial, n° 1999/C 147/01, Cour des comptes européenne, Luxembourg.
- Keeley B., 2007, *Le capital humain: comment le savoir détermine notre vie*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.
- Khiredidine-Medouni I., Breuillard É., Bossard C., 2016, *Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants. Situation 2010-2011 et évolution 2007-2011*, rapport de Santé publique France, Saint-Maurice.
- Kirsch A., 2017, *Politique agricole commune, aides directes à l'agriculture et environnement: analyse en France, en Allemagne et au Royaume-Uni*, thèse de doctorat, université de Bourgogne.
- Klingelschmidt J., Chastang J.-F., Khiredidine-Medouni I., Chérié-Challine L., Niedhammer I., 2018, « Mortalité par suicide des salariés affiliés au régime agricole en activité entre 2007 et 2013: description et comparaison à la population générale », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, vol. 27, p. 549-555.
- Knierim A., Boenning K., Caggiano M., Cristóvão A., Dirimanova V., Koehnen T., Labarthe P., Prager K., 2015, « The AKIS Concept and its Relevance in Selected EU Member States », *Outlook on Agriculture*, vol. 44, n° 1, p. 29-36.
- Kolstrup C., Kallioniemi M., Lundqvist P., Kymäläinen H. R., Stallones L., Brumby S., 2013, « International Perspectives on Psychosocial Working Conditions, Mental Health, and Stress of Dairy Farm Operators », *Journal of Agromedicine*, vol. 18, n° 3, p. 244-255.
- Koning C. de, 2010, *Automatic Milking. Common Practice on Dairy Farms, The First North American Conference on Precision Dairy Management*, Rochester (États-Unis).
- Kroll J.C., Trouvé A., Deruaz M., 2010, *Quelle perspective de régulation après la sortie des quotas?*, rapport d'étude pour le MAA, Paris.
- La France Agricole, 2017, « Robot de traite. Quand le stress pousse à l'abandon », 24 août.
- Laband D., Lentz B., 1983, « Occupational Inheritance in Agriculture », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 65, n° 2, p. 311-314.
- Labarthe P., 2014, *AKIS and Advisory Services in France. Report for the AKIS Inventory (WP3) of the PRO AKIS Project*, PROAKIS.
- Labarthe P., 2005, « Trajectoires d'innovation des services et inertie institutionnelle: dynamique du conseil dans trois agricultures européennes », *Géographie, économie, société*, vol. 7, n° 3, p. 289-311.
- Labarthe P., Laurent C., 2013, « Privatization of Agricultural Extension Services in the EU: Towards a Lack of Adequate Knowledge for Small-Scale Farms? », *Food Policy*, vol. 38, p. 240-252.
- Lacombe C., Couix N., Hazard L., 2018, « Designing Agroecological Farming Systems with Farmers: A Review », *Agricultural Systems*, vol. 165, p. 208-220.
- Lagrange R.-M., 1983, « Bilan critique des recherches sur les agricultrices en France », *Études rurales*, n° 92, Paris, p. 9-40.
- Lagrange R.-M., 1996, « Appropriation et gestion masculines du métier d'agriculteur », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, n° 23, p. 165-170.
- Lainé F., 2018, *Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers*, Coll. Document de travail n° 2018-03, France Stratégie, Paris.
- Lairot V., 2018a, *Les femmes dans l'agriculture - situation au 1<sup>er</sup> janvier 2016*, Coll. Études, MSA, Bobigny.

- Lairot V., 2018b, *Les exploitants et entrepreneurs agricoles en 2016*, Coll. Études, MSA, Bobigny.
- Laitalainen E., Silvasti T., Vesala K. M., 2008, « Attributions and Emotional Well-Being: Giving Up Farming in Finland », *Rural Society*, vol. 18, n°1, p. 28-36.
- Lamine C., 2011, « Anticiper ou temporiser : injonctions environnementales et recompositions des identités professionnelles en céréaliculture », *Sociologie du travail*, n°53, p. 75-92.
- Lang A., Perrot C., Dupraz P., Tregaro Y., Rosner P.-M., 2015, *Les emplois liés à l'élevage français*, GIS Élevages demain, Paris.
- Langlois-Bourquelot F., 1991, « Les syndicats de salariés de la production agricole : la conquête de l'égalité sociale », *Économie rurale*, n°201, Paris, p. 12-15.
- Lanouzière H., 2012, *Prévenir la santé et la sécurité au travail. Tome 1 : Démarche générale, lieux et équipements*, Éditions Lamy, Paris.
- Latruffe L., 2010, *Competitiveness, Productivity and Efficiency in the Agricultural and Agri-Food Sectors*, OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n°30, Éditions OCDE, Paris.
- Latruffe L., Dupuy A., Desjeux Y., 2013, « What Would Farmers' Strategies Be in a No-CAP Situation? An Illustration from Two Regions in France », *Journal of Rural Studies*, vol. 32, p. 10-25.
- Laurent C., 2015, « L'agriculture méditerranéenne française entre multifonctionnalité et dumping social », *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, vol. 65, n°65, p. 123-134.
- Laurent C., Cerf M., Labarthe P., 2006, « Agricultural Extension Services and Market Regulation: Learning from a Comparison of Six EU Countries », *The Journal of Agricultural Education and Extension*, vol. 12, n°1, p. 5-16.
- Laurent C., Rémy J., 2000, « L'exploitation agricole en perspective », *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, n°41, p. 5-22.
- Le Blanc J., 2011, « Installation agricole : nouveaux profils, nouvel accompagnement », *Pour*, n°5, p. 137-143.
- Le Monde, 2017, « Libye : des migrants vendus aux enchères comme esclaves », 16 Novembre.
- Le Mouël C., 2016, *Agrimonde-Terra Foresight: Land Use and Food Security in 2050. Technical report. Scenarios' simulation results*, CIRAD - INRA, Paris.
- Le Rohellec C., 2008, « Efficacité économique des systèmes laitiers herbagers en agriculture durable (RAD) : une comparaison avec le RICA », *Fourrages*, n°193, p. 107-113.
- Legifrance, *Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social*.
- Leonard B., Kinsella A., O'Donoghue C., Farrell M., Mahon M., 2017, « Policy Drivers of Farm Succession and Inheritance », *Land Use Policy*, vol. 61, p. 147-159.
- Lerbourg J., 2015, *La transmission des exploitations*, Coll. Agreste Les Dossiers, n°29, MAA, Paris.
- Lerbourg J., Dedieu M.-S., 2016, *L'équipement des exploitations agricoles - Un recours à la propriété moins marqué pour les machines spécialisées*, Coll. Agreste Primeur, n° 334, MAA, Paris.
- Lesage M., Bidaud F., Claquin P., 2016, *Rapport Homme-Animal : évolutions passées et enjeux d'avenir*, Coll. Analyse, n°96, CEP, MAA, Paris.
- Lhommeu B., Michel C., 2018, *Changer de métier : quelles personnes et quels emplois sont concernés ?*, Coll. Dares Analyses, DARES, n°49, ministère du Travail, Paris.
- Lobley M., Baker J., Whitehead I., 2016, « Farm Succession and Retirement: Some International Comparisons », *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, vol. 1, n°1, p. 49-64.
- Lobley M., Butler A., Reed M., 2009, « The Contribution of Organic Farming to Rural Development. An Exploration of the Socio-economic Linkages of Organic and Non-organic Farms in England », *Land Use Policy*, vol. 26, n° 3, p. 723-735.
- Lobley M., Reed M., Butler A., Courtney P., Warren M., 2005, *The Impact of Organic Farming on the Rural Economy in England*, rapport final pour le Defra, CRR Research Report, Londres.
- Lucas V., Gasselin P., 2018, « Gagner en autonomie grâce à la Cuma. Expériences d'éleveurs laitiers français à l'ère de la dérégulation et de l'agroécologie », *Économie rurale*, vol. 364, p. 73-89.
- Lucas V., Gasselin P., Van Der Ploeg J. D., 2018, « Local Inter-Farm Cooperation: A Hidden Potential for the Agroecological Transition in Northern Agricultures », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 43, n° 2, p. 1-35.
- Lusson J.-M., Coquil X., Frappat B., Falaise D., 2014, « 40 itinéraires vers des systèmes herbagers ; comprendre les transitions pour mieux les accompagner. », *Fourrages*, n°219, p. 213-220.
- M'barek R., Barreiro-Hurlé J., Boulanger P., Caivano A., Ciaian P., Duda H., Espinosa M., Fellmann F., Ferrari E., Gomez y Paloma S., Gorrin Gonzalez C., Himics M., Louhichi K., Perti A., Philippidis G., Salputra G., Witzke P., Genovese G., 2017, *Scenar 2030 - Pathways for the European agriculture and Food Sector Beyond 2020*, Bureau des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
- MAA, 2017, *La PAC en un coup d'œil*, communication, Paris.
- Madelrieux S., Dassé F., 2015, *Transformations des conditions de travail en élevage et santé des éleveurs*, 4<sup>e</sup> Rencontres nationales travail en élevage, Dijon, p. 19-22.
- Madelrieux S., Dupre L., Hostiou N., Barbosa T., Burlamaqui Bendahan A., Tourrand J.-F., 2010, « Liens entre salariat et activité agricole ; itinéraires professionnels de salariés d'élevage », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n°5, p. 354-358.
- Mahé M., Claquin P., Hérault B., Lévêque M., 2017, *Prospective des métiers, qualifications et emplois liés à l'enseignement technique agricole*, rapport de prospective du CEP, MAA.
- Mahé M. (coord.), Jacques-Jouvenot D., Gloker O., Quelin C., 2019, « La mobilité professionnelle des agriculteurs », *NESE*, CEP, MAA, Paris, à paraître.
- Mahé M. (coord.), Perron D., Ramanantsoa J., 2019, « Politiques et dispositifs fiscaux et sociaux impactant l'emploi agricole », Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.
- Mahé T., Lerbourg J. 2012, *Des agriculteurs bio diplômés, jeunes et tournés vers les circuits courts*, Coll. Agreste Primeur, n° 284, MAA, Paris.
- Malezieux R., Menassey R., 1963, *Le droit du travail en agriculture*, Berger-Levrault, Paris.
- Manos B., Bournaris T., Chatzinikolaou P., Berbel J., Nikolov D., 2013, « Effects of CAP Policy on Farm Household Behaviour and Social Sustainability », *Land Use Policy*, vol. 31, p. 166-181.
- Manos B., Bournaris T., Chatzinikolaou P., Papathanasiou J., 2009, « Evaluation of Tobacco Cultivation Alternatives under the EU Common Agricultural Policy », *Journal of Policy Modeling*, vol. 31, n°2, p. 225-238.
- Mansholt S., 1968, *Memorandum sur la réforme de l'agriculture dans la Communauté Économique Européenne*, Commission des communautés européennes, Bruxelles.
- MAP, 2008, *Bilan de santé de la PAC ; mise en œuvre pour une PAC préventive, juste et durable, communication*, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Paris.
- Marchand O., Thélot C., 1997, *Le travail en France, 1800-2000*, Nathan, Paris.
- Marsh S.P., Pannell D. J., 2000, « Agricultural Extension Policy in Australia: the Good, the Bad, and the Misguided », *Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 44, n°4, p. 1-23.
- Masero J., 2016, *La formation des exploitants agricoles*, Coll. Agreste Primeur, n°335, MAA, Paris.
- Massat F., Bastian J.-P., Saillant S., 2015, *Missions de contrôle en agriculture*, rapport au Premier Ministre.

- Massis D., Hild F., 2016, *La pratique de l'agriculture biologique créatrice d'emploi ? Une évaluation de l'impact du bio sur la quantité de travail agricole*, Coll. Agreste Les Dossiers, n°35, MAA, Paris.
- Mauss M., 1923, éd. 2001, *Sociologie et anthropologie*, Presses universitaires de France, Paris.
- Mazoyer M., Roudart L., 1997, *Histoire des agricultures du monde*, Seuil, Paris.
- McElwee G., Bosworth G., 2010, « Exploring the Strategic Skills of Farmers across a Typology of Farm Diversification Approaches », *Journal of Farm Management*, vol.13, n°12, p. 819-838.
- McKenzie F., 2013, « Farmer-Driven Innovation in New South Wales, Australia », *Australian Geographer*, vol. 44, n°1, p. 81-95.
- Meiffren O., Luitaud C.-M., Legendre V., 2018, *Analyse du commerce par Internet de denrées alimentaires animales ou d'origine animale*, rapport d'étude Blezat Consulting et ABCIS pour le MAA, Paris.
- Meissner C. M., 2014, « Growth from Globalization? A View from the Very Long Run », in Aghion P., Durlauf S. (coord.), *Handbook of Economic Growth*, édition 1, vol. 2, Elsevier, p. 1033-1069.
- Melitz M., 2003, « The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity », *Econometrica*, vol. 71, n°6, p. 1695-1725.
- Mésini B., 2008, « Contentieux prud'homal des étrangers saisonniers dans les Bouches-du-Rhône », *Études rurales*, n°2, p. 121-138.
- Messori M., 1985, « Innovation et profit chez Marx, Schumpeter et Keynes », *Cahiers d'économie politique*, n°10 et 11, p. 229-256.
- Midler E., Depeyrot J.-N., Détang-Dessendre C., 2019, *Performance environnementale des exploitations agricoles et emploi*, Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.
- Milczarek-Andrzejewska D., Zawalińska K., Czarnecki A., 2018, « Land-use Conflicts and the Common Agricultural Policy: Evidence from Poland », *Land Use Policy*, vol. 73, p. 423-433.
- Miroudot S., Ragoussis A., 2009, *Vertical Trade, Trade Costs and FDI*, Coll. Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n°89, Éditions OCDE, Paris.
- Mishra A.K., El-Osta H.S., Shaik S., 2010, « Succession Decisions in US Family Farm Businesses », *Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 35, n°1, p. 133-152.
- Moine M., 2016, *Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA). Résultats 2015 et estimations 2016*, Coll. Agreste Chiffres et données, Agriculture, n°238, MAA, Paris.
- Moine M., 2018, *Le bilan annuel de l'emploi agricole : résultats 2016 et estimations 2017*, Coll. Agreste Chiffres et Données - Série Agriculture, n°253, MAA, Paris.
- Monso O., 2006, *Changer de groupe social en cours de carrière. Davantage de mobilité depuis les années quatre-vingt*, Coll. INSEE Première, n°112, INSEE, Paris.
- Montgolfier A. de (rapporteur général), Houpert A. et Botrel Y. (rapporteurs spéciaux), 2017, *Rapport général – Tome III Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales – Annexe n° 3 Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales*, rapport général n°108 de la session ordinaire de 2017-2018 fait au nom de la Commission des finances, Sénat, Paris.
- Moreiro L., 2017 « Appropriation de technologies et développement durable ; l'exemple de la viticulture de précision », *Innovations*, n°54, p. 97-122.
- Morice A., 2008, « Quelques repères sur les contrats OMI et ANAEM », *Études rurales*, n°182, p. 61-68.
- Morice A., Michalon B., 2008, « Les migrants dans l'agriculture ; vers une crise de main-d'œuvre ? Introduction », *Études rurales* n°182, Paris, p. 9-28.
- Morison J., Hine R., Pretty J., 2005, « Survey and Analysis of Organic Farms in the UK and Republic of Ireland », *International Journal of Agricultural Sustainability*, vol. 3, n°1, p. 24-43.
- Mottaleb K.-A., Rahut D.-B., Ali A., Gérard B., Erenstein O., 2017, « Enhancing Smallholder Access to Agricultural Machinery Services: Lessons from Bangladesh », *The Journal of Development Studies*, vol. 53, n°9, p. 1502-1517.
- Mounier A., 1992, *Les théories économiques de la croissance agricole*, INRA Economica, Paris.
- Mouriaux M.F., 2005, « Groupement d'employeurs et portage salarial ; salariés à tout prix? », *Connaissance de l'emploi*, vol. 19.
- MSA, à paraître, *Les statistiques des risques professionnels des salariés agricoles – Données nationales 2016*, Coll. Études, MSA, Bobigny.
- MSA, 2018a, *Population active agricole. La part des femmes en agriculture en 2016*, Coll. Infostat, MSA, Bobigny.
- MSA, 2018b, *Chiffres utiles de la MSA*, MSA, Bobigny.
- MSA, 2018c, *Le recul démographique des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole s'amplifie et les revenus agricoles progressent modérément*, Infostat, MSA, Bobigny.
- Muller P., 1984, *Le technocrate et le paysan : essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours*, Éditions de l'Atelier, Paris.
- Mundler P., Guernonprez B., Jauneau J.-C., Pluvillage J., 2010, « Les dimensions territoriales de la restructuration laitière », *Géographie, économie, société*, vol. 12, n°2, p. 161-180.
- Mundler P., Rémy J., 2012, « L'exploitation familiale à la française : une institution dépassée ? », *L'Homme et la Société*, vol. 1-2, n°182-184, Paris, p. 161-179.
- Muro M.M., 2016, *Recogiendo naranjas sin morir en el intento*, 9<sup>e</sup> journées de sociologie de l'Universidad Nacional de La Plata, Ensenada, Argentine, 5-7 décembre 2016.
- Navarrete M., 2009, « How Do Farming Systems Cope With Marketing Channel Requirements in Organic Horticulture? The case of Market-gardening in Southeastern France », *Journal of Sustainable Agriculture*, vol. 33, n°5, p. 552-565.
- Neindorf B., 2018, « World's First Hands-Free Crop Planted Grown Harvested in the UK », *ABC Rural*, 26 février.
- Nguyen G., Lepage F., Purseigle F., 2017, « L'entrée de capitaux externes dans les exploitations agricoles. Une facette méconnue des agricultures de ferme en France », in Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (coord.), *Le nouveau capitalisme agricole*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 65-96.
- Nguyen G., Purseigle F., 2012, « Les exploitations agricoles à l'épreuve de la ferme. L'exemple de la Camargue », *Études rurales*, n°190, p. 99-118.
- Nguyen G., Purseigle F., Legagneux B., Brailly J., 2019, « Sous-traitance et agriculture : les recompositions en cours », *NESE, MAA*, à paraître.
- Nicourt C., 2014, « Le lent dévoilement du travail des agricultrices », *Vertigo - La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n°1, Montréal, <https://journals.openedition.org/vertigo/14731> (consulté en mars 2019).
- Nicourt C., 2013, *Être agriculteur aujourd'hui. L'individualisation du travail des agriculteurs*, Quae, Versailles.
- Nicourt C., Souron O., 1989, « Incidences de quelques innovations techniques sur les conditions de travail des agriculteurs », *Économie rurale*, n°192-193, p. 110-114.
- Nye C., 2018, « The "Blind Spot" of Agricultural Research: Labour Flexibility, Composition and Worker Availability in the South West of England », *Cahiers Agriculture*, vol. 27, n°3.
- Observatoire des usages de l'agriculture numérique, 2017, « Usages de la télédétection en agriculture. Campagne 2016 », en ligne, <http://agrotic.org/observatoire/2017/02/07/tableau-de-bord-des-usages-de-la-teledetection/> (consulté en mars 2019).
- OCDE, 2016, *Pratiques de gestion des exploitations agricoles favorisant la croissance verte*, Coll. Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE, 2015, *Promouvoir la croissance verte en agriculture : Rôle de la formation, du conseil et de la vulgarisation*, Coll. Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris.

- OCDE, 2014, *L'Évaluation des compétences des adultes : manuel à l'usage des lecteurs*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE, 2013a, *OECD Employment Outlook 2013*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE, 2013b, *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE, 2005, *Fiscalité et sécurité sociale – Le secteur agricole*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE, Eurostat, 2005, *Manuel d'Oslo. Principes directeurs proposés pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation technologique*, 3<sup>e</sup> édition, Coll. La mesure des activités scientifiques et technologiques, Éditions OCDE, Paris.
- Offerman F., Nieberg H., 2000, *Economic Performance of Organic Farms in Europe*, Coll. *Organic Farming in Europe, Economics and Policy*, vol. 5, University of Hohenheim, Stuttgart (Allemagne).
- Ohlin B., 1933, *Interregional and International Trade*, Harvard University Press, Cambridge (Angleterre).
- OIT, 2017, *Global Estimates of Modern Slavery. Forced labour and Marriage*, rapport de l'Organisation internationale du travail, Genève (Suisse).
- OIT, 2014, *Profits of Poverty: The Economics of Forced Labour*, rapport de l'Organisation internationale du travail, Genève (Suisse).
- Olivier-Salvagnac V., Legagneux B., 2012, « L'agriculture de ferme : un fait émergent dans le contexte agricole français? », *Études rurales*, n° 190, p. 77-98.
- Olper A., Curzi D., Raimondi V., 2015, *Import Penetration, Intermediate Inputs and Firms' Productivity in the EU Food Industry*, communication lors des rencontres annuelles de l'Allied Social Sciences Association, Boston, 3-5 janvier 2015 (États-Unis).
- Olper A., Raimondi V., Cavicchioli D., Viganì M., 2014, « Do CAP Payments Reduce Farm Labour Migration? A Panel Data Analysis Across EU Regions », *European Review of Agricultural Economics*, vol. 41, n° 5, p. 843-873.
- Orefice G., Di Comite F., Nocco A., 2018, « Trade Liberalization and the Wage Gap: the Role of Vertical Linkages and Fixed Costs », *Review of World Economics*, vol. 154, n° 1, p. 75-115.
- Paillard S., Treyer S., Dorin B. (coord.), 2010, *Agrimonde: scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Quae, Versailles.
- Palumbo L., Sciarba A., 2018, *The Vulnerability to Exploitation of Women Migrant Workers in Agriculture in the EU: the Need for a Human Rights and Gender Based Approach*, rapport d'étude pour le Parlement européen, Bruxelles.
- Paranthoën J.-B., 2014, « Déplacement social et entrées en agriculture. Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers », *Sociétés contemporaines*, 2014/4, n° 96, p. 51-76.
- Péchuza Y., Rubin B., Deraedt M., Coueffé D., 2017, *Étude des systèmes de production d'avenir pour le lait de vache français*, Coll. Les Études de FranceAgriMer, FranceAgriMer, Montreuil-sous-Bois.
- Perron D., 2016, *Critique de la pensée agricole. De la modernité technique comme mode d'enfermement économique*, L'Harmattan, Paris.
- Perrot C., Barbin G., Bossis N., Champion F., Morhain B., Morin E., 2013, *L'élevage d'herbivores au recensement agricole 2010*, Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 440-441, Institut de l'élevage, Paris.
- Perrot C., Caillaud D., Chambaut H., 2013, *Économies d'échelle et économies de gamme en production laitière. Analyse technico-économique et environnementale des exploitations de polyculture-élevage*, rapport d'étude, MAA, Paris.
- Perrot C., Chatellier V., Gouin D.-M., Richard M., You G., 2018, « Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale? », *Économie rurale*, n° 364, p. 109-127.
- Perrot C., Le Doare C., Depeyrot J.-N., 2018, *Exploitations laitières françaises : une diversité en mouvement*, Rencontres Recherches Ruminants, 25<sup>e</sup> édition, Paris, INRA-Institut de l'élevage.
- Perrot C., Mottet A., You G., 2011, *Les modèles laitiers européens du nord de l'UE à l'épreuve de la volatilité*, Rencontres Recherches Ruminants, 18<sup>e</sup> édition, Paris, INRA Institut de l'élevage.
- Perrot M., 1994, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », in Chombart de Lauwe P.-H., Augé M. (coord.), *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations ; hommage à Paul-Henry Chombart de Lauwe*, L'Harmattan, Paris, p. 193-203.
- Petel A.-L., Potier D. (rapporteurs), 2018, *Mission d'information commune sur le foncier agricole*, rapport d'information n° 1460, Assemblée nationale, Paris.
- Petit M., 1984, « Vulgarisation et développement, un réexamen de la problématique », *Économie rurale*, n° 159, p. 4-10, Paris.
- Petit M., 1975, « Évolution de l'agriculture et caractère familial des exploitations agricoles », *Économie rurale*, n° 106, p. 45-55.
- Petit S., 2014, « Faut-il absolument innover ? À la recherche d'une agriculture d'avant-garde », *Courrier de l'environnement de l'Inra*, n° 65, p. 19-28.
- Petitgenêt M., 2010, *Étude des performances lors des transitions vers l'agriculture biologique dans des systèmes arboricoles en région PACA*, mémoire d'ingénieur, ENITAB, Bordeaux.
- Petrick M., Zier P., 2012, « Common Agricultural Policy Effects on Dynamic Labour Use in Agriculture », *Food Policy*, vol. 37, n° 6, p. 671-678.
- Petrick M., Weingarten P., 2004, *The role of agriculture in Central and Eastern European rural development: engine of change or social buffer?*, Coll. Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe, n° 25, Halle, Leibniz Institute of Agricultural Development in Transition Economies (IAMO).
- Pew Research Center, 2014, *Faith and Skepticism about Trade, Foreign Investment*, Washington (États-Unis).
- Piet L., 2019, « Concentration des exploitations agricoles et emplois », NESE, MAA, à paraître.
- Piet L., Latruffe L., Le Mouél C., 2012, « How do Agricultural Policies Influence Farm Size Inequality? The Example of France », *European Review of Agricultural Economics*, vol. 39, n° 1, p. 5-28.
- Piet L., Saint-Cyr L.D.F., 2018, « Projection de la population des exploitations agricoles françaises à l'horizon 2025 », *Économie rurale*, n° 365, p. 117-131.
- Pietola K., Väre M., Landsik A.O., 2003, « Timing and Type of Exit from Farming: Farmers' Early Retirement Programmes in Finland », *European Review of Agricultural Economics*, vol. 30, n° 1, p. 99-116.
- Piketty T., Saez E., 2014, « Inequality in the Long Run », *Science*, vol. 344, n° 6186, p. 838-843.
- Piketty T., Saez E., 2006, « The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective », *American Economic Review*, vol. 96, n° 2, p. 200-206.
- Pimentel D., Hepperly P., Hanson J., Doups D., Seidel R., 2005, « Environmental, Energetic, and Economic Comparisons of Organic and Conventional Farming Systems », *BioScience*, vol. 55, n° 7, p. 573-582.
- Pindado E., Sánchez M., 2018, « Growth-Oriented New Agricultural Ventures: the Role of Entrepreneurial Resources and Capabilities under Convergence Forces », *European Review of Agricultural Economics jby039*, p. 1-34.
- Plan O., Bontron J.-C., 2014, « Les rapports de sexe dans l'exploitation familiale agricole en France. De l'ombre à la reconnaissance, de l'assujettissement aux droits propres, de ce qu'il reste à faire... », *Pour*, n° 222, Paris, p. 87-100.
- Pochon A., 2002, *La prairie temporaire à base de trèfle blanc*, Cedapa, Plérin.
- Pollet P., 2014, « De l'exploitation familiale à l'entreprise agricole », in Nauze-Fichet E., Tagnani S. (coord.), *Trente ans de vie économique et sociale*, Coll. Insee Références, INSEE, Paris, p. 21-31.

- Powell J.-R., Viganì M., Hawketts E., Schuh B., Gorny H., Kaucic J., Kirchmayr-Novak S., 2016, *Recherche pour la Commission AGRI - Le rôle de la Politique agricole commune de l'Union européenne dans la création d'emplois ruraux*, Parlement européen, Bruxelles.
- Prost M., Prost L., Cerf M., 2017, « Les échanges virtuels entre agriculteurs: un soutien à leurs transitions professionnelles », *Raisons Éducatives*, n° 21, p. 89-107.
- Prud'homme L., Taphanel L., 2018, *Quel accompagnement des trajectoires professionnelles en France ?*, rapport de l'Observatoire des trajectoires professionnelles, Paris.
- Purseigle F., 2012, « Les agricultures de firme. Organisations et financiarisation » vol. 1, *Études rurales*, n° 190, Éditions EHESS, Paris.
- Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (coord.), 2017, *Le nouveau capitalisme agricole: de la ferme à la firme*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Qanti S.-R., Reardon T., Iswariyadi A., 2017, « Triangle of Linkages among Modernising Markets, Sprayer-traders, and Mango-farming Intensification in Indonesia », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, vol. 53, n° 2, p. 187-208.
- Quelin C., 2010, *Agriculture biologique. La fin du retard français ?*, Coll. Les Études de l'ASP, ASP, Limoges.
- Ramanantsoa J., Touze O., 2019, « Le fonctionnement de Magali 2: Modèle Agricole Analysant les Liaisons Intra-sectorielles », *NESE, MAA*, à paraître.
- Ramboarison-Lalao L., Lwango A., Lenoir F.-R., 2018, « Barriers and Key Success Factors in the Transgenerational Transmission of Family Farm Businesses in the French Context: 'Theory of Hypertrophy vs. Equilibrium of Life Spheres' Proposition », *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, vol. 34, n° 2, p. 131-147.
- Ramsey A.F., Ghosh S., Sonoda T., 2018, « Saying Sayonara to the Farm: Hierarchical Bayesian Modeling of Farm Exits in Japan », *Journal of Agricultural Economics*.
- Rancé E., 2002, « La protection sociale des exploitants agricoles en mutation », *Revue française des affaires sociales*, n° 2002/4, p. 189-218.
- Raymond M., Villers S., 2010, *L'accès des non-salariés agricoles au revenu de solidarité active*, rapport IGAS-CGAAER, MAA, Paris.
- Razafindranovona T., 2017, *Malgré la progression de l'emploi qualifié, un quart des personnes se sentent socialement déclassées par rapport à leur père*, Coll. INSEE Première, n° 1659, INSEE, Paris.
- Rémy J., 2013, « L'exploitation agricole; une institution en mouvement », in Club Déméter, *Déméter 2013: économie et stratégies agricoles*, Paris, p. 261-268.
- Rémy J., Brives, H., Lémery B., 2006, *Conseiller en agriculture*, Educagri-Quae, Dijon, Versailles.
- Requier-Desjardins D., Guibert M., Bühler É. A., 2014, « La diversité des formes d'agricultures d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines », *Économie rurale*, n° 6, p. 45-60.
- Revena A., 1997, « Employment and Wage Effects of Trade Liberalization: The Case of Mexican Manufacturing », *Journal of Labor Economics*, vol. 15, n° 3, p. 20-43.
- Rey V., 1991, « Géographie de l'application d'une loi foncière. La loi sur les cumuls et ses enseignements », in Assier-Andrieu L. (coord.), *La terre privée et les conduites patrimoniales dans la France rurale*, Association des ruralistes français, Paris, p. 35-43.
- Reyniès B., 2011, *Étude et propositions concernant les enjeux du coût de main-d'œuvre dans le secteur de la production agricole*, rapport au Premier ministre, Paris.
- Rieu A., 2004, « Agriculture et rapports sociaux de sexe. La "révolution silencieuse" des femmes en agriculture », *Cahiers du genre*, n° 37, p. 115-130.
- Rizov M., Davidova S., Bailey A., 2018, « Employment Effects of CAP Payments in the UK Non-Farm Economy », *European Review of Agricultural Economics*, vol. 45, n° 5, p. 723-748.
- Roberts M., Key N., 2008, « Agricultural Payments and Land Concentration: A Semiparametric, Spatial Regression Analysis », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 90, n° 3, p. 627-643.
- Rodenburg J., 2010, « Labour Costs on Ontario Dairy farms and their Implication for Precision Technologies », *actes de la 1<sup>re</sup> North American Conference on Precision Dairy Management*, p. 20-21, Toronto (Canada).
- Rolland L., 1984, « L'histoire de la vulgarisation agricole en France avant 1966 », *Économie rurale*, n° 159, p. 11-16.
- Rossier R., 2010, *Giving Up Agriculture for a New Career*, 9<sup>e</sup> symposium européen de l'IFSA, Vienne, 4-7 juillet 2010 (Autriche).
- Roux N., 2018, *De l'emploi stable au travail insoutenable, trajectoires d'ouvrières agricoles en groupement d'employeurs*, Coll. document de travail du CEET, n° 196, CNAM, Noisy-le-Grand.
- Roux N., 2017, *Un emploi discontinu soutenable? Trajectoires sociales de saisonniers agricoles et d'artistes du spectacle*, thèse de doctorat en sociologie du travail, CNAM.
- Roux N., 2014, « Créer de la continuité: un travail en soi. Artistes intermittents du spectacle et saisonniers agricoles », *La nouvelle revue du travail*, n° 5, <http://journals.openedition.org/nrt/1938> (consulté en mars 2019).
- Samak M., 2017, « Le prix du " retour " chez les agriculteurs " néo-ruraux " - Travail en couple et travail invisible des femmes », *Travail et emploi*, n° 150, Paris, p. 53-78.
- Satola L., Wojewodziec T., Sroka W., 2018, « Barriers to Exit Encountered by Small Farms in Light of the Theory of New Institutional Economics », *Agricultural Economics - Czech*, n° 64, p. 277-290.
- Sauvy A., 1980, *La machine et le chômage*, Dunod, Paris.
- Schaller N., 2013, *L'agro-écologie: des définitions variées, des principes communs*, Coll. Analyse, n° 59, CEP, MAA, Paris.
- Schewe R., Stuart D., 2015, « Diversity in Agricultural Technology Adoption: How Are Automatic Milking Systems Used and to what End ? », *Agriculture and Human Values*, vol. 32, n° 2, p. 199-213.
- Schmerber J.-M., 1949, « La réorganisation foncière en France. Le remembrement rural », *thèse de droit*, université de Strasbourg, Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Strasbourg.
- Simonnet V., Ulrich V., 2009, *La mobilité entre métier; 30 % des personnes en emploi en 1998 avaient changé de métier en 2003*, Coll. Premières synthèses, n° 05.3, DARES, ministère du Travail, Paris.
- Solidarité Paysans, 2016, *Des agriculteurs sous pression: une profession en souffrance*, rapport d'étude pour le MAA, Paris.
- Sourisseau J., Bosc P., Fréguin-Gresh S., Bélières J., Bonnal P., Le Coq J., Anseeuw W., Dury S., 2012, « Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement », *Autrepart*, n° 62, p. 159-181.
- SSP, 2018a, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires*, Coll. Agreste GraphAgri 2018, MAA, Paris.
- SSP, 2018b, *Les concours publics à l'agriculture en 2017*, MAA, Paris.
- SSP, 2017, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires*, Coll. Agreste GraphAgri 2017, MAA, Paris.
- SSP, 2014, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires*, Coll. Agreste GraphAgri 2014, MAA, Paris.
- SSP, INSEE, 2017, *Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation*, session du 6 juillet 2017, Coll. Agreste Les Dossiers, n° 40, MAA, Paris.
- Stephan N., 1996, *Évaluation de l'efficacité externe de la formation des agriculteurs*, thèse de sciences de l'éducation, université de Bourgogne, Dijon.
- Stolper W.F., Samuelson P.A., 1941, « Protection and Real Wages », *The Review of Economic Studies*, vol. 9, p. 58-73.
- Šūmane S., Kunda I., Knickel K., Strauss A., Tisenkopfs T., Rios I. des Ios, Rivera M., Chebach T., Ashkenazy A., 2018, « Local and Farmers' Knowledge Matters! How Integrating Informal and Formal Knowledge Enhances Sustainable and Resilient Agriculture », *Journal of Rural Studies*, vol. 59, p. 232-241.

- Šūmane S., Kunda I., Tisenkopfs T., Pilvere I., Stokmane I., Zēverte-Rivža S., 2015, « Small Farms' Development Strategies », *RETHINK Case Study Report*, Nodibinajums Baltic Studies Centre (BSC) and the Latvian University of Agriculture, Faculty of Economics, Riga (Lettonie).
- Tercia, ACTéon, 2017, *Évaluation à mi-parcours du PNDAR 2014-2020*, rapport final, MAA, Paris.
- Terre-Net, BVA, 2017, *Les agriculteurs et leur voisinage*, baromètre agricole, <https://www.bva-group.com/sondages/agriculteurs-voisinage-barometre-agricole-terre-net-bva/> (consulté en décembre 2018).
- Terrieux A., 2014, « Les statistiques comme jeu de bonneteau : apparition et disparition dans les chiffres de réalités par ailleurs observables », *Pour*, n° 222, p. 75-78.
- Teyssonnière A. de la, 2014, *Étude du développement des systèmes de production économes et autonomes en Champagne*, mémoire de DAA, AgroParisTech, Paris.
- Thibaudot F., 2017, *L'emploi salarié dans les groupements d'employeurs agricoles en 2015. Données nationales*, Coll. Études, MSA, Paris.
- Thomas J., 2018, « Reconnaissance politique des savoirs professionnels. Expérimentation, légitimation, réflexivité et organisation d'un groupe d'agriculteurs autour des connaissances professionnelles », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 12, n°2, p. 229-257.
- Tocco B., Davidova S., Bailey A., 2013a, *Determinants to Leave Agriculture and Change Occupational Sector: Evidence from an Enlarged EU*, Factor Markets Working Papers n°158, Centre for European Policy Studies, Bruxelles.
- Tocco B., Davidova S., Bailey A., 2013b, *The Impact of CAP Payments on the Exodus of Labour from Agriculture in Selected EU Member States*, Coll. Factor Markets Working Papers, n°180, Centre for European Policy Studies, Bruxelles.
- Touzard J.-M., Temple L., Faure G., Triomphe B., 2014, « Systèmes d'innovation et communautés de connaissances dans le secteur agricole et agroalimentaire », *Innovations*, n°1, p. 13-38.
- Trouvé A., Dervillé M., Gouin D.-M., Pouch T., Fink-Kessler A., Kroll J.-C., Rat-Aspert O., Briot X., Lambaré P., 2016, *Mesures contre les déséquilibres de marché : quelles perspectives pour l'après-quotas dans le secteur laitier européen ?*, rapport d'étude pour le MAA, Paris.
- Tual S., Lemarchand C., Boulanger M., Levêque-Morlais N., Perrier S., Clin B., Rigaud E., Guizard A.V., Veltin M., Baldi I., Lebaillly P., 2015, « Activités agricoles et risque de cancers chez les affiliés du régime agricole. Résultats intermédiaires de l'étude AGRICAN (AGRICulture et CANcers) », *Innovations agronomiques*, vol. 46, p. 136-146.
- UN Comtrade, 2017, *International Trade Statistics Database*, New-York (États-Unis).
- Vankeerberghen A., Dannevoye B., Stassart P., 2014, « L'insularisation comme mode de transition. Le cas de l'agriculture de conservation en Région wallonne », in Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures*, Quae, Paris, p. 61-76.
- Vereijken P.H., Hermans C.M.L., 2010, « A quick Scan Tool to Assess the Relative Prospects of European Regions for Sustainable Agriculture in a Liberal Market », *Land Use Policy*, vol. 27, n°2, p. 440-448.
- Vergonjeanne R., 2015, *Déléguer l'élevage des génisses. Le GDS Bretagne apporte son expertise à Eylips pour Déléguer Génisses*, Terre-net Média, 17 février.
- Vérot D., 1998, *Agriculture biologique : évaluation d'un gisement d'emplois*, FNAB, ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Paris.
- Viaggi D., 2018, « Quantifying the Impact of Scientific Research on Agriculture », *Eurochoices*, n°17, p. 19-24.
- Vianey G., 2015, « Politiques d'aménagement et outils fonciers des politiques agricoles depuis les années 1960 : des résultats contradictoires », in Requier-Desjardins M., Paoli J.C. (coord.), 2015, *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles. Regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens*, CIHEAM, Montpellier, p. 97-114.
- Villaume S., 2011, *L'emploi salarié dans le secteur agricole : le poids croissant des contrats saisonniers*, Coll. INSEE Première, n°1368, INSEE, Paris.
- Wang Y., Delgado M.S., Marshall M.I., Dobbins C.L., 2017, *Generational Shadow in Farming Business: How Does It Affect the Succession Process?*, Southern Agricultural Economics Association, Annual Meeting, 4-7 février, Mobile, Alabama (États-Unis).
- Waquet F., 2008, *Les enfants de Socrate*, Albin Michel, Paris.
- Weil T., Charlet V., 2018, *Allègements des charges sociales : comprendre le débat en cours*, Coll. Les Synthèses de La Fabrique, n° 18, La Fabrique de l'Industrie, Paris.
- Weiler A.M., McLaughlin J., Cole D.C., 2017, « Food Security at Whose Expense? A Critique of the Canadian Temporary Farm Labour Migration Regime and Proposals for Change », *International Migration*, vol. 55, n°4, p. 48-63.
- Whitty S.J., Maylor H., 2009, « And then Came Complex Project Management », *International Journal of Project Management*, vol. 27, n°3, p. 304-310.
- Wood B.A., Blair H.T., Gray D.I., Kemp P.D., Kenyon P.R., Morris S.T., Sewell A.M., 2014, « Agricultural Science in the Wild: A Social Network Analysis of Farmer Knowledge Exchange », *PLOS One*, vol. 9, n°8.
- Zagata L., Sutherland L.-A., 2015, « Deconstructing the 'Young Farmer Problem in Europe': Towards a Research Agenda », *Journal of Rural Studies*, vol. 38, n°3, p. 39-51.
- Zhang X., Yang J., Reardon T., 2017, « Mechanization Outsourcing Clusters and Division of Labor in Chinese Agriculture », *China Economic Review*, n°83, p. 184-195.

Crédits photographiques de la couverture, de haut en bas et de gauche à droite :  
Cultures maraichères biologiques en agroforesterie ; récolte de fraises. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr  
Drône de télédétection agronomique pour agriculture de précision. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr  
Moisson de blé vue du ciel. ©Cloudvisual/Unsplash  
Observation de l'état sanitaire d'un champ de blé traité par biocontrôle. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr  
Martinique – serres de Preville (Macouba), culture hydroponique de salades. ©Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr  
Élevage de vaches gasconnes. ©Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr  
Éleveur de bovins de race Salers, Saint-Cernin, Cantal. ©agriculture.gouv.fr  
Récolte dans un verger de clémentiniers à San Giuliano. ©Gérard Paillard/INRA  
Éleveur surveillant ses brebis en élevage mixte bovins-ovins. ©Cheick Saidou/agriculture.gouv.fr  
Vendanges à Vosne-Romanée. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr  
Salariée en contrat d'avenir dans un domaine viticole en Bourgogne. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr

De 2000 à 2016, la France a perdu un quart de ses exploitants agricoles, signe de la profonde évolution de son agriculture. Au-delà de cette tendance quantitative, ce secteur se réinvente, par les hommes et les femmes qui y contribuent, et dont les trajectoires, l'organisation et les compétences se transforment. S'ils occupaient hier des emplois bien identifiés, ils accomplissent aujourd'hui, sous des statuts variés, des tâches qui s'assemblent en un système complexe d'activités servant la production agricole. Être agriculteur n'est plus seulement une destinée ou une vocation, liée à une histoire familiale : les chefs d'exploitation travaillent de moins en moins en couple, leurs enfants font plus souvent un autre métier, le salariat et l'externalisation des activités se développent et prennent de nouvelles formes, modifiant le quotidien des personnes qui les réalisent. Leur métier se rapproche de celui des chefs de petites entreprises des autres secteurs économiques. Il s'ouvre aussi à la pluralité croissante des modèles agricoles, nécessitant des formations, des qualifications et des expériences nouvelles.

Pour éclairer et comprendre ces transformations, le Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a mobilisé une quarantaine d'experts, dont une majorité de chercheurs, qui ont croisé leurs analyses économiques, sociologiques et statistiques. Actif'Agri présente le panorama qui en résulte. Que sait-on des emplois et, au-delà, des travailleurs de l'agriculture française et de leurs activités ? Où les exercent-ils et dans quelles conditions ? Comment la performance environnementale, les innovations et l'internationalisation des filières agricoles modifient-elles ces emplois ? Quels sont les effets réels des politiques publiques sur ces transformations ? Telles sont quelques unes des questions auxquelles cet ouvrage très documenté essaie de répondre, en associant étroitement réflexions qualitatives, données quantitatives et infographies.

Le Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a été créé en 2008 pour développer et promouvoir des activités de veille, de prospective et d'évaluation. Ses travaux ont entre autres pour objectifs de contribuer au débat public et de procurer des éléments de réflexion aux acteurs en charge de la définition des politiques. Le CEP fournit des analyses et des outils de pilotage sur des problèmes publics complexes d'envergure souvent internationale. Ses observations et travaux sont rendus publics à travers plusieurs formats de publications : bulletin de veille, notes d'analyse, revue Notes et Études Socio-économiques, documents de travail, rapports, etc.

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

Prix : 7,99 euros

ISBN : 978-2-11-145920-5

Code DF :5HC48300

